

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTREAL

LE SPORT, UN ENJEU GÉOPOLITIQUE ET DIPLOMATIQUE :
LE CAS DE LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO.

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR
MAXIME JULIEN DESIRAT

FEVRIER 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

L'écriture de ce mémoire de maîtrise et les recherches qui y sont associées laisseront en moi une trace indélébile qui est celle de l'impact d'une recherche scientifique sur la construction personnelle d'un individu et l'évolution de la perception du monde qui l'entoure. Étant donné l'importance de ce travail, il m'est donc important de prendre le temps de remercier toutes les personnes qui ont participé directement et indirectement à l'élaboration de ce projet.

Premièrement, je tiens à remercier mon directeur de recherche Eric Mottet, professeur de géopolitique à l'Université du Québec à Montréal, dont la présence, la disponibilité, les idées et les suggestions ont été indispensables à la conduite de ce projet de recherche. Que ce soit à propos de géopolitique ou de football, nos échanges de haute volée resteront d'agréables souvenirs résumant ces trois années de recherche.

Je tiens également à remercier Pim Verschuuren, chercheur à l'institut I.R.I.S, Karine Teow, responsable des relations internationales chez *Peace & Sport* et Jean Marc Moreno, rédacteur en chef de la revue *Codesport*, dont les rencontres à Paris et à Monaco ont constitué mon terrain de recherche. Nos entretiens ont été déterminants dans l'élaboration de ce mémoire.

Je remercie aussi Vanel Yonkeu, étudiant à la maîtrise au département de géographie de l'UQAM, dont l'aide a été indispensable à la réalisation des cartes de ce mémoire. Merci mon ami ! Plus généralement, je remercie également toute l'équipe du département de géographie de l'UQAM dont le soutien et les infrastructures ont permis de réaliser ce mémoire dans de bonnes conditions.

Je tiens également à remercier le département de géographie de l'Université de Savoie, lieu où a débuté mon cheminement dans la discipline géographique. Merci aux amis que je me suis faits là-bas : Théo, P-A, Julien, Kévin, et tous les autres. Merci également aux professeurs du CISM qui m'ont fait découvrir les

richesses de la géographie : Lionel Laslaz, Patrick Pigeon, Philippe Gauchon, Philippe Deline, Xavier Bernier et Kevin Sutton.

Et maintenant les amis ! Merci à ceux qui étaient là au département de géographie de l'UQAM : Adri, Raph, Sarah, Alex, Valérie, Lisa et ceux que j'oublie. Merci à ceux de Paris : les grands trompettistes Octave et Manu, grâce à vous la vie est une symphonie. Merci également à Louis, Bertille, Hélène, Mathias, Nora, Marie et tous ceux que j'oublie. Merci à ceux du 78 : Charles, Vinz, Blaise, Daan, Bastien, Guillaume et à tous ceux que j'oublie encore une fois.

Merci à la famille de Montréal : mes colocs Briac, Jino, Lucas et Rémi ; mes collègues Martin, Charles-Pierre, Alex, Lucien, Dylan, Guillaume, et toute l'équipe Pro-Spec. Merci également à Océane dont l'aide a été très précieuse pour arriver au bout de ce mémoire.

Enfin un immense merci à mon père, ma mère et à ma sœur, qui ont toujours cru en moi et m'ont toujours soutenu tout au long de ce périple.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	viii
LISTE DES TABLEAUX.....	ix
RÉSUMÉ	x
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE, CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL DE LA RECHERCHE.....	6
1.1 Introduction : les micro-États, des territoires en déficit de puissance	6
1.2 Originalité et intérêt de la recherche	13
1.3 Cadre théorique : le sport comme objet d'étude géopolitique et géographique dans les sciences humaines	16
1.3.1 L'école géographique de l'approche géopolitique.....	16
1.3.2 De la géographie du sport à la géopolitique du sport.....	20
1.4 Cadre conceptuel de la recherche	22
1.4.1 Concept de territorialité	22
1.4.2 Concept de représentation.....	25
1.4.3 Le concept de puissance.....	28
1.5 Conclusion	33
CHAPITRE II	
CADRE D'ANALYSE ET DEMARCHE METHODOLOGIQUE	35
2.1 Cadre spatio-temporel de la recherche.....	35
2.2 Nature de la recherche	36
2.3 Retour sur la problématique principale de recherche	37
2.4 Questions, hypothèses, objectifs et variables de la recherche	38
2.4.1 Question secondaire 1	38
2.4.2 Question secondaire 2	39
2.4.3 Question secondaire 3	39
2.5 Indicateurs.....	40
2.5.1 Concept opératoire 1 : la territorialité.....	40
2.5.2 Concept opératoire 2 : les représentations	40

2.5.3 Concept opératoire 3 : la puissance	41
2.6 Terrain de recherche : l'I.R.I.S et la Principauté de Monaco	41
2.7 Sources et mode de collecte des données	43
2.8 La subjectivité des données	45
2.9 Analyse des données	45
2.10 Mode de traitement des données	46
2.11 Limites de la recherche	46
2.12 Conclusion	47
CHAPITRE III	
TERRITOIRES, ACTEURS ET PROCESSUS DE LA MONDIALISATION DU SPORT	48
3.1 Introduction	48
3.2 Du local au global : l'internationalisation du sport	50
3.2.1 Naissance et diffusion du sport moderne dans le monde	52
3.2.2 L'internationalisation du sport et les situations géopolitiques mondiales	61
3.3 La gouvernance institutionnelle du sport	64
3.3.1 L'échelle globale de la gouvernance du sport	66
3.3.2 L'échelle régionale de la gouvernance du sport	73
3.3.3 L'échelle nationale et intra-nationale de la gouvernance sportive	79
3.4 Le tournant médiatique et économique global du sport	83
3.4.1 Un tournant technologique et économique : l'essor de la télévision	84
3.4.2 Émergence des droits T.V	86
3.4.3 Le tournant néolibéral du sport : échelles, acteurs et enjeux	88
3.4.4 L'émergence de nouvelles puissances dans le sport	94
3.4.5 La domination européenne de la mondialisation du sport	95
3.5 Conclusion	96
CHAPITRE IV	
LE SOFT POWER SPORTIF MONEGASQUE	99
4.1 Introduction	99
4.2 Forces, faiblesses et développement de la Principauté de Monaco	

de 1848 à 2005	101
4.2.1 Charles III : Mise en tourisme et naissance de l'identité contemporaine monégasque.....	101
4.2.2 1889-1922, Albert 1 ^{er} : le développement sportif dans un contexte politique difficile.....	106
4.2.3 1922-1949, Louis II : du sport à la Deuxième Guerre mondiale	110
4.2.4 1949- 2005. Rainier III : le développement de la société monégasque contemporaine.....	113
4.3 Les acteurs du soft power sportif monégasque sous Albert II	125
4.3.1 Albert II et ses conseillers.....	125
4.3.2 Sportel et Monaco Média X.....	127
4.3.3 Peace & Sport	129
4.3.4 L'Association Mondiale des Olympiens (W.O.A)	133
4.3.5 Les investisseurs étrangers.....	134
4.3.6 Un diplôme en promotion de la paix par le sport.....	136
4.3.7 Des acteurs à la fois internes et externes à la Principauté de Monaco	137
4.4 Les objectifs du sportif monégasque.....	137
4.4.1 Objectifs à l'échelle nationale.....	138
4.4.2 Présence, visibilité et reconnaissance internationale : l'O.N.U., L'U.N.O.S.D.P. et les <i>Groups of friends</i>	142
4.4.3 Une meilleure intégration régionale.....	145
4.5 Conclusion et retour sur les hypothèses, variables et indicateurs secondaires de la recherche.....	148
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	153
ANNEXE 1	
CARTE DES MICROS-ÉTATS DANS LE MONDE EN 2016	158
ANNEXE 2	
LES PARADIS FISCAUX DANS LE MONDE EN 2006	159
ANNEXE 3	
Guide d'entretien numéro 1	160
ANNEXE 4	
Guide d'entretien numéro 2	161

ANNEXE 5	
Guide d'entretien numéro 3	162
ANNEXE 6	
DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF DE MONACO	163
APPENDICE A	
CERTIFICAT D'ÉTHIQUE	164
APPENDICE B	
L'AMÉNAGEMENT DU POLDER DE FONTVIEILLE	165
APPENDICE C	
L'ANCIEN ET LE NOUVEAU STADE LOUIS II	166
APPENDICE D	
COURT CENTRAL DU COUNTRY CLUB	167
APPENDICE E	
VUE DU CIRCUIT DE FORMULE 1 DE MONTE-CARLO	168
APPENDICE F	
LES BASSINS OLYMPIQUES DU STADE LOUIS II	169
BIBLIOGRAPHIE	170

LISTE DES FIGURES

Figure	page
0.1 cartographie de la campagne "Monaco, un rôle à part dans le monde »	5
1.1 carte de localisation	12
3.1 les grandes étapes de la mondialisation du sport	98
4.1 la perte de 90% du territoire national en 1848	122
4.2 répartition de l'équipement sportif professionnel monégasque	123
4.3 l'évolution du territoire monégasque depuis Charles III	124
4.4 calendrier annuel des événements monégasques, saison 2015/2016	139
4.5 structures internes de l'U.N.O.S.D.P.	145

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	page
1.1 le <i>hard</i> et le <i>soft power</i> par Joseph Nye	30
2.1 cadre spatio temporel de la recherche	36
2.2 entretiens de la recherche	43
2.3 collecte des données	44
4.1 évolutions de la participation au forum <i>Peace & Sport</i> par types d'acteurs de 2007 à 2012	131

RÉSUMÉ

Cette recherche a pour objet d'étude la géopolitique du sport dans un contexte de mondialisation. Depuis le tournant néolibéral de l'économie mondiale, la gouvernance traditionnelle du sport est bouleversée par l'arrivée de nouveaux acteurs voulant profiter de son exposition médiatique hors-norme. Parmi eux, des nouvelles puissances émergentes telles que la Russie, la Chine ou le Brésil, font office de nouveaux joueurs sur lesquels il faut désormais compter. Si certaines de ces puissances sont très grandes, d'autres, comme le Qatar, appartiennent à la catégorie des micros-États. Pour eux, la médiatisation du sport est avant tout un moyen d'obtenir une visibilité internationale et de faciliter leur localisation sur la carte du monde.

Ce mémoire de maîtrise a pour objectif de proposer une analyse géographique de la mondialisation du sport par une approche à la fois géopolitique et systémique. En abordant la mondialisation du sport comme un système global, elle entend identifier les structures, les acteurs et les enjeux qui la composent et qui en font une forme de puissance mobilisable par les États dans le cadre de l'élaboration de stratégies géopolitiques.

Pour y parvenir, la première partie de la recherche (chapitre trois), propose une définition de l'objet d'étude de la recherche : le sport en tant que phénomène mondialisé. Cet exercice passe par la mise en lumière des territoires, acteurs, enjeux et processus de ce phénomène qui lui confèrent un intérêt si stratégique pour les États.

La seconde partie de la recherche (chapitre quatre) a pour objet l'étude de cas du *soft power* sportif de la Principauté de Monaco. Grâce à un diagnostic territorial faisant apparaître les forces et les faiblesses du territoire monégasque, cette partie tente de comprendre pourquoi et comment le sport est mobilisé par Albert II dans le cadre d'une stratégie géopolitique visant à contrôler et transformer les représentations faites de la Principauté par les acteurs du système international. Pour y parvenir, cette partie met en lumière les acteurs internes et externes ainsi que les objectifs nationaux, régionaux et internationaux qui se rattachent à cette stratégie.

Mots clés : sport, mondialisation, territoires, *soft power*, micros États, Principauté de Monaco, représentations, géographie, géopolitique, systémique

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Pour un non-initié, c'est à rien n'y comprendre. En 2006, le prestigieux club de football de la capitale française, le Paris-Saint-Germain, est vendu à *Colony Capital*, un fond d'investissement américain. En 2011, il est revendu à *Qatar Sports Investments*, un fond d'investissement qatari. La même année, la Principauté de Monaco vend son club historique, l'A.S Monaco F.C, à Dmitry Rybolovlev, un homme d'affaire russe. Le phénomène est le même de l'autre côté de la Manche puisque le nouveau propriétaire du Leicester City F.C, club champion de la *Barclays league* 2015-2016, n'est nul autre que le Thaïlandais Vichai Srivaddhanaprabha. Le phénomène ne se limite pas aux frontières européennes puisqu'aux États-Unis, les Kings, l'équipe de basket-ball de Sacramento, sont devenus la propriété de Vivek Ranadivé, un homme d'affaire indien actionnaire à 65 % du club depuis 2013. À New York, c'est l'équipe de hockey des Islanders qui est devenue la propriété du chinois Charles Wang en 2000. Les exemples sont nombreux et ne manquent pas : c'est le monde à l'envers sur la planète sport.

Si un regard trop simpliste ne voit dans ce phénomène qu'une forme de colonisation contemporaine¹ faisant écho à la très déterministe et controversée théorie du choc des civilisations de Samuel Huntington², le phénomène se veut bien moins alarmant et plus complexe qu'il n'y paraît. Ce phénomène est une des conséquences de la mondialisation du sport, faisant de ce dernier un marché dont les ressources les plus convoitées sont les images qu'il produit. En effet, quels événements autres que des compétitions sportives internationales comme la Coupe du Monde de Football de la F.I.F.A, les Jeux olympiques ou le Grand Prix de Formule 1 sont capable d'être diffusés dans le monde entier et suivis en direct par des milliards de téléspectateurs ? Face à cette force de représentation, de nouveaux acteurs en quête de visibilité sont apparus dans le monde du sport, venant ainsi bousculer sa gouvernance traditionnelle. Parmi ces acteurs, on retrouve des États comme la Russie, la Chine, le Brésil ou l'Inde, émergents dans le système international et comptant parmi les nouvelles grandes puissances de la mondialisation. Leur émergence sportive apparaît alors comme l'illustration de leur nouveau positionnement mondial, venant rivaliser avec les grandes puissances traditionnelles d'occident. D'autres acteurs peuvent également être distingués, ils se caractérisent principalement par la toute petite taille de leur territoire, ce sont les micro-États. Que ce soient des puissances émergentes comme le Qatar, ou des puissances traditionnelles comme la Principauté de Monaco, ils ont pour objectif commun de favoriser leur localisation sur la carte du monde. Pour ces États, le sport et son pouvoir médiatique apparaît donc comme forme de puissance, ou *sport power* correspondant le plus à ce besoin de visibilité (Verschuuren, 2013).

Ce mémoire de maîtrise a pour objectif d'illustrer la dimension géopolitique et diplomatique du sport par l'étude du *soft Power* sportif déployé par la Principauté de Monaco, micro-État en quête de visibilité internationale. Pour y parvenir, cette

¹ « Le Qatar pour Mélenchon : une colonisation par l'argent », Le parisien, 26 septembre 2012.

² Publié en 1996, le Choc des civilisations de Samuel Huntington est une théorie visant à comprendre les relations internationales en fonction du découpage de l'espace monde en grands blocs civilisationnels. Cette théorie fait l'objet de vives critiques puisqu'elle propose un regard simple et réducteur sur des aires culturelles riches et dont la complexité des relations internes et externe est à l'image des leurs hétérogénéités.

recherche va dans un premier temps mettre en lumière les territoires, acteurs et processus de la mondialisation du sport, puis dans un second temps illustrer son utilisation en tant que forme de puissance par l'étude du cas monégasque, ce qui permettra au terme de cette recherche d'avoir une compréhension globale du sport en tant que puissance géopolitique.

Avec la diffusion en 2009 de la campagne « Monaco, un rôle à part dans le monde »³, le deuxième plus petit État au monde a lancé un message fort au système international : c'est en contrôlant sa représentation médiatique que la Principauté de Monaco a la volonté de s'affranchir des faiblesses liées à sa petite taille pour devenir un État incontournable de la mondialisation grâce à ses spécificités, au point que sa localisation sur la carte du monde devienne une évidence.

On peut effectivement parler de spécificités pour Monaco étant donné que c'est une cité-État européenne de 202,7 hectares (500 acres) se situant au sud-Est de la France sur le pourtour méditerranéen. Elle partage une frontière terrestre d'une longueur de 5 469 mètres avec son unique voisin la France et possède également une ouverture de 3 829 mètres sur la mer Méditerranée. Son climat est typiquement méditerranéen, plutôt doux et clément avec une température annuelle de 19,9 °C pour l'année 2014 et une moyenne de 86 jours de pluie par an.

Politiquement, c'est une monarchie de droit divin. Le pouvoir y est conservé par la dynastie des Grimaldi depuis le treizième siècle, ce qui fait de la Principauté un territoire à la stabilité politique exceptionnelle, là où d'autres monarchies européennes n'ont pas survécu aux vents révolutionnaires qui soufflèrent sur l'Europe dès le dix-huitième siècle. Elle se singularise également par une capacité

³ Tel que mentionné sur le site monacochannel.mc, cette campagne lancée en 2012 s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale de communication lancée en 2010 par le gouvernement monégasque visant à faire évoluer la perception de la Principauté auprès des leaders d'opinion internationaux. « Monaco, un rôle à part dans le monde » se distingue par son caractère numérique (trois sites internet et webdocumentaires), ses thèmes (humanitaire et économie, innovation technologique, culture et médecine) et son caractère international (partenariat avec CNN international). En combinant TV, presse, internet et tablettes, cette campagne s'est fixée pour objectif d'atteindre 40 millions de contacts dont 60% à l'international.

de défense très limitée. Composée d'une centaine de militaires, la Compagnie des Carabiniers du Prince constitue l'unique armée de Monaco, qui a pour but la protection du Prince Albert II et du palais Princier.

L'économie monégasque est en santé puisqu'en 2014, son P.I.B s'élève à 5,32 milliards d'euros, affichant une croissance de 7,2 % par rapport à l'année 2013⁴. Comparativement, sur la même période, la croissance de la Chine et de l'Inde se sont élevées à 7,4 % tandis que celle de l'Union européenne n'a atteint que 0,9 %. La santé économique de Monaco est principalement due à ses activités financières et d'assurances qui représentent 16,9 % de son P.I.B en 2014. Le second secteur le plus important de son P.I.B est celui des activités scientifiques, techniques et administratives qui représentent 15,7 % de son P.I.B pour la même année. En somme, la Principauté de Monaco n'est pas une très grande puissance économique, mais avec sa croissance élevée elle est un État économiquement émergent.

Sur le plan démographique, la Principauté est encore une fois un État particulier puisqu'avec plus d'une centaine de nationalités présentes dans son territoire, elle affiche un fort cosmopolitisme. La population totale s'élève à 37 800 habitants en 2014, dont environ 9 050 Monégasques recensés au 31 décembre 2015, ils sont donc en minorité dans leur propre territoire. Par ailleurs, les français et les italiens représentent les deux plus grandes nationalités présentes dans la Principauté.

Avec des événements caritatifs, culturels et sportifs repartis tout au long de l'année, la Principauté de Monaco se singularise également par une vie événementielle très active. Le Grand Prix de Formule 1 de Monte-Carlo et le prestigieux tournoi de tennis Rolex Master de Monte-Carlo font d'ailleurs de la Principauté un territoire-étape historique du calendrier sportif mondial et participent à l'élaboration de son image de marque à l'international.

⁴ À titre comparatif le P.I.B du Canada pour l'année 2014 est de 1 887 milliards de dollars.

En outre, c'est en élaborant un cadre théorique mobilisant les concepts de territorialité, de représentation et de puissance que ce mémoire a pour but de mettre en lumière la dimension géopolitique du sport et d'analyser la place qu'il occupe dans la stratégie géopolitique du très spécifique micro- État monégasque.

figure 0.1 cartographie de la campagne "Monaco, un rôle à part dans le monde"



source : Agence TWBA

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE, CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL DE LA RECHERCHE

Ce chapitre va être l'occasion de présenter la problématique générale de ce mémoire ainsi que son cadre théorique et conceptuel structurant la recherche.

1.1 Introduction : les micro-États, des territoires en déficit de puissance

Avec ses 202 hectares de superficie, la Principauté de Monaco est le second plus petit État au monde après le Vatican⁵. Ces États qui ont pour dénominateur commun la très petite taille de leur territoire sont considérés dans la littérature comme des micros-États.

Les micro-États sont des territoires paradoxaux puisqu'au regard de leurs tailles et de leur localisation à la surface du globe⁶, ils semblent, pour la plupart, se trouver en périphérie des grands centres mondiaux. Néanmoins, ils sont pour certains d'entre eux des territoires centraux et polarisant en termes économiques⁷,

⁵ Avec une superficie de 44 hectares, le Vatican est le plus petit État du monde.

⁶ Comme l'illustre la carte en annexe 1, les micros-États sont majoritairement insulaires et se localisent en grand nombre dans les Caraïbes ainsi que dans l'océan Pacifique. L'Europe compte à elle seule sept micro-États qui contrairement aux Caraïbes et au Pacifique sont principalement enclavés. On en retrouve dans une moindre mesure au large des côtes africaines et dans l'océan Indien. L'Asie compte trois micros-États, Hong-Kong, Macao et Singapour.

⁷ Singapour est l'une des plus importantes places financières d'Asie et du monde, sa superficie est de 719 km².

stratégiques⁸ ou culturels⁹. Il existe donc différentes représentations possibles de ces territoires dont il est nécessaire de faire la somme afin d'en proposer une définition pertinente.

Il n'existe pas de consensus sur la définition des micros-États. Si en 1977 André Sanguin¹⁰ les définit comme des territoires dont la superficie est inférieure à 5000km², d'autres chercheurs ont, par exemple, identifié le Qatar comme un micro-État alors que sa superficie est de 11 571 km², soit deux fois plus grande que la limite fixée par Sanguin (Verschuuren, 2012). L'extrême petite taille de leurs territoires ne peut donc suffire à les définir, mais elle peut être considérée comme un point de départ, un enjeu, permettant l'identification d'autres variables afin de mieux les définir. Dans ses travaux sur la diplomatie sportive qatarie, Pim Verschuuren (2012) part de la taille du territoire des micros-États pour identifier d'autres critères de définitions tels qu'une limitation des ressources financières ainsi qu'un déficit d'influence et de diplomatie dans le monde. C'est donc en esquissant une définition des micros-États par l'enjeu de la puissance qu'il pose la définition de Jean Combacau et Serge Sur qui les définissent de la façon suivante :

Ce sont des États qui, constitués dans des espaces très restreints et avec des moyens matériels très réduits le plus souvent, ont du mal à assumer les charges afférentes au statut d'État et dont la puissance de fait est démesurément inférieure à leur qualité de sujet égaux des plus puissants au regard du droit qui les réunis tous au sein de la collectivité interétatique.

⁸ Le micro État des Maldives est considéré comme stratégique étant donné qu'il se situe dans le corridor maritime reliant le Moyen-Orient à l'Asie de l'Est. Pour cette raison il est l'objet de luttes d'influences entre des États comme l'Inde ou la Chine, ou par des groupes politiques religieux.

⁹ Malgré ses 44 hectares, le territoire du Vatican est le centre de polarisation et de diffusion idéologique du monde catholique.

¹⁰ André Sanguin, *La Géographie Politique*, Presse Universitaires de France, 1977.

C'est donc par l'angle de la puissance que la définition des micros-États semble la plus pertinente puisque face à un déficit de cette dernière c'est la souveraineté territoriale, politique et culturelle qui est en jeu car sans elle, ces petits États seraient engloutis par des États plus puissants. Logiquement, les déficits de puissance des micros-États sont contextualisés mais il est tout de même possible de souligner des faiblesses communes telles qu'une fragilité démographique, un déficit de défense, une économie peu diversifiée ainsi qu'un déficit d'image qui peut être lié à des choix stratégiques contestés.

La démographie est une donnée fragile dans le cas des micros-États puisque logiquement, si un État à la démographie faible n'arrive pas à attirer une migration satisfaisante, l'équilibre économique de l'État est en danger. À l'inverse, un élan démographique brutal peut être problématique si l'État ne possède pas assez de fonds pour subvenir aux besoins de la population. C'était le cas du micro-État de Vanuatu qui lors de son indépendance en 1980 n'avait pas anticipé économiquement la forte croissance démographique que connu le pays. Le nouveau président Walter Lini pensait que le besoin de main d'œuvre dans le milieu rural du pays suffirait à combler les besoins de la population qui se dirigerait naturellement vers cette activité mais le choix des familles de placer leurs enfants sur le chemin de l'école plutôt que sur celui du travail fut problématique en termes de budget alloué à l'éducation¹¹. La mauvaise gestion de la démographie peut également entraîner des problèmes territoriaux comme ce fut le cas dans les Maldives où la surpopulation a entraîné la création d'une île artificielle pour désengorger Male, l'île capitale de l'archipel.

L'absence ou le peu de moyens défensifs des micros-États peut entraîner une faiblesse en matière de protection du territoire créant une dépendance militaire envers d'autres pays plus puissants. Dans le cas du micro-État des Maldives, sans

¹¹ Afin de contrecarrer le coût budgétaire dû l'augmentation du nombre d'élèves à l'école, la décision fut prise d'augmenter le nombre d'élèves par classes, de réduire le nombre d'enseignants, ce qui n'entraîna néanmoins aucune baisse des résultats scolaires des élèves (David, 1997).

l'intervention militaire de l'Inde, la tentative de coup d'État des Tamouls en 1988 aurait sans doute réussie étant donné que l'archipel ne possède pas d'armée.

Le manque de diversité économique est lui aussi problématique puisque si l'unique ressource économique d'un micro État se tarie ou devient obsolète il se retrouve alors marginalisé et devient dépendant économiquement d'un autre État plus puissant. C'est le cas du micro-État polynésien de Nauru, indépendant depuis 1968, dont l'économie, uniquement basée sur la récolte et la vente de guano, qui fit la gloire de l'État pendant quelques décennies, se désagrégea au fil du temps, ce qui entraîna une très forte dépendance économique de Nauru à l'Australie depuis les années 2000 (Foliet, 2010).

Le déficit d'image lié à des choix stratégiques devient problématique dès lors que les micros-États sont considérés comme des territoires non-coopératifs. Ces choix entraînent généralement une représentation négative de l'État leur empêchant d'intégrer des ensembles géopolitiques, d'attirer des investisseurs ou d'établir des accords avec d'autres acteurs qui pour des raisons évidentes d'images ne peuvent s'associer avec des États ayant mauvaise réputation. C'est le cas des micros-États devenus des paradis fiscaux. Si l'identification d'un paradis fiscal est un défi en soit¹², les listes émises depuis quelques années par différents acteurs

¹² Définir un paradis fiscal est un paradoxe en soit car les paradis fiscaux eux-mêmes ne se définissent pas comme tel et tentent d'échapper aux définitions émises par différents acteurs tels que des organisations internationales des États ou O.N.G qui ont pour objectif d'identifier ces territoires (Piolet, 2015). Néanmoins, Les chercheurs Christophe Chavagneux et Robert Palan (2006) identifient une liste de dix critères permettant de les identifier :

un secret bancaire renforcé ; un secret professionnel étendu ; une procédure d'enregistrement relâchée ; une liberté totale des mouvements de capitaux internationaux ; une rapidité d'exécution ; le support d'un grand centre financier comme la bourse de Londres ou de New York ; une stabilité économique et politique ; une bonne image de marque afin d'éviter d'être associé à des opérations de corruptions ou de blanchiment d'argent ; un réseau d'accords bilatéraux ; une taxation faible ou nulle pour les non-résidents

internationaux font apparaître un constat : une majorité de paradis fiscaux sont des micros-États¹³.

La diversification de la puissance pour ces États est donc un enjeu primordial (Verschuuren, 2012) puisque dans un système international où la puissance passe désormais par l'attraction et l'influence (Courmont, Nivet & Niquet, 2014), l'image et la bonne réputation sont nécessaires à la satisfaction des besoins d'un État tels que des alliances géopolitiques, la gestion démographique et économique, le rayonnement culturel ainsi que la participation au marché économique mondial.

C'est dans ce contexte que cette recherche a choisi comme territoire d'analyse la Principauté de Monaco. Ce micros-État européen, situé au Sud-Est de la France sur le pourtour méditerranéen, souffre de nombreuses faiblesses relatives à la minuscule taille de son territoire. Que ce soit par une absence de ressources naturelles, une démographie fragile, une absence d'armée, ou un déficit d'image lié à sa réputation de paradis fiscal, l'élaboration d'une puissance assez solide pour assurer sa souveraineté en tant qu'État ainsi que son rayonnement à l'international est un véritable défi pour le deuxième plus petit pays du monde.

L'élaboration de la puissance contemporaine de la principauté fût principalement l'œuvre du chef d'État Rainier III (1923-2005). Surnommé « le prince bâtisseur », c'est sous son règne (1949-2005) que la Principauté, alors en ruine à la sortie de la deuxième guerre mondiale, deviendra un haut lieu de l'aristocratie et de la « jet-set » occidentale. C'est en misant sur un faible taux d'imposition ainsi que sur l'aménagement d'équipements sportifs, de loisirs et de tourisme hauts de gammes que cette station balnéaire méditerranéenne va devenir l'une des destinations les plus prestigieuses au monde. Ce succès attirera de riches résidents et de nombreux investisseurs du monde entier, assurant ainsi la richesse

¹³ Si l'on compare la carte des micros-États en annexe 1 et la carte des paradis fiscaux en annexe 2, il apparaît que 29 des 37 plus petits États au monde sont identifiés par un ou plusieurs acteurs du système international comme des paradis fiscaux.

et la souveraineté de l'État. Néanmoins, avec l'élaboration de listes de paradis fiscaux dès la fin des années 1990, la Principauté va souffrir d'un déficit d'image l'assimilant à un territoire non-coopératif du système international. Cette image négative aura pour conséquence de réduire sa capacité d'influence pourtant nécessaire à son équilibre. C'est dans ce contexte que l'arrivée au pouvoir d'Albert II en 2004 fût soulignée par une volonté de diversification de la puissance monégasque ainsi que de transformation de l'image de la principauté à l'international. Pour y parvenir, il semble que le prince Albert II s'appuie sur des domaines tels que l'écologie, l'humanitaire, l'art ou le sport.

C'est dans ce cadre que certains indices, tels que la création en 2007 de l'O.N.G Peace & Sport, ou encore la vente en 2011 de l'équipe de football monégasque, l'A.S Monaco, à Dmitry Rybolovlev, un riche investisseur russe, laissent penser que la diversification de la puissance monégasque semble également s'appuyer sur la richesse sportive de Monaco. Les contours d'une forme de puissance sportive monégasque semblent se dessiner et ce mémoire de maîtrise a pour objectif de les éclairer dans le but d'étudier le sport sous un angle géopolitique.

figure 1.1 carte de localisation



1.2 Originalité et intérêt de la recherche

L'originalité de ce mémoire de maitrise repose sur l'analyse du développement du sport comme forme de puissance pour un type de territoire particulier : les micros-États.

Premièrement, ce mémoire de maitrise se rattache à l'étude du sport, et, plus précisément, à l'analyse du *soft power sportif*, ou *sport power* c'est à dire le sport en tant que puissance géopolitique et diplomatique pour les États (Verschuuren, 2013). L'étude de la puissance dans les sciences humaines a traditionnellement été orientée vers le *hard power*, une conception de la puissance centrée sur la domination d'un acteur sur un ou plusieurs autres acteurs ainsi que sur la possession de ressources dites « classiques » de la puissance (force militaire, ressources, économie). Or, depuis la chute du bloc soviétique et l'avènement de la mondialisation néolibérale se traduisant par une décennie d'hégémonie de la puissance américaine dans le monde et par l'adoption du modèle néolibéral de libre échange et de consommation, l'analyse de la puissance dans le monde scientifique a entraîné l'apparition de la notion de *soft power*, ou puissance douce, qui est une conception moins conflictuelle de la puissance, basée sur la séduction et l'influence (Nye, 1990).

C'est dans ce contexte d'évolution du concept de puissance que fut créé en 2012 le programme de recherche *Diplosport* par l'Institut des relations Internationales et Stragiques à Paris, sous la direction de Pascal Boniface, Pim Verschuuren et Bastien Alex. Comme souligné par la revue du même nom, ce programme de recherche profite de la forte médiatisation du sport et de l'importance du rôle du *soft power* dans les relations internationales pour étudier les États développant des stratégies de rayonnement sportif.

En 2013, dans un article publié dans la *Revue Internationale et Stratégique*, Pim Verschuuren identifiera l'existence d'un *sport power*, une forme de puissance basée

sur le sport et appliquée par des pays tels que les États-Unis, la Chine ou des micro-États tel que le Qatar. Il mentionne dans cet article que :

De nombreuses analyses se sont déjà penchées sur l'utilisation de grands événements sportifs par les États (...). Mais ces dernières années deux exemples de stratégies étatiques ont montré l'extensibilité et le caractère multiforme de la diplomatie d'influence sportive.

Ce mémoire de maîtrise a donc la volonté de s'inscrire dans la lignée de cette observation basée sur le territoire en y ajoutant l'étude d'un troisième cas non traité par le milieu scientifique, celui de la diplomatie sportive monégasque.

S'inscrivant dans la démarche géographique et géopolitique, cette recherche a la volonté de mettre en lumière la dimension territoriale que peut prendre la puissance sportive, phénomène qui ne l'est pas de prime abord. L'exercice est subtil car si l'analyse du sport est courante en géographie, elle l'est moins sous l'angle de la puissance, responsabilité renvoyée à l'approche géopolitique (Lévy & Lussaut, 2013) qui n'est pas exclusivement géographique. Par soucis de mettre en lumière la dimension territoriale de la puissance sportive, cette recherche fait donc le choix de s'appuyer sur une étude de cas de la Principauté de Monaco, pays qui semble faire le choix d'une stratégie géopolitique s'appuyant sur le sport afin de palier à un déficit de puissance lié à son statut de micro-État.

À ce jour, aucune recherche scientifique n'a proposé d'étudier la place qu'occupe le sport dans la stratégie géopolitique monégasque. De manière générale, les travaux sur la principauté de Monaco sont peu nombreux. La recherche la plus récente concernant ce territoire est une thèse de doctorat soutenue en 2010 par Vincent Piolet, qui a pour sujet l'étude géopolitique de Monaco en tant que paradis fiscal. Cette étude de la Principauté est restrictive puisqu'elle se limite à l'analyse du *hard power* monégasque, ne prenant pas en compte l'existence d'un *soft power* pourtant existant, tel que semble le souligner la campagne « Monaco un rôle à part dans le monde » lancée en 2012. C'est donc en s'intéressant à la dimension sportive du *soft power* monégasque que ce mémoire va permettre d'élargir le champ des connaissances sur ce territoire, sa puissance, sa culture et son histoire.

En amont de l'étude du cas monégasque, ce mémoire souhaite apporter des connaissances nouvelles et un regard géographique supplémentaire au domaine de la géopolitique du sport, très influencé par les relations internationales. Ainsi la problématique générale se doit d'être ouverte et englobante, permettant à la fois de définir l'objet d'étude de ce mémoire ainsi que d'intégrer une étude de cas à cette définition. La problématique centrale de la recherche est donc formulée de la manière suivante :

Dans quelle mesure le sport est-il un enjeu géopolitique et diplomatique ?

Derrière cette question centrale de recherche, l'hypothèse générale est faite qu'en tant que phénomène mondialisé, le sport est devenu une forme de puissance contemporaine. De ce fait, il semble être mobilisé par certains États afin de palier à des faiblesses de diverses natures et d'améliorer leur image ainsi que leur capacité de séduction et d'influence dans le système international. L'objectif central de cette recherche sera donc de mettre en lumière les territoires, les acteurs et les dynamiques qui ont fait et qui font encore du sport l'un des phénomènes les plus mondialisés, si bien que des territoires tels que des micros-États comme le Qatar (Verschuuren, 2012), la Suisse (Gillon, 2011) ou la Principauté de Monaco le mobilisent pour pallier aux faiblesses liées à la toute petite taille de leur territoire. Afin de répondre à la problématique de la recherche dans le cadre de la démarche géographique et géopolitique, la réponse proposée à travers ce mémoire va être faite en deux temps. Dans un premier il s'agira de mettre en lumière les territoires, les acteurs et les enjeux de la mondialisation du sport. Dans un second temps, il s'agira de proposer une étude de cas sur le déploiement de la puissance sportive de la Principauté de Monaco afin de comprendre de quelle manière ce territoire s'inscrit dans la mondialisation du sport.

1.3 Cadre théorique : le sport comme objet d'étude géopolitique et géographique dans les sciences humaines

Ce mémoire de maîtrise souhaite aborder son objet d'étude, le sport, par le biais de la géopolitique en tant qu'approche spécifique de la géographie du sport, elle-même champ thématique de la géographie, discipline scientifique des sciences humaines. Cet emboîtement mêlant approche, champ thématique et discipline scientifique semble couler de source mais repose néanmoins sur des considérations théoriques et des courants de pensée très différents qui doivent être identifiés afin de contextualiser cette recherche dans le vaste monde de la recherche scientifique.

1.3.1 L'école géographique de l'approche géopolitique

Bien que séduisante par son caractère global et par le sentiment d'expertise qu'elle procure lorsqu'on prétend la pratiquer, l'approche géopolitique reste néanmoins difficile et fastidieuse à appliquer car sans une connaissance de sa méthode, il est très facile de tomber dans le piège d'une analyse trop simpliste et incomplète (Lasserre, Gonon & Mottet, 2016). Avec le regain de popularité que connaît la géopolitique contemporaine depuis la fondation de son école française par le géographe Yves Lacoste, beaucoup prétendent avoir recours à son analyse sans pour autant réussir à illustrer la complexité d'une situation sociopolitique, que ce soit dans le détail ainsi que dans sa globalité. En outre, une analyse géopolitique qui ne prend pas le temps d'appliquer une méthode et d'avoir recours aux outils permettant de rendre compte, dans la mesure du possible, de la complexité du réel, sera incomplète car trop simpliste et donc trompeuse.

Ayant l'ambition de s'adonner à une analyse géopolitique du sport, il est donc primordial de la définir dans ce mémoire, comme approche et comme méthode, ainsi que d'identifier les outils et les concepts clés qui la caractérisent. Pour y parvenir, les paragraphes suivant s'appuient sur le Manuel de Géopolitique de Lasserre, Gonon et Mottet (2016), qui propose une méthode d'approche géographique de la géopolitique.

1.3.1.1 Géographie politique et géopolitique

Dans un premier temps, il est nécessaire de faire une distinction entre géographie politique et géopolitique, puisque si ces termes semblent similaires, ils renvoient à des conceptions différentes de l'espace et du territoire ainsi qu'à des méthodes de travail différentes (Rosière, 2003 ; Lasserre, Gonon & Mottet, 2016). La géographie politique peut se définir comme « la description géographique du cadre politique » (Rosière, 2003). Par cette approche le territoire est monolithique puisqu'il est considéré comme le cadre spatial dans lequel se manifestent les phénomènes politiques. Dans ce sens, la géographie politique n'est pas fausse ou inutile mais elle ne constitue qu'une étape dans la démarche géopolitique qui considère le territoire comme un enjeu (Foucher, 1988 ; Rosière, 2003 ; Lacoste, 2012 ; Lasserre, Gonon & Mottet, 2016).

1.3.1.2 Définition

À partir de cette distinction essentielle, la géopolitique peut être définie comme l'étude des différents types d'enjeux de pouvoir et d'identité sur des territoires et sur les représentations qui leurs sont associées (Lasserre, Gonon & Mottet, 2016). Préalablement, c'est dans un contexte international dominé par la guerre froide qu'Yves Lacoste avait donné naissance à l'école géographique de la géopolitique en la définissant comme « l'étude des rivalités de pouvoirs sur des territoires ». Cette définition était largement influencée par le caractère conflictuel des relations internationales de l'époque.

L'évolution générale du système international, caractérisée par la chute du bloc soviétique et par le tournant néolibéral de la mondialisation, a entraîné les géographes à repenser cette approche pour en fournir une définition plus subtile et moins centrée sur les conflits et la guerre. À partir de son travail sur les frontières, Michel Foucher définit la géopolitique comme « une méthode globale d'analyse géographique de situations sociopolitiques concrètes envisagées en tant qu'elles sont localisées, et des représentations habituelles qui les décrivent » (Foucher in

Lasserre, Gonon & Mottet, 2016). Cette définition est pertinente pour un géographe puisqu'elle considère la géopolitique comme une méthode, c'est-à-dire une démarche s'appuyant sur des outils et un savoir-faire propre à la géographie : l'espace et le territoire comme objet d'étude, la cartographie comme outil, et l'analyse multi-scalaire comme savoir-faire. De plus, cette définition s'intéresse à des situations qui ne sont pas exclusivement conflictuelles ce qui lui donne un caractère inclusif et actuel correspondant à l'État multipolaire du monde et à l'émergence du *soft power*, c'est à dire de l'influence et de la séduction dans les relations internationales. Foucher insiste sur le caractère localisé de ces situations, cadrées par le territoire également considéré comme un enjeu, par les représentations qui en sont faites. Cette définition est donc hautement géographique puisqu'elle place le territoire et les représentations qui s'y rattachent, comme un enjeu de l'analyse géopolitique.

L'approche géographique de la géopolitique se définit également par la mobilisation de concepts et des thèmes spécifiques à la discipline (Rosière, 2003 : Lasserre, Gonon & Mottet, 2016). En tant que méthode, une analyse géopolitique doit s'arrêter sur au moins trois thèmes incontournables : l'étude des dynamiques territoriales d'un objet d'étude, l'étude de ses acteurs directs et indirects, internes et externes au territoire, ainsi que les enjeux et les raisons profondes qui s'y rattachent (Rosière, 2003). C'est principalement par les concepts de territorialité, de représentations et de rapport centre-périphérie que ces objectifs peuvent être atteints par l'analyse géopolitique (Lasserre, Gonon & Mottet, 2016). En outre, c'est par le recours à l'analyse multi-scalaire qu'il va être possible de mettre en lumière la totalité des territoires, des acteurs et des enjeux liés à une situation spécifique.

Par ailleurs, l'approche géographique de la géopolitique se doit de passer par l'étude de cas, exercice éminemment géographique. L'étude de cas, qui est présente tout au long, du travail de Foucher sur les frontières (1991) ainsi que du Manuel de Géopolitique de Lasserre, Gonon & Mottet (2016), est primordiale puisque les espaces étudiés sont de « véritables systèmes spatiaux faits de liaisons entre les lieux, les hommes et entre les hommes et les lieux » (Sierra, 2011). L'étude

de cas possède donc une essence systémique qui est le fondement de l'analyse multi-scalaire, méthode essentielle de la géographie (Sierra, 2011).

1.3.1.3 L'approche systémique en géopolitique

L'approche systémique est à la fois un courant de pensée, un paradigme scientifique, ainsi qu'une démarche intellectuelle que l'on retrouve autant dans le milieu de la recherche scientifique que dans le monde professionnel. S'opposant au paradigme cartésien dont l'objectif est de simplifier le réel pour mieux le comprendre (Mottet, 2014), l'approche systémique a pour objectif de prendre en compte le réel dans sa complexité.

L'approche systémique en tant que paradigme scientifique considère l'objet d'étude d'une recherche comme un système dont la structure est composée de plusieurs niveaux situés dans un environnement donné et composés de différents éléments en inter-relations. Cette approche propose une compréhension globale de ce système en accordant une importance particulière à la compréhension des inter-relations entre ses différents éléments (Cambien, 2007).

Comme le formule Michel Foucher, le raisonnement géopolitique cherche à « retrouver les rapports de connexité entre des faits géographiques disjoints », c'est-à-dire entre des éléments hétérogènes et discontinus, internes et externes, pourtant liés à une situation concrète et localisé (Foucher, 1990). Dans ce sens, l'approche géopolitique se doit d'être systémique puisqu'elle s'intéresse à des relations pour comprendre un tout. Toujours selon Foucher, c'est grâce à une approche multidimensionnelle, donc « multi-scalaire et multi-carte » que ce raisonnement est possible. On peut donc en conclure que le caractère systémique de l'approche géopolitique réside principalement dans l'analyse multi-scalaire d'éléments discontinus d'une situation donnée. Il réside également dans le refus de la simplification sous toute ses formes et pousse à connaître un système en le considérant dans sa globalité, sa complexité et en portant l'attention sur les interactions entre son centre et sa périphérie.

1.3.2 De la géographie du sport à la géopolitique du sport

L'étude du sport en géographie doit répondre à l'enjeu de la territorialisation d'un phénomène qui ne l'est pas de prime abord. Selon le paradigme de référence, le niveau d'échelle de cette territorialisation ainsi que les acteurs et les enjeux qui s'y rattachent ne seront pas forcément de même nature. Il convient donc d'illustrer les différentes approches de l'étude géographique du sport afin d'y contextualiser la place que peut y occuper ce mémoire.

Le sport peut être identifié à deux niveaux différents de la géographie (Ravenel, 2011). D'une part, on le retrouve dans la géographie du sport, véritable champ thématique de la géographie au même titre que la géographie économique ou que la géographie politique. Elle considère le sport comme un phénomène unique possédant une géographie, des concepts, des territoires et des dynamiques socio-spatiales propres à lui-même. D'autre part, on peut le retrouver dans des champs thématiques autres comme la géographie urbaine ou la géographie sociale où le sport intervient comme un exemple d'analyse afin d'aboutir à des conclusions dépassant la seule dimension sportive (Ravenel, 2011).

En s'appuyant sur la grille de lecture théorique établie par Jean Corneloup en 2002, le géographe Loïc Ravenel distingue trois grands paradigmes des analyses géographiques du sport : le paradigme structurel, le paradigme systémique et le paradigme sensitif (Ravenel, 2011). C'est en s'appuyant sur ces trois approches qu'il propose une énumération des grands travaux de la géographie du sport qui doivent être ici présentés afin d'identifier quelle est la place de la géopolitique du sport parmi ces trois paradigmes.

Ravenel définit le paradigme structurel comme une recherche de logique d'organisation ou de structure pour comprendre, analyser ou prédire un fait social. Le paradigme structuraliste est plus précisément une méthode qui invoque les

structures¹⁴ d'un phénomène social pour analyser la société humaine (Bédard, 2014). Ravenel considère ce paradigme comme l'approche la plus « classique », mais aussi la plus englobante de la géographie du sport puisqu'elle consiste en la mesure de faits en ayant généralement recours aux données quantitatives et à des outils tels que la carte et des S.I.G afin de déployer une analyse spatiale du sport. Ravenel rattache à ce paradigme les travaux de Praicheux, de Helleu et de Grosjean.

Le paradigme sensitif est proche de la géographie sociale. Il place l'individu au centre de la recherche puisqu'il s'intéresse à la construction d'espaces par ses perceptions. Ce paradigme analyse les phénomènes sociaux en tant que producteurs d'une organisation spatiale (Ravenel, 2011). C'est dans ce paradigme de la géographie du sport que l'on retrouve les travaux sur les sports de nature comme ceux de Bourdeau, de Mao ou de Poli. Par ailleurs, c'est aussi dans des travaux se rattachant à ce paradigme qu'est faite la distinction entre les sports traditionnels, comme les sports olympiques et fédérés, et les sports alternatifs, tel que le skateboard ou l'escalade, peu fédérés et parfois même transgressifs (Metral, 2015).

Enfin, le paradigme systémique (ou approche systémique) considère l'objet d'étude étudié comme un système global, composé de différents éléments entretenant des relations entre eux. C'est par cette approche que Ravenel identifie le sport comme « une organisation dont les stratégies et les décisions des acteurs se traduisent dans l'espace ». Cette approche en géographie du sport est intéressante puisqu'elle s'intéresse à la dimension politique du phénomène sportif. On retrouve d'ailleurs cette démarche dans les travaux d'Augustin (1989, 1991) ou de Pascal Gillon (2011). Bien que mise de côté par Ravenel, la géopolitique du sport s'inscrirait logiquement dans le courant systémique de la géographie du sport étant donné son recours à l'analyse multi-scalaire et son recours à l'étude de cas.

¹⁴ Selon Bédard, une structure est un ensemble de rapports qui fait l'unité d'un groupe social ou écosystemique.

1.4 Cadre conceptuel de la recherche

Ayant l'ambition d'appliquer une méthode d'analyse géopolitique de l'étude du sport, cette recherche est cadrée par les concepts de l'école géographique de la géopolitique, la territorialité et les représentations. Le recours aux concepts permet de passer de l'abstraction des hypothèses à l'observation de certains aspects de la réalité (Tremblay, 1968 in Bédard, 2004).

1.4.1 Concept de territorialité

Le concept de territorialité est au cœur de la démarche géographique et géopolitique. Il est reconnu comme l'un des dix géo-concepts qui relèvent du discours scientifique des géographes (Lévy & Lussaut, 2012), ainsi que comme l'un des principaux concepts de l'approche géographique de la géopolitique, permettant de donner une place centrale à l'étude des représentations territoriales (Lasserre, Gonon & Mottet, 2016). Afin de comprendre son importance conceptuelle, il s'agit dans un premier temps de différencier territorialité et territoire pour la définir dans un second temps. Enfin il s'agira de souligner son intérêt dans la démarche géopolitique et plus précisément, dans le cadre de l'analyse du cas monégasque.

1.4.1.1 Du territoire à la territorialité

Territoire et territorialité sont deux termes grammaticalement proches, mais épistémologiquement différents. Le concept de territorialité est né comme une forme de rupture paradigmatique avec les concepts d'espace et de territoire (Aldhuy, 2008). Pour le géographe et fondateur du concept Claude Raffestin, « le territoire est une prison que les hommes se donnent » tandis que la territorialité révélerait « la multi-dimensionnalité du vécu de ces mêmes hommes » (Raffestin, 1977 dans Aldhuy, 2008). Ces propos traduisent chez Raffestin la volonté de remettre en cause le caractère monolithique du concept de territoire, construction politique acceptée de façon arbitraire par les chercheurs, afin de le considérer comme le résultat d'un processus anthropique : la territorialité. Pour Raffestin, accepter le territoire comme forme sans comprendre le processus qui a mené à sa

création souligne un manque d'esprit critique, qualité qui est pourtant nécessaire à l'analyse géographique et géopolitique. Aldhuy décrit ce danger de la manière suivante :

D'un point de vue scientifique, le territoire assurerait une caution politique aux chercheurs et constituerait un objet de recherche commode, une sorte de « *maille totale* » où tous les phénomènes se logeraient dans la même forme et s'interprèteraient à la même échelle : ce qui tiendrait du miracle (Aldhuy, 2008).

Malgré cette remarque, la territorialité n'a pas pour but de faire du territoire un concept sans intérêt. Au contraire, elle a la volonté de mettre en lumière son caractère polysémique ¹⁵ (Aldhuy, 2008), en s'intéressant à la somme des représentations et des pratiques qui s'y rattachent (Lasserre, Gonon & Mottet, 2016).

1.4.1.2 Définition

La territorialité est un concept illustrant le rapport, individuel ou collectif, à un territoire. (Raffestin, 1977 ; Di Meo, 2004 ; Aldhuy, 2008 ; Levy et Lussaut, 2012 ; Lasserre, Gonon & Mottet, 2016). Né des études sur le comportement animal, le concept de territorialité fut d'abord défini par Raffestin comme un système de relations qu'entretient une collectivité ou un individu avec l'extériorité, soit le territoire et les autres individus. Il considère cette relation comme triangulaire car la relation avec le territoire médiatise les rapports avec les hommes (Raffestin, 1977). Guy Di Méo approfondira le concept en y associant trois éléments : la géographicité, comme relation existentielle à la terre ; un réseau réel de lieux pratiqués et vécus par les individus et la collectivité, comme produit complexe et interactionnel du rapport à l'espace ; des référentiels représentés d'échelles

¹⁵ Selon Aldhuy (2008), le territoire est un objet polysémique puisqu'il est l'air d'extension de l'exercice d'un pouvoir ou d'un contrôle d'ordre politico-administratif. De plus, il relèverait de l'ordre social et culturel et serait le produit des pratiques spatiales quotidiennes et des référentiels d'identification

multiples, qui sont plus qu'un emboîtement impeccable de formes territoriales (Guy Di Méo, 2004 dans Aldhuy, 2008).

Julien Aldhuy, en synthétisant les travaux de Raffestin et Di Méo va proposer une analyse de la territorialité reposant sur trois modalités lui donnant une saveur critique et géopolitique (2008).

D'une part, la territorialité ne doit pas être réduite à un territoire unique. Selon lui, elle permet de révéler « la diversité, la complémentarité des référentiels territoriaux et la richesse de leur mise en tension ».

D'autre part, il ajoute que la territorialité ne doit pas être réduite à une seule acceptation du territoire car ce dernier est polysémique, il peut être vécu, fonctionnel ou politique. L'analyse de ces différentes représentations territoriales permet de donner une dimension critique et une utilité sociale aux connaissances produites sur le territoire étudié.

Enfin, Aldhuy conclue en affirmant que l'analyse de la territorialité doit être inscrite dans le long terme car les territoires se construisent toujours sur, ou à partir, d'autres territoires. Cette précaution est primordiale puisqu'elle permet « de révéler les processus de construction des territoires, leurs enjeux politiques et les modalités idéologiques de leurs légitimations ». En d'autres termes, la territorialité permet de considérer le territoire comme le résultat spatial d'une relation de puissance entre un ou plusieurs acteurs, résultant à un découpage, un tracé de frontières, accepté de grés ou de force par d'autres acteurs et d'autres territoires.

1.4.1.3 Intérêt du concept en géopolitique

La territorialité est un concept central en géopolitique puisqu'il permet de placer le territoire au cœur de la démarche scientifique. Elle est l'un des concepts fondamentaux de l'approche géographique de la géopolitique puisqu'elle est la somme des représentations et des pratiques qui sont associées au territoire (Lasserre, Gonon & Mottet, 2016). La territorialité invite à avoir un regard critique

envers le territoire en le considérant à la fois comme l'enjeu et le résultat de la rivalité de puissance entre différents acteurs, liés directement ou indirectement à lui. Comme le souligne Aldhuy (2008), le territoire n'est donc pas un acquis, une donnée sans profondeur, mais le résultat d'un processus.

Dans le cadre de cette recherche sur la géopolitique du sport, il est indispensable de mobiliser le concept de territorialité pour fournir un ancrage territorial à un phénomène qui ne l'est pas au premier abord. Comme cette recherche propose une étude de cas portant sur la puissance sportive de la Principauté de Monaco, il sera impossible de comprendre le déploiement de cette puissance sans avoir préalablement analysé la territorialité de la Principauté, c'est-à-dire sans s'être intéressé à l'identification des représentations et des pratiques des acteurs impliqués dans la construction de ce territoire. En outre, le concept de territorialité permet de fournir un cadre spatial aux concepts de représentations et de puissance qui sont eux aussi mobilisés dans l'étude du cas monégasque.

1.4.2 Concept de représentation

Le concept de représentation est au cœur de la démarche géographique et géopolitique, étant lié au concept de territorialité qui a la volonté d'illustrer un territoire par la somme des regards qui s'y rattachent.

Selon la pensée d'Emmanuel Kant, il est impossible d'étudier l'espace réel puisqu'il n'est pas représentable, ce sont ses représentations, des perceptions de l'espace, que le géographe observe et analyse (Lévy & Lussaut, 2012). Ce postulat poussera même certains chercheurs à vouloir faire de l'étude des représentations l'essence même de la discipline (Paulet, 2002).

Dans les sciences sociales, les représentations sont considérées comme les images par lesquelles la société produit son héritage culturel et le façonne continuellement, ainsi elle s'y réfère afin d'orienter son organisation (Filion, 2005). Trois approches de ce concept peuvent être observées (Filion, 2005). Une définition descriptive qui considère les représentations comme une manière de voir une partie

de la réalité qui se traduit dans le jugement et dans l'action. Une définition conceptuelle qui les définit comme le regroupement de connaissances, d'attitudes et de croyances liées à un objet. Une définition opérationnelle qui définit les représentations comme un ensemble d'éléments cognitifs reliés entre eux et qui orientent, voire déterminent, des actions, des conduites collectives (Filion, 2005).

Pour les géographes Jacques Lévy et Michel Lussaut, les représentations de l'espace peuvent être de quatre ordres : mentales, objectales, savantes et vernaculaires. Les représentations mentales sont subjectives et peuvent prendre la forme de cartes mentales, d'itinéraires, d'énoncés de valeurs attachés à un lieu, à des visions du monde. Les représentations objectales de l'espace ont un objectif relationnel et/ou promotionnel. Elles sont des véhicules d'intersubjectivités permettant la communication entre différents sujets. Elles peuvent prendre de nombreuses formes telles que des images, des cartes, des maquettes, des discours (Lévy & Lussaut, 2012). Ce sont des représentations que l'on retrouve du côté du pouvoir légitime autant que des contre-pouvoirs, que ce soit pour légitimer un territoire ou remettre en cause cette légitimité, ce qui en fait tout son intérêt géopolitique puisqu'un même territoire peut être l'objet de différentes représentations objectales illustrant des divergences idéologiques entre plusieurs groupes d'acteurs. Les représentations savantes sont produites par la science, dans l'objectif de fournir une représentation la plus fidèle possible du réel. Ce sont des représentations professionnelles qui sont souvent produites par des corps de métiers tels que des architectes, des aménageurs, des urbanistes, des firmes de télécommunications. Les représentations vernaculaires sont celles du sens commun. Pour Lévy et Lussaut, elles ne sont ni fausses, ni exactes, mais sont l'expression d'un regard envers un espace ou un territoire.

En outre, les représentations sont polysémiques, comme le territoire. On pourrait même penser que la polysémie du territoire est, entre autres, issue de la polysémie des représentations qui le concerne. A l'heure où la communication auprès du grand public n'a jamais été aussi importante, que ce soit par la diffusion de la télévision dans le monde, par l'accès grand public à internet et plus récemment

par l'apparition sur le marché des téléphones intelligents, l'humain n'a jamais été autant confronté à autant de représentations du réel. Au-delà de la géographie, il est important d'avoir un regard critique et analytique envers elles, étant donné qu'elles peuvent être des incitatifs idéologiques, politiques ou commerciaux.

1.4.2.1 Les représentations en géopolitique

En géopolitique, l'intégration du concept de représentation provient de la géopolitique anglophone d'après-guerre et plus particulièrement du « behaviorisme cognitif », école prônant l'intégration des sciences du comportement en géopolitique (Mottet, 2014). Pour l'approche géographique de la géopolitique, le concept de représentation est central puisqu'il s'intègre parfaitement au concept de territorialité. Pour Foucher, la représentation consiste en « une combinaison sélective d'images empruntées à diverses catégories du champ socio-historique propre au groupe qui la produit, et qui sont recomposées de manières à former un ensemble spatial dont la dénomination est à la fois le symbole et le slogan d'un projet de nature géopolitique et en principe cartographiable. Il a valeur d'icône et exprime un « grand dessein » » (Foucher, 1990, dans Lasserre, Gonon & Mottet, 2016). Pour Foucher, les représentations sont des rationalisations, des perceptions, qui engendrent des discours géopolitiques. L'analyse de ces différents types de discours, donc de différentes représentations à propos d'un même objet d'étude ou d'un même territoire, est au cœur de l'analyse géopolitique (Lasserre, Gonon & Mottet, 2016). En outre, le concept de représentation peut donc être défini ainsi :

Une structure cognitive et mentale relativement globale et abstraite, laquelle constitue un modèle interne à un groupe, à un individu, ayant pour fonction de conceptualiser le réel, puisque ce dernier ne peut être appréhendé dans sa totalité, mais uniquement à travers ce que nous percevons, mieux, à travers les structures que nous construisons à partir de nos perceptions afin de donner sens à ces dernières (Lasserre, Gonon & Mottet, 2016).

La somme des représentations d'un territoire permet de mettre en lumière les enjeux, les acteurs et de comprendre les pratiques qui s'y rattachent. Dans le cadre de cette recherche, c'est par le concept de représentation que l'on va identifier

la place qu'occupe le sport dans la construction de la société et du territoire monégasque, ainsi que les acteurs et les pratiques qui se sont rattachés et se rattachent encore à son développement.

1.4.3 Le concept de puissance

La puissance est un concept peu mobilisé en géographie, les géographes Jacques Lévy & Michel Lussaut (2012) ne l'ont d'ailleurs pas fait figurer dans leur dictionnaire de la Géographie et de l'Espace et des Sociétés dans lequel on ne retrouve que le concept de pouvoir, qui n'est pas explicitement défini et dont la responsabilité est renvoyée à la géopolitique. De plus, l'étude de la puissance n'est pas non plus centrale en géopolitique, ce sont plutôt les relations internationales qui ont défini et approfondi ce concept afin d'illustrer le comportement des États entre eux et dans le système international. Dans le cadre de cette recherche, le concept de puissance va être croisé à celui de la territorialité afin d'illustrer en quoi le sport est une forme de puissance, un *sport power*, comme le souligne Pim Verschuuren (2013).

1.4.3.1 Origines

C'est d'abord l'école réaliste qui dans l'après-guerre proposa les premiers travaux sur le concept de puissance la définissant comme « la capacité d'imposer sa volonté aux autres » (Courmont, Nivet & Niquet, 2004 ; Pozzar, 2012). Cette conception réaliste de la puissance mettait principalement en avant un rapport de domination entre les États, reflétant la bipolarité du système international de l'époque, marqué par la confrontation de la puissance américaine et de la puissance soviétique. Or, la création d'organisations internationales et la chute du bloc soviétique entraînèrent la naissance de nouveaux acteurs et de nouvelles dynamiques dans le système international. Ces évolutions demandèrent de mettre à jour les définitions de la puissance afin qu'elles puissent correspondre à l'évolution des comportements des États et d'autres acteurs dans l'ère de la mondialisation néolibérale. C'est dans ce contexte qu'en 1990, Joseph Nye proposa une définition révolutionnaire de la puissance basée sur la distinction entre le *hard power* et le *soft*

power. Si le *hard power* a pour objectif d'imposer sa volonté aux autres par des moyens économiques et militaires, le *soft power* entend parvenir au même résultat par l'attraction et l'influence (Nye, 2004). Cette distinction est primordiale puisque des éléments tels que la maîtrise de l'information ainsi que le rayonnement culturel et linguistique semblent prendre de plus en plus d'importance dans l'élaboration de la puissance des États dans un système international devenu multipolaire (Courmont, Nivet & Niquet, 2004).

1.4.3.2 La multi-dimensionnalité de la puissance

Le concept de puissance se définit principalement par sa multi-dimensionnalité (Courmont Nivet & Niquet, 2004 ; Barnett & Duvall, 2005 ; Ding, 2008 ; Pozzar, 2012). Cette caractéristique indique que la puissance s'appuie sur différentes conceptions telles que la possession de ressources, le résultat d'un processus relationnel entre un et plusieurs acteurs et le résultat déterminé par la structure du système international.

1.4.3.2.1 La possession de ressources

Les différents types de ressources de puissances peuvent s'identifier selon leur appartenance au *hard power* ou au *soft power*. Ces deux formes de puissances s'appuient sur des ressources et des déploiements différents mais atteignent le même objectif : faire en sorte qu'un acteur se conduise ou agisse dans l'intérêt de l'acteur qui les déploie.

Comme le montre le tableau 1, le *hard power* s'appuie sur les ressources classiques de la puissance. Ces ressources sont la population (démographie), le territoire, les ressources naturelles, la force économique, militaire et la stabilité sociale (Nye, 2004). Le caractère « dur » de la puissance résulte dans son côté contraignant, dans sa capacité d'imposer et de détruire. En somme, il correspond à une approche réaliste de la puissance.

Pour arriver au même résultat, le *soft power* s'appuie sur des ressources considérées comme douces telles que la culture, les valeurs politiques et la politique étrangère (Nye, 2004). Ces ressources sont considérées comme douces car par leur diffusion, elles permettent de séduire et d'influencer des acteurs ciblés afin de les pousser à adopter un comportement et à agir dans le sens de celui qui déploie cette puissance.

Le *hard power* et le *soft power* ne sont pas deux formes de puissances séparées car comme le souligne Nye, l'alliance de ces deux variables dans le cadre d'une stratégie plus globale peut être considérée comme une forme de puissance plus évoluée qu'il nomme *smart power* (Nye, 2004).

tableau 1.1 le *Hard* et le *Soft power* par Joseph Nye

	Hard	Soft
Gamme de comportements	<div style="text-align: center;"> <p>domination ← coercion incitation solicitation → cooptation</p> </div>	<div style="text-align: center;"> <p>établissement de programmes attraction</p> </div>
Ressources les plus prometteuses	<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> force militaire sanctions paiements corruption </div>	<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> institutions valeurs culture politiques </div>

Si Joseph Nye a créé la notion de *soft power*, il ne l'a pas rendue opérationnelle. C'est Shen Ding qui a rendu cette opérationnalisation possible en proposant un modèle de conversion des ressources de *soft power* en résultats (Ding, 2008 dans Pozzar, 2012). Ce modèle part du principe que le *soft power*, au même titre que d'autres formes de puissance, est multidimensionnel et repose sur les mêmes approches que la puissance, mais sous l'angle « soft » (ressources, relation, et structure du système international).

1.4.3.2.2 Le résultat de la relation entre un et plusieurs acteurs

La puissance est un processus relationnel puisqu'il s'inscrit entre au moins deux acteurs ou plus (Courmont, Nivet & Niquet, 2004 ; Barnett & Duvall, 2005 ; Ding, 2008 ; Pozzar, 2012). Cette relation peut être interactive, si les acteurs sont préalablement constitués socialement, ou constitutive, si la relation de puissance constitue socialement l'acteur (Barnett & Duvall, 2005 dans Pozzar, 2012).

La relation est directe s'il existe une proximité spatiale ou temporelle entre eux. Sans cette proximité, une relation de puissance peut tout de même exister mais elle sera considérée comme indirecte (Barnett & Duvall, 2005 dans Pozzar, 2012).

Dans le cadre du *hard power*, la relation est coercitive dans la mesure où l'acteur qui subit le déploiement de la puissance agit sous la contrainte et non par son libre arbitre. Dans le cadre du *soft power*, la relation est plus douce puisqu'elle est basée sur la séduction et l'influence. Dans ce cas, l'acteur visé par le déploiement de la puissance va croire qu'il agit dans son libre arbitre alors qu'il aura été préalablement convaincu de la légitimité de l'acteur déployant ce *soft power* (Nye, 2004). Ainsi, l'image de l'acteur qui déploie une stratégie de *soft power* est primordiale à la réussite de cette stratégie.

1.4.3.2.3 Le résultat par la structure du système international

Cette approche considère que c'est la structure du système international qui permet de définir la puissance d'acteurs en fonction de leurs capacités à la mettre en place, la modifier, la transformer (Courmont, Nivet & Niquet, 2004 ; Barnett & Duvall, 2005 ; Pozzar, 2012). Cette approche possède un caractère multi-scalaire de la puissance, puisque le système international est constitué de différents acteurs en inter-relations, tels que les villes, les États, les organisations internationales, les multinationales, les O.N.G, situés à différents niveaux du système. Cette approche a donc un caractère systémique. Cette conception de la puissance est plus nuancée que l'approche réaliste puisqu'elle prend en compte des rapports entre acteurs qui ne sont pas forcément conflictuels ou contraignants tels que les alliances

stratégiques, les créations de groupes géopolitiques. La notion de *soft power* est liée à cette approche (Pozzar, 2012) puisque si la structure du système international est en accord avec celle d'un État, elle renforcera sa légitimité et donc son image, contrairement à un État dont le comportement est marginal. C'est par exemple le cas des paradis fiscaux, territoires dont les comportements engendrent un déficit d'image limitant leur marge de manœuvre et leur influence dans le système international.

1.4.3.3 La puissance en géopolitique

En géopolitique, le concept de puissance fut principalement mobilisé par l'école « Étatiste » ou « géoréaliste » qui s'intéressait exclusivement aux relations et aux rapports de forces entre les États (Lasserre, Gonon & Mottet, 2016). Ainsi, il était nécessaire de s'intéresser à la puissance des États afin de pouvoir émettre un classement des plus forts et des plus faibles. Or, la puissance n'est pas un concept phare de l'école géographique qui, pour des raisons historiques¹⁶ et pratiques¹⁷, ne lui donne que peu de place puisqu'elle s'intéresse principalement aux dynamiques territoriales et aux représentations.

Néanmoins, le géographe Pierre Verluise (2013) propose une approche géopolitique de la puissance intéressante puisqu'il place le territoire comme un élément central du concept. Il considère la puissance comme « la capacité d'un acteur du système international à agir sur les autres acteurs et sur le système lui-même pour défendre ce qu'il croit être ses intérêts, atteindre ses objectifs et préserver voire renforcer sa suprématie » (Verluise, 2013). Comme pour les approches vues précédemment, sa définition met en avant le caractère relationnel

¹⁶ La mobilisation du concept de puissance en géopolitique peut être considérée comme un tabou puisqu'elle correspond à une vision organique de l'État, traditionnellement associée à la géopolitique allemande du III^{ème} Reich qui s'appuyait sur cette réflexion pour légitimer sa politique étrangère d'extension du territoire.

¹⁷ Pour la géopolitique et la géographie, le concept de puissance est limitant dans l'analyse multi-scalaire étant essentiellement associé à l'échelle Étatique. Il est difficilement mobilisable à très grande échelle et à très petite échelle. Il est donc remplacé par le concept de pouvoir qui est plus maniable à toutes les échelles.

(« sur les autres acteurs ») et multi-scalaire, au travers d'une dimension interne (« ses intérêts ») et externe (agir sur « le système lui-même »), de la puissance.

Verluse pose trois éléments au centre du concept de puissance : le territoire, les hommes et le désir. Il caractérise le territoire comme un espace conquis, approprié et défendu. Il considère le territoire comme une acquisition faite au dépend d'autres acteurs, et comme un support de projection de la puissance qui va au-delà des frontières terrestres ou maritimes puisqu'il inclut l'espace virtuel grâce à l'internet et aux technologies de l'information. Verluse précise que si la taille du territoire est non négligeable, l'aspect le plus important est sa maîtrise car il doit être le mieux investi possible.

Les hommes sont considérés comme une forme de puissance par l'intermédiaire de la démographie, qui est une ressource de la puissance puisque sa hausse ou sa baisse, si elle n'est pas souhaitée, peut avoir un effet sur la puissance d'un État. Par ailleurs, Verluse souligne que l'attraction des migrants est un indicateur de la puissance d'un État puisque son modèle politique doit être assez attractif pour les attirer et leur donner envie de reprendre à leur compte les valeurs du territoire d'attraction.

Enfin, Verluse considère le désir comme le troisième élément central de la puissance puisque dans un monde très concurrentiel, les territoires et les populations qui n'ont pas d'ambitions doivent s'attendre à être au service de ceux et celles qui ont le désir et les moyens de l'ambition. C'est le cas des micros-États dont la taille du territoire et le déficit de base de leur *hard power* les placent dans une situation délicate nécessitant des stratégies particulières afin de conserver une liberté de marge de manœuvre dans le système international.

1.5 Conclusion

La construction des cadres théorique et conceptuel de ce mémoire marque le franchissement d'une première étape dans le processus de problématisation scientifique qu'exige la conduite d'une recherche en sciences humaines.

En inscrivant cette recherche dans le cadre de la géographie et de la géopolitique, il a été possible de mobiliser les concepts de représentation et de puissance autour du concept plus global de territorialité afin d'inscrire pleinement cette recherche dans le champ de la géographie. En effet, il faut rappeler que ce mémoire interroge la dimension géopolitique du sport, qui en tant que forme de puissance peut permettre à un micro-État, type de territoire se caractérisant par des faiblesses liées directement et indirectement à sa petite taille et aux représentations négatives qui en sont faites, de diversifier ses ressources et améliorer son image dans le système international.

Il convient maintenant de présenter le cadre opératoire et la méthodologie de la recherche, étapes nécessaires à l'élaboration d'une stratégie de vérification de la problématique et de l'hypothèse principale de la recherche (Bédard & Trudelle, 2014).

CHAPITRE II

CADRE D'ANALYSE ET DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Ce Chapitre va être l'occasion de présenter le cadre d'opérationnalisation ainsi que la méthodologie déployée pour répondre aux problématiques principale et secondaires et qui ont guidé la recherche.

2.1 Cadre spatio-temporel de la recherche

Comme le montre le tableau 2, cette recherche s'inscrit dans un triple cadre spatio-temporel répondant à la double analyse de cette recherche : d'une part celui de la mondialisation du sport et d'autre part celui de l'analyse de la Principauté de Monaco, qui comprend la réalisation d'entrevues sur le terrain.

Avant d'étudier la puissance sportive monégasque, il est important de bien comprendre les raisons qui font du sport un phénomène dont la puissance est issue de sa mondialisation. Ainsi, le premier cadre spatio-temporel de cette recherche est celui de la naissance et de la mondialisation du sport moderne. Ce cadre a pour point de départ l'Europe du XIXème siècle, lieu de naissance de l'olympisme moderne et des sports les plus populaires au monde comme le football ou le rugby, et s'étend à toute la surface de la planète puisqu'en 2016, le sport a été diffusé dans le monde entier et est même devenu l'une des grandes structures du système international (Boniface, 2002 ; Poli, 2004 ; Augustin 2007 ; Gounelle 2010 ; Roche, 2010 ; Mottet, 2010 ; Lefebvre, 2010 ; Champagne 2010).

Le deuxième cadre spatio-temporel de la recherche est celui de l'étude de cas de la Principauté de Monaco. Ayant l'objectif de faire un lien entre le développement de sa puissance sportive et son statut de micro-État, il est nécessaire de faire débiter ce cadre spatio-temporel à un moment incontournable de l'histoire

de la Principauté, celui de la perte de 93% de son territoire suite à la sécession des villes de Menton et de Roquebrune en 1848, évènement déterminant dans ce que va devenir la territorialité monégasque (Sanguin, 1980). Ce deuxième cadre spatio-temporel a donc pour espace le territoire de la Principauté de Monaco, de la moitié du XIXème siècle jusqu'en 2016 puisque le règne du Prince Albert II sur la Principauté est en cours et que c'est sous son règne que le développement de la puissance sportive semble prendre un tournant décisif.

Le dernier cadre spatio-temporel est celui de la réalisation d'un terrain de recherche dont le déroulement s'est fait en deux temps. Le premier terrain s'est déroulé à l'Institut des relations Internationales et Stratégiques à Paris en Novembre 2014, et l'autre au sein de la Principauté de Monaco en décembre de la même année.

tableau 2.1 cadre spatio-temporel de la recherche

Étapes de la recherche	Cadre spatial	Cadre temporel
Mondialisation du sport	Le monde	Fin 19eme à 2016
Étude de cas	Principauté de Monaco	Fin 19eme à 2016
Terrain de recherche	Paris et Principauté de Monaco	Fin novembre/début décembre 2014

2.2 Nature de la recherche

Comme souligné précédemment par la problématique, le cadre théorique et le cadre spatio-temporel, cette recherche est essentiellement empirique avec une portée fondamentale puisqu'elle a pour but de comprendre et de créer des connaissances sur le phénomène de puissance sportive. Elle n'est pas appliquée puisqu'elle n'a pas l'intention de proposer une application des connaissances acquises (Bédard & Trudelle, 2014). Par ailleurs, puisque cette recherche s'appuie

sur la formulation d'hypothèses et d'objectifs pour répondre aux problématiques principales et secondaires du mémoire, elle est également de type hypothético-déductive.

Cette recherche est de type qualitative car bien qu'elle manipule des données de diverses natures (qualitatives et quantitatives), le traitement qui en est fait est qualitatif puisqu'il est basé sur une étude de cas, ici dans le but d'étudier le phénomène de puissance sportive au travers du cas monégasque (Bédard & Trudelle, 2014). Le recours à l'étude de cas donne également un caractère exploratoire à la recherche puisqu'elle s'emploie à observer la réalité afin de définir l'objet d'étude (Bédard & Trudelle, 2014).

Que ce soit pour comprendre la mondialisation du sport ainsi que la puissance sportive de la Principauté de Monaco, il est nécessaire de connaître les éléments constitutifs et les structures de ces phénomènes afin de pouvoir en dégager des processus (Bédard & Trudelle, 2014). Cette recherche possède une dimension à la fois verticale, dans la mise en lumière d'éléments constitutifs et de structures, et horizontale par l'intérêt porté aux dynamiques et aux processus qui peuvent être dégagés de ces structures. En outre, cette recherche est donc plurielle, ce qui correspond au caractère systémique de la géographie (Bédard & Trudelle, 2014) et de la géopolitique (Mottet, 2014).

2.3 Retour sur la problématique principale de recherche

Dans le but de convenablement présenter les questions secondaires de la recherche, il est important de prendre le temps de rappeler à cette étape du mémoire de recherche la problématique principale de la recherche qui est la suivante :

Dans quelle mesure le sport est-il un enjeu géopolitique et diplomatique ?

2.4 Questions, hypothèses, objectifs et variables de la recherche

Tel que mentionné dans l'introduction et dans les pages précédentes, cette recherche a recours à l'étude de cas pour répondre à la problématique principale de la recherche. Ainsi, le choix est fait de s'intéresser à l'exemple du déploiement de la puissance sportive de la principauté de Monaco. Afin de passer du caractère abstrait de la problématique à l'étude de la réalité du territoire, l'analyse de cette étude de cas est cadrée par trois questions secondaires de recherche, rendues opérationnelles par l'ajout d'hypothèses et d'objectifs ainsi que de variables.

2.4.1 Question secondaire 1

Dans quelles mesures les forces et les faiblesses de la Principauté de Monaco sont-elles le résultat des grandes étapes du développement de la Principauté de Monaco ?

Hypothèse :

Cette recherche fait l'hypothèse que les grandes étapes du développement de la Principauté de Monaco sont liées aux relations que la société monégasque a entretenues avec son tout petit territoire. Que ce soit sous le règne de Louis II, de Rainier III ou d'Albert II, il semble que les grandes décisions prises concernant le développement de la Principauté sont liées directement ou indirectement à son statut de micro-État.

Objectif :

En s'intéressant à la relation entretenue par la société monégasque avec son territoire, il s'agira de mettre en lumière les grandes étapes du développement de la Principauté de Monaco afin d'établir un diagnostic des forces et des faiblesses de ce micro-État.

Variables :

Pour parvenir à cet objectif, cette recherche s'appuie sur le concept de territorialité en lui fournissant deux variables qui vont être les **forces** ainsi que les **faiblesses** de la principauté.

2.4.2 Question secondaire 2

Dans quelles mesures l'évolution et le contrôle des représentations (ou de son image) de la Principauté de Monaco reposent-ils sur les acteurs internes et les acteurs externes du *soft power* sportif monégasque ?

Hypothèse :

Cette recherche fait l'hypothèse qu'en développant son *soft power* sportif, la Principauté de Monaco profite de l'image positive et universelle du sport afin de contrôler et de faire évoluer les représentations négatives qui lui sont rattachées. Pour y parvenir, la Principauté s'appuie sur des acteurs clés autant internes qu'externes au territoire monégasque.

Objectif :

En identifiant les acteurs internes ainsi que les acteurs externes du *soft power* sportif monégasque, il s'agira de démontrer que le contrôle et l'évolution des représentations de la Principauté de Monaco repose en partie sur le développement de sa puissance sportive.

Variables :

Pour atteindre cet objectif, cette recherche mobilise le concept de représentation auquel elle rattache les variables des **acteurs internes** et des **acteurs externes** à la Principauté qui sont impliqués dans le *soft power* sportif monégasque.

2.4.3 Question secondaire 3

Dans quelles mesures le développement du *soft power* sportif monégasque participe-t-il à la diversification de la puissance monégasque ?

Hypothèse :

À travers cette question, cette recherche fait l'hypothèse que le développement du *soft power* sportif monégasque permet à la Principauté de diversifier sa puissance, autant sur le plan de son *hard power* que de son *soft power*, ainsi que sur le plan interne (national) qu'externe (international).

Objectif :

En s'intéressant aux retombées internes et externes au territoire monégasque, il s'agira d'illustrer la diversification qu'apporte le *soft power* sportif monégasque à la puissance de la Principauté de Monaco.

Variables :

Pour atteindre cet objectif, cette question de recherche mobilise le concept de puissance, auquel elle rattache les variables de **hard power** et de **soft power** de la Principauté de Monaco.

2.5 Indicateurs

2.5.1 Concept opératoire 1 : la territorialité

Variables : forces et faiblesses

Nature des indicateurs :

- Géographiques : localisation, superficie, climat, accessibilité
- Démographique : population totale, composition de la population par nationalité
- Économique : P.I.B, principaux secteurs économiques, emplois disponibles
- Militaire : armée, sécurité intérieure, sécurité extérieure
- Politique : type de modèle politique, stabilité du modèle
- Image : présence dans les listes de paradis fiscaux, positivité ou négativité de l'image médiatique internationale.

2.5.2 Concept opératoire 2 : les représentations

Variables : acteurs externes, acteurs internes.

Nature des indicateurs :

- Acteurs politiques internes : gouvernement (chef d'État, ministres, diplomates, ministères), O.N.G, associations sportives, compétitions, universités.

- Acteurs politiques externes : organisations internationales, fédérations internationales du sport, compétitions internationales, O.N.G, gouvernements (Chef d'États, ministres, diplomates), blocs géopolitiques.
- Acteurs économiques internes : entreprises, investisseurs, banques, sponsors.
- Acteurs économiques externes : sponsors, grandes marques sportives.
- Acteurs médiatiques internes : congrès, groupes médiatiques (Radio, télévision, internet).
- Acteur médiatiques externes : médias sportifs internationaux, internet.

2.5.3 Concept opératoire 3 : la puissance

Variables : *Hard power* et *soft power*.

Natures des indicateurs :

- Économiques : diversification de l'économie monégasque par le sport, place de Monaco dans l'économie sportive internationale.
- Démographiques : pourcentage de visiteurs/résidents « sportifs », occasionnels ou permanents.
- Politiques : place de Monaco dans l'agenda sportif international, place de Monaco dans les organisations internationales liées directement ou indirectement au sport, partenariats internationaux liés au sport, intégration dans l'espace régional européen.
- Médiatiques : type de médias diffusant une image positive de la Principauté.

2.6 Terrain de recherche : l'I.R.I.S et la Principauté de Monaco

Tel que le montre le tableau 3, la réalisation d'une étude de terrain fut réalisée entre le mois de novembre et le mois de décembre 2014. Ce terrain de recherche s'est établi en deux temps : premièrement à l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) à Paris, deuxièmement à Monaco, au sein de l'O.N.G Peace & Sport et du siège social de la revue Codesport.

Réaliser un terrain de recherche au sein d'un territoire comme celui de la Principauté de Monaco est une chose fastidieuse puisqu'il n'est pas forcément aisé d'obtenir des entretiens avec des organisations monégasques, quelques courriels envoyés n'ayant pas reçu de réponse en sont la preuve. Il a fallu développer la stratégie suivante.

Le premier terrain de recherche eu lieu au sein de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques à Paris. Ce fut l'occasion de réaliser un entretien semi-dirigé avec Pim Verschuuren, le chercheur à l'origine de la notion de *sport power* et à l'origine de travaux sur la diplomatie sportive dans le cadre du micro-État du Qatar. Cet entretien a eu pour but de présenter ce projet de recherche à un spécialiste afin d'améliorer et d'approfondir la mise en contexte de la recherche, notamment sur les thèmes de puissance et de mondialisation du sport. Par ailleurs, c'est par l'intermédiaire de Mr Verschuuren que nous avons pu être mis en relation directe avec des personnes clés au sein de la Principauté de Monaco ce qui donna lieu à la réalisation de la deuxième partie du terrain de la recherche.

Ce deuxième terrain s'est donc déroulé au début du mois de décembre 2014 dans la Principauté de Monaco et a été l'occasion de réaliser deux entretiens semi-dirigés, l'un avec Jean-Marc Moreno, directeur de la revue Codesport, spécialisé dans l'actualité et la culture sportive monégasque. L'autre avec Karine Teow, responsable des relations internationales pour l'O.N.G monégasque Peace & Sport de 2012 à 2015. Ces deux entretiens étaient semi-dirigés (Bédard & Trudelle, 2014) puisque seules quelques questions, pensées à l'avance par des guides d'entretien (disponibles en annexes 3, 4 et 5), ont cadré ces échanges. La gentillesse et l'ouverture des deux personnes rencontrées ont donc laissées place à des discussions très ouvertes permettant de comprendre en profondeur et avec précision la place qu'occupe le sport à la fois dans la culture monégasque et dans la diversification de sa puissance. La durée des entretiens a varié de 45 minutes à une heure et demi. Les entretiens n'ont pas été enregistrés mais directement retranscrits sous formes de notes manuscrites tout au long de la discussion, puis retapées et

étouffées sous forme de fichier texte dans Microsoft Word au cours de la même journée.

Au-delà des entretiens, se rendre dans la Principauté de Monaco fut l'occasion d'observer et de ressentir directement sur place les multiples facettes du développement de la société monégasque dans un territoire si petit. Par l'exercice de l'observation directe et de la marche à pieds, force fut de constater que la petite taille du territoire monégasque est déterminante dans l'orientation du développement de la Principauté, que ce soit par la densité du cadre bâti ou par la poldérisation du territoire. De plus, pouvoir profiter de la douceur du climat en plein mois de décembre permit, dans une certaine mesure, de comprendre le choix de la mise en tourisme de cette cité-État au début du vingtième siècle.

tableau 2.2 entretiens de la recherche

Lieu de la rencontre	Personne rencontrée	Nature de l'entretien
Institut I.R.I.S (Paris)	Pim Verschuuren	Le sport en tant que puissance, les micros-États
Codesport (Monaco)	Jean Marc Moreno	Le sport dans l'histoire et dans la culture monégasque
Peace & Sport (Monaco)	Karine Teow	Le sport et la diplomatie monégasque

2.7 Sources et mode de collecte des données

Comme le montre le tableau 4, les données récoltées dans cette recherche proviennent de la combinaison de deux méthodes de récolte qui sont la recherche documentaire et la conduite d'entretiens semi-dirigés réalisés sur le terrain.

Les données provenant de la recherche documentaire sont classées en trois grandes catégories : la première concerne la mondialisation du sport, la deuxième correspond à l'histoire de la Principauté de Monaco et la troisième correspond au sport dans la société monégasque. Si, pour la première et la deuxième catégorie, la plupart des données proviennent d'écrits scientifiques, en ce qui concerne la troisième, étant donné que le déploiement du *soft power* sportif monégasque est un phénomène récent, les données proviennent d'une multitude de sources différentes, à l'image de l'hétérogénéité des acteurs et des enjeux rattachés au développement du *soft power* sportif monégasque. Ces données proviennent donc d'acteurs tels que des fédérations sportives (nationales et internationales), des organisations internationales, des O.N.G, des gouvernements, des associations sportives et para-sportives ainsi que de médias nationaux et internationaux. Elles sont de natures diverses tels que des documents officiels, des discours, des cartographies, des articles, des recueils de statistiques et d'indicateurs ainsi que de reportages photographiques ou vidéos.

tableau 2.3 collecte et nature des données

Méthode de collecte	Données recueillies
Recherche documentaire	<ul style="list-style-type: none"> - Ouvrages scientifiques (livres et articles) sur la mondialisation du sport - Ouvrages (livres et articles), documents officiels et iconographies sur la Principauté de Monaco - Informations et documents sur le sport et les événements sportifs monégasques (articles, statistiques, événements)
Entretiens semi-dirigés	<ul style="list-style-type: none"> - Renseignements sur l'importance et le développement du sport dans la Principauté - Renseignements sur la participation diplomatique de Monaco dans le système international par le sport

2.8 La subjectivité des données

Il est clair que les données recueillies proviennent d'acteurs divers dont la subjectivité, qu'elle soit assumée ou non, oriente le sens de l'information transmise. Néanmoins, ce n'est pas l'objectivité de l'information qui motive cette recherche mais plutôt le recoupement de données subjectives provenant d'une grande diversité d'acteurs. En outre, la comparaison de différentes représentations plus ou moins liées à l'objet d'étude est une des principales préoccupations de l'approche géographique de la géopolitique (Lasserre, Gonon & Mottet, 2016). Dans ce sens, la subjectivité des données n'est pas une faiblesse mais plutôt une force de l'analyse scientifique puisqu'elle met en lumière la diversité des points de vue d'une population étudiée et s'oppose donc à l'a priori déterministe considérant qu'une population est arbitrairement homogène (Mottet, 2014). Dans le cadre de l'analyse d'un micro-État, cette précaution est essentielle afin d'éviter le dangereux raccourci « petit = homogène ».

2.9 Analyse des données

L'analyse des données récoltées durant la recherche est de type qualitative puisque qu'elle va prendre la forme d'une construction d'explication (Bédard & Trudelle, 2014). Étant donné que cette recherche a recours à l'étude de cas afin d'observer le phénomène de puissance sportive, la démarche scientifique a donc pour but de proposer une explication logique basée sur l'illustration d'un cas particulier, dans l'objectif de relier ces variables à une proposition générale préalablement faite. Concrètement, la construction d'explication passe ici par l'étude du cas monégasque (chapitre trois) pour valider/illustrer l'hypothèse que la mondialisation du sport en fait une forme de puissance contemporaine (chapitre deux).

Parallèlement, la généralisation des résultats va également s'opérer par la technique de recoupement et de triangulation des données, principe de base de l'enquête de terrain (Mottet, 2014).

2.10 Mode de traitement des données

Les données récoltées par la recherche documentaire et les entretiens semi-dirigés ont été traités par une analyse de contenu ainsi qu'un mode de description simple (Bédard & Trudelle, 2014) qui est celui de l'analyse géopolitique. En suivant cette méthode, l'analyse se décompose en quatre étapes :

- 1) Définition de l'objet d'étude : le sport en tant que puissance mondialisée.
- 2) Diagnostic territorial de l'étude de cas : le territoire de la Principauté de Monaco.
- 3) Identification des acteurs (internes et externes) liés (directement ou indirectement) au *soft power* sportif monégasque, ainsi que des représentations faites de la Principauté.
- 4) Identification multi-scalaire des enjeux/objectifs (internes et externes) atteints par le *soft power* sportif monégasque.

2.11 Limites de la recherche

Le principal danger de cette recherche résiderait dans le risque d'arriver à la conclusion déterministe que la taille du territoire est la seule et unique raison du développement du *soft power*. Ainsi, le raccourci « petit État = Soft Power » est à proscrire puisque les États-Unis (Nye, 2004) et la Chine (Courmont, 2009 ; Pozzar, 2012) sont deux très grands États qui déploient pourtant des stratégies complexes de *soft power*. Ainsi, l'enjeu de cette recherche, de la géopolitique et de la géographie en générale, doit être de ne pas oublier que tout objet d'étude, forme ou processus, doit être systématiquement contextualisé puisque ce qui est vrai à tel endroit ne l'est pas forcément à un autre. C'est avec cette grande précaution que cette recherche a été conduite.

Dans ce sens, cette recherche n'a pas non plus pour objectif de proposer un modèle théorique global du *soft power* sportif. Les conclusions tirées dans cette recherche ne valent que pour le cas monégasque et ne doivent pas être automatiquement prises pour acquies dans l'analyse d'autres territoires. D'autres études de cas doivent être menées sur le sujet afin d'arriver éventuellement un jour à l'élaboration d'une théorie plus générale qui permettrait de servir de base théorique d'analyse ou de déploiement du *soft power* sportif pour un autre État ou territoire.

2.12 Conclusion

D'une part, le cadre opératoire a permis au chercheur de cibler des grands axes de recherche vis-à-vis de l'étude du cas monégasque afin de ne pas s'éparpiller et de répondre à la question centrale de recherche.

D'autre part la méthodologie déployée peut sembler très large et ne pas concerner que le sport mais elle s'avère néanmoins nécessaire pour répondre aux hypothèses, questions et objectifs de la recherche, tout en garantissant au mieux la capacité du chercheur à produire une analyse réflexive, complexe et systémique sur la géopolitique du sport à Monaco. À l'échelle de la Principauté de Monaco, l'analyse réalisée met en évidence des processus, des acteurs et des objectifs validant les hypothèses formulées dans les deux premiers chapitres. Néanmoins préalablement à cette étude de cas, il est nécessaire de prendre le temps de définir l'objet d'étude de cette recherche, le sport en tant que phénomène mondialisé, ce qui est l'objet du prochain chapitre.

CHAPITRE III

TERRITOIRES, ACTEURS ET PROCESSUS DE LA MONDIALISATION DU SPORT

Ce chapitre constitue le premier élément de réponse à la problématique principale de cette recherche en venant définir l'objet d'étude de la recherche : le sport.

3.1 Introduction

En 2013, dans un article intitulé *Les multiples visages du sport Power*, Pim Verschuuren décrit le sport comme un prodigieux outil d'influence envers les États grâce à sa force de conviction et aux images qu'il véhicule. C'est dans cette même logique qu'en 2001, après la reconnaissance du sport en tant qu'instrument de choix pour atteindre les objectifs du millénaire, fut fondé le Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix (U.N.O.S.D.P)¹⁸. C'est donc plus d'un siècle plus tard que les espoirs que portaient dans le sport Jules Rimet, père de la Coupe du monde de football, et Pierre de Coubertin, père de l'olympisme moderne, furent ainsi concrétisés. Mais plus qu'un simple outil de promotion de la paix, que ce soit pour affirmer sa puissance, bâtir des alliances, changer son image ou attirer des investisseurs, le sport est devenu au fil du temps un véritable outil stratégique pour les États. S'il est possible de le considérer ainsi c'est parce que tout au long du XX^e siècle, la mondialisation et ses processus en ont fait un terrain

¹⁸ Les objectifs du millénaire ont été définis en 2000 par les états membres de l'O.N.U dans le cadre du Sommet du millénaire.

propice aux tensions ou s'expriment sur des territoires des enjeux de rivalités politiques, économiques et de représentations divergentes (Mottet, 2012).

Si le sport est devenu un terrain si stratégique, c'est parce que tout au long de son processus de mondialisation, il a élaboré une géographie, donc des territoires, spécifique à lui-même (Augustin, 2007). Bien qu'à la première analyse ce phénomène n'est pas territorialisé, sa diffusion et son organisation à différents niveaux d'échelles se sont appuyées sur une conquête des territoires, culturelle, diplomatique, politique, économique et médiatique. Dans ce sens, le sport possède un intérêt stratégique indéniable qui repose sur les images qu'il produit. Comme le rappelle Pascal Boniface dans *J.O Politiques*, que ce soit en 1936 lorsque Adolf Hitler fit des Jeux de Berlin la vitrine internationale du régime nazi, que ce soit en 1968 lorsque Tommie Smith et John Carlos, face aux caméras, brandirent leurs poings vers le ciel pour dénoncer la ségrégation dont était victime la population afro-américaine, ou que ce soit à Barcelone en 1992 avec le tour d'honneur, de l'Éthiopienne Deratru Tulu marchant main dans la main avec la Sud-Africaine Elena Meyer, marquant la réintégration de l'Afrique du Sud dans le continent africain suite à la fin du régime d'apartheid, la dimension politique et stratégique du sport transparaît dans les images qu'il produit et dans les milliards de téléspectateurs qu'il atteint.

Ce chapitre a pour ambition de mettre en lumière les grandes étapes et les grandes dynamiques qui font du sport un phénomène mondialisé. De plus, le caractère géographique de cette recherche offre l'opportunité de placer le concept de territoire au cœur d'un phénomène qui ne l'est pas au premier abord. Ce procédé permettra d'en faire ressortir les acteurs ainsi que les enjeux stratégiques qui s'y rattachent et qui justifient son utilisation et son étude en tant qu'objet et outil de stratégie géopolitique.

Dans un premier temps, ce chapitre va s'appuyer sur l'analyse de son internationalisation (Boniface, 2002 ; Augustin, 2007 ; Gounelle, 2010). La première conquête des territoires par le sport s'est amorcée par sa diffusion dans

l'espace monde, ce qui va le faire passer de l'échelle locale à l'échelle globale et va poser les bases de son organisation internationale. En s'appuyant sur la classification des foyers sportifs majeurs et secondaires d'Augustin (2007), cette partie va faire ressortir les acteurs et les enjeux de ce processus, en contextualisant l'émergence du sport dans le monde colonial et industriel du XIX^e siècle.

Dans un second temps, ce chapitre va s'appuyer sur l'analyse de la gouvernance du sport. En analysant les acteurs et les processus de gestion politique et institutionnelle à plusieurs échelles, il s'agira de démontrer que ce processus est lui aussi territorialisé (Latty, 2007 ; Gillon, 2011 ; Boniface, 2014). En s'appuyant sur des ancrages territoriaux particuliers, le sport a élaboré un droit qui structure et hiérarchise les villes, les pays et les continents de manière propre à chaque sport et à chaque territoire (Drut, 2011), témoignant de l'existence d'une *Lex Sportiva* (Latty, 2007), caractère juridique de sa mondialisation.

Dans un dernier temps, ce chapitre va s'appuyer sur l'analyse du tournant technologique et néolibéral du sport. L'essor de la télévision et le tournant néolibéral de l'économie mondiale vont être la dernière étape de la conquête sportive des territoires donc de sa mondialisation (Bourg et Gouguet, 2005 ; Drut, 2011). Néanmoins, ces deux processus vont complexifier le jeu d'acteur traditionnel du sport ce qui va venir fragiliser sa gouvernance tout en favorisant l'émergence de nouveaux acteurs puissants comme des villes et des pays (Verschuuren, 2013 ; Boniface, 2014). En considérant le sport comme un outil stratégique et géopolitique, l'émergence de ces villes et pays va être l'occasion d'affirmer que l'émergence d'une multipolarité du rapport de force dans les relations internationales passe également par le sport (Courmont et Mottet, 2013).

3.2 Du local au global : l'internationalisation du sport

Le mouvement sportif tel qu'il existe actuellement est à la fois le résultat et que la preuve de sa mondialisation, processus s'appuyant sur de grandes dynamiques telles que son internationalisation (Augustin, 2007). Le sport est, à

l'origine, un phénomène local dont la diffusion dans l'espace Monde lui a permis d'atteindre un niveau de structuration global en s'appuyant sur le maillage de son organisation à l'échelle locale. Dès son origine, la pratique du sport moderne a motivé le regroupement de sportifs en clubs à l'échelle locale, clubs qui ont été l'objet d'un regroupement en fédérations nationales qui elles-mêmes se sont constituées en fédérations internationales, formant ainsi un niveau mondial d'organisation et de relations politique du sport et de ses compétitions (Latty, 2007).

Afin d'illustrer historiquement et spatialement ce processus d'internationalisation, il s'agira dans un premier temps d'identifier les territoires de cette internationalisation. En s'appuyant principalement sur les travaux de Pascal Boniface, Jean Gounelle, et Rafael Poli, nous allons identifier les territoires que le géographe Jean-Pierre Augustin définit comme les foyers sportifs majeurs et les foyers sportifs secondaires du sport. Cette identification va permettre de souligner les principales caractéristiques sociospatiales du sport moderne telles que ses origines occidentales, bourgeoises, urbaines, industrielles et coloniales de fin du XIX^e siècle.

Dans un second temps, cette partie s'intéressera à la structuration des territoires du sport par la création des premières organisations internationales et des premières grandes compétitions. Cette étape sera l'occasion de souligner que la structuration internationale du sport s'est faite dans un contexte géopolitique particulier de tensions entre les États nations occidentaux, ce qui explique pourquoi ce processus a été l'objet de rivalités entre États et entre blocs continentaux, que ce soit pour le contrôle des grandes organisations sportives tels que le C.I.O.¹⁹ et la F.I.F.A.²⁰ ou pour l'obtention des compétitions internationales tels que les Jeux olympiques d'été ou la Coupe du monde masculine de Football (Boniface, 2012 ; Gounelle, 2010).

¹⁹ Comité Olympique International

²⁰ Fédérations Internationale de Football Association.

Dans un troisième temps, il s'agira de souligner que tout au long du XX^e siècle, l'internationalisation du sport ne s'est pas faite en parallèle du développement de la société, mais a été marquée par le climat géopolitique mondial, ce qui en fait un phénomène éminemment politique (Boniface, 2012). C'est en observant le rythme d'adhésion de nouveaux membres aux fédérations internationales du sport ainsi que l'attribution des compétitions sportives que sera démontré l'impact des situations géopolitiques mondiales sur le sport, ce qui en fait donc un phénomène situé au cœur des sociétés humaines et des enjeux de la mondialisation.

3.2.1 Naissance et diffusion du sport moderne dans le monde

La naissance et la diffusion du sport moderne dans le monde ne sont pas des processus qui se sont fait au hasard du temps et de l'espace, mais qui correspondent à des origines sociales et territoriales précises ainsi qu'à des réseaux, des acteurs, et des enjeux particuliers correspondant à la constitution d'un espace mondial des échanges, quatrième phase de la mondialisation (Lévy et Lussaut, 2012). Dans son ouvrage « Géographie du sport », Jean-Pierre Augustin distingue trois différents types de territoires en lien avec la naissance du sport moderne : les foyers sportifs majeurs qui sont les territoires de naissance du sport à partir desquels le sport va être diffusé, les sports modernes dans les foyers sportifs secondaires puis dans les foyers sportifs mineurs. C'est en s'appuyant sur cette classification schématique que cette partie va mettre en lumière les territoires et les raisons de naissance et de diffusion du sport moderne.

3.2.1.1 Les foyers majeurs de naissance et de diffusion du sport dans le monde

3.2.1.1.1 L'Angleterre et l'Europe

C'est dans l'Europe du XIX^e siècle, considéré comme le premier territoire de naissance et de diffusion du sport moderne dans le monde, que sont situées les origines des sports contemporains les plus populaires. Au sein du continent européen, c'est l'Angleterre qui va être le premier territoire de naissance puis de

diffusion, du sport institutionnalisé²¹ (Gounelle, 2010 ; Mottet, 2015). Bien que certains sports soient déjà pratiqués par les classes bourgeoises anglaises²² au XVIII^e siècle, c'est sous l'influence de Thomas Arnold²³ que le sport va être développé comme mouvement et outil pédagogique auprès des jeunes bourgeois britanniques au sein de prestigieux collèges anglais. C'est aussi dans ce cadre que vont naître et être règlementés²⁴ des sports populaires tels que l'athlétisme, l'aviron, le rugby, la bicyclette et le sport le plus populaire de tous, le football²⁵. L'organisation de tournois va faire sortir le sport du milieu étudiant et va atteindre toute la société britannique de l'époque. C'est ainsi que dans le cadre du football va apparaître le professionnalisme sportif, pratiqué et valorisé par les classes populaires et financé par les entreprises locales²⁶ (Augustin, 2007). À ce titre, si l'Angleterre, à l'image du développement libéral de sa société, va adopter le professionnalisme dans le football dès 1885, dans les autres pays européens la pratique du sport restera dans un premier temps amateur. Il n'apparaîtra parfois que quelques dizaines d'années plus tard²⁷ en Europe et en Amérique du Sud. En outre, à l'image de l'impérialisme libéral caractérisant la société anglaise de l'époque, les sports collectifs, tels que le football, vont être le symbole d'une culture du libre-échange et porteurs de valeurs cosmopolites se traduisant par exemple par la surreprésentation étrangère dans les clubs tandis que d'autres sports comme la gymnastique vont plutôt valoriser la nation et la fierté nationale (Poli, 2004).

²¹ Selon la fondation Eduki, la pratique de la gymnastique était déjà courante dans les pays scandinaves ainsi qu'en Allemagne, mais la réglementation du sport par des règles est un phénomène britannique.

²² La première association de golf est créée en 1754, celle de cricket est née en 1788.

²³ Thomas Arnold (1795-1843) est un docteur et enseignant britannique. Il sera nommé directeur du collège de Rugby en 1828, établissement dans lequel il lancera le mouvement sportif, mouvement qui sera suivi par les établissements d'Eton, d'Oxford et de Cambridge.

²⁴ Selon la fondation Eduki, des clubs sont créés par des étudiants qui établissent des règles permettant des rencontres sportives entre différents établissements.

²⁵ C'est le 26 octobre 1863 que vont être établies les premières règles officielles du football et que sera fondé par la même occasion la Football Association of England.

²⁶ À partir de 1882, une équipe semi-professionnelle remporte la coupe d'Angleterre, ce qui va être le point de départ du professionnalisme de la discipline dans le pays.

²⁷ En France et en Argentine, le professionnalisme sera reconnu en 1928 et en 1931.

Grande puissance économique, militaire et coloniale, au XIX^e siècle la culture de l'Angleterre rayonne sur l'Europe et dans le monde grâce à sa mobilité internationale, pratique confortablement inscrite dans l'identité britannique²⁸ (Gounelle, 2010). C'est ainsi que le sport va être diffusé à l'étranger, en Europe, aux États-Unis ainsi que dans les empires coloniaux sud-africains, indiens et pacifiques des grandes puissances européennes, constituant ainsi les territoires foyers sportifs majeurs. C'est dans ce cadre que les pratiques de sports tels que le rugby, le football ou le tennis vont apparaître en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud, alors que le cricket devient le sport le plus populaire de l'Inde.

L'Amérique du Nord est considérée par Augustin comme un foyer sportif majeur de naissance et de diffusion du sport puisque c'est sur ce continent que vont naître des sports tels que le base-ball, le football américain, ou le hockey sur glace, marquant l'affirmation d'une identité américaine caractérisée par un esprit anti-britannique et libéral (Augustin, 2007). Ainsi dans ce territoire les sports anglais tels que le football et le rugby vont donner naissance au football américain, le *rounders*²⁹ et le cricket vont évoluer vers le base-ball, le sport le plus symboliquement lié à l'identité américaine. Au Canada, l'invention du Hockey sur glace, version adaptée du jeu de crosse et du hockey sur gazon britannique au climat canadien et notamment montréalais³⁰, va participer à la construction de l'identité canadienne permettant ainsi de se distinguer dans le même temps des Américains, des Européens et des Anglais (Augustin, 2007). Ainsi dans le cadre nord-américain, l'affirmation d'une identité culturelle et territoriale en opposition à la culture européenne va passer par la création de nouveaux sports. À l'inverse, l'affirmation de l'identité sud-américaine va passer par l'assimilation des sports coloniaux

²⁸ Les origines de la mobilité britannique reposent sur quelques grands axes : dans les voyages continentaux des jeunes bourgeois anglais pour parfaire leur éducation, notamment en France. Nommée « The Grand Tour », cette pratique est considérée comme l'origine du tourisme moderne. Elle repose aussi sur les voyages des militaires, ouvriers et bourgeois, pour administrer l'empire colonial.

²⁹ Ancêtre britannique du base-ball.

³⁰ Augustin souligne que le terme « Hockey on Ice » est apparu pour la première fois au Québec, pour faire référence au sport pratiqué aux Skating Club House de Québec et au Victoria Skating rink de Montréal.

comme le rugby et le football afin de rivaliser sportivement sur le terrain des Européens (Archambault, 2014). Ces exemples traduisent les enjeux identitaires qui sont rattachés aux sports, vecteurs de l'affirmation de l'identité nationale ou ethnique (Boniface, 2002 ; Poli, 2004 ; Augustin 2007 ; Gounelle 2010 ; Roche, 2010 ; Mottet, 2010 ; Lefebvre, 2010 ; Champagne 2010).

Par ailleurs, Augustin identifie deux foyers sportifs majeurs à ne pas oublier, Le Japon, étant donné qu'il va être le territoire de naissance et de diffusion des arts martiaux et Hawaï, qui va être le territoire de naissance du surf, sport qui va connaître une diffusion et un succès spectaculaire dans le monde (Augustin, 2007 ; Coëffé et al, 2012).

3.2.1.1.2 Les foyers sportifs secondaires

Les foyers sportifs secondaires correspondent aux territoires, souvent à l'échelle continentale, dans lesquels les sports des foyers sportifs majeurs ont été importés par les acteurs de la mondialisation coloniale et industrielle. En Amérique du Sud, en Asie et en Afrique, territoires alors colonisés par les empires européens, le sport va y être principalement importé par des soldats, des missionnaires ainsi que des bourgeois des empires européens³¹ (Augustin, 2007 ; Gounelle 2010 ; Archambault, 2014). En Amérique du Sud³² et en Afrique, c'est par ses valeurs cosmopolites (Poli, 2004), que le football qui va devenir le sport le plus populaire chez les populations locales alors que le rugby, va être réservé aux colons blancs. Le football va y jouer un rôle social et identitaire, car si dans un premier temps il va avoir la fonction d'outil de contrôle du colonisé, il deviendra dans un second temps un outil d'émancipation des populations locales face au pouvoir colonial (Boniface, 2002 ; Gounelle, 2010 ; Mottet 2010). Par ailleurs, la mobilité d'une

³¹ C'est principalement par les colons anglais, français, italiens, portugais, belges et allemands que le football va être diffusé en Afrique.

³² En Amérique du Sud, c'est principalement par l'Argentine et le Brésil, alors intégrés à l'Empire britannique, que le sport va pénétrer le continent. Puis dans un second temps c'est via l'Uruguay le Chili et le Pérou que le sport et notamment le football va s'implanter dans la culture continentale (Archambault, 2014).

partie des populations d'Afrique et d'Amérique du Sud vers l'Europe, que ce soit dans le cadre des études ou du professionnalisme sportif, va aider à l'assimilation et à la promotion de l'idéologie sportive dans leurs territoires d'origines (Poli, 2004 ; Archambault, 2014).

3.2.1.2 Les origines urbaines et industrielles du sport moderne

Que ce soit dans les foyers sportifs majeurs ou dans les foyers sportifs secondaires, l'émergence du sport moderne est un phénomène principalement urbain et industriel (Boniface, 2002 ; Poli, 2004 ; Augustin, 2007 ; Gounelle, 2010 ; Archambault, 2014). Sa diffusion va s'opérer tout au long des axes et des nœuds d'un réseau industriel, commercial et colonial, que ce soit à l'échelle nationale, continentale ou mondiale. C'est ainsi que les clubs sportifs vont naître le long des axes de ces réseaux ou à leurs intersections, c'est-à-dire dans des villes industrielles³³, portuaires³⁴, et ferroviaires³⁵. Les origines industrielles du sport transparaissent aussi dans l'origine juridique des clubs. Dans plusieurs pays des associations sportives sont créées et administrées par des chefs d'entreprises et des hommes d'affaires dans le but de fournir une distraction pour les ouvriers tout en gagnant de l'argent et en assurant la promotion de l'entreprise. C'est ainsi que la professionnalisation du football américain débuta dans les zones industrielles de Pittsburgh et de l'Ohio (Augustin, 2007) ou qu'en France des clubs de football comme le F.C Sochaux Montbéliard ont été créés sous l'impulsion du groupe Peugeot, fleuron de l'industrie automobile française.

³³ Le Manchester United Football Club fut fondé en 1878 par les employés de la Lancashire and Yorkshire Railway Company, entreprise de transport ferroviaire de la ville de Manchester, alors grande ville du textile britannique au 19^e siècle.

³⁴ Le premier club de football français est fondé dans la ville portuaire du Havre³⁴ en 1879, à cette époque le Havre est une grande plateforme du commerce international ainsi qu'un grand centre industriel du secteur naval.

³⁵ Le premier club de football sud-américain est le Gimnasia y Esgrima fondé à la Plata en 1897 en Argentine. À cette époque, la Plata est une jeune ville portuaire et ferroviaire fondée pour prendre la fonction de capitale provinciale de Buenos Aires, sa construction a été administrée par de nombreux migrants européens.

3.2.1.3 Les premières fédérations internationales et l'organisation des premières compétitions

Après avoir été diffusé dans l'espace monde, le sport moderne amorce sa structuration à la fin du XIX^e siècle dans un contexte géopolitique difficile (Boniface, 2012). Sur fond de crise économique³⁶, cette période est le cadre de tensions entre États³⁷ exacerbées par le processus en plein essor de construction politique, juridique et identitaire des États-nations qui, dans le cadre de l'Allemagne et de la France, conduira à la montée et l'explosion du nationalisme lors de la guerre de 1914-1918. L'Europe est en recherche de nouveaux repères et c'est dans ce cadre que le sport va être porteur des différentes idéologies, libérales ou nationalistes, caractérisant le climat politique de cette époque (Poli, 2004 ; Boniface, 2012). Si le football, issu de la culture libérale anglaise était un symbole de modernité et de libre échange, la renaissance de l'olympisme permettait de renouer avec les racines antiques de l'Europe. Ses sports fétiches, l'athlétisme et la gymnastique, favorisaient le patriotisme et le nationalisme (Poli, 2004). De leurs côtés le tennis et le rugby font office de sports bourgeois, tandis que le football embrasse les classes populaires du monde. Parallèlement, cette époque est aussi marquée par l'émergence des premières organisations internationales³⁸ dont les principaux objectifs reposaient sur la volonté d'établir un cadre de relations favorisant le dialogue entre les États ainsi que l'harmonisation de certains domaines à l'échelle internationale, comme la paix et la justice, par la création de l'Institut de Droit International fondé en 1973 à Gand en Belgique. C'est donc dans ce contexte de modernité industrielle, de tensions nationalistes et d'internationalisation des relations entre États, que vont naître à Paris les plus importantes organisations

³⁶ De 1875 à 1895, une forte dépression économique frappe l'Europe et les États Unis.

³⁷ Comme le précise Pascal Boniface, à cette période les relations bilatérales entre États européens sont tendues à cause de la guerre de 1870 entre l'Allemagne et la France ainsi qu'à des conflits coloniaux entre États.

³⁸ L'union interparlementaire est créée en 1889, le Bureau international de la paix en 1892 et la Société des Nations en 1919.

sportives au monde : le C.I.O en 1894, la F.I.T³⁹ en 1900 ainsi que la F.I.F.A et la F. I.A⁴⁰ en 1904.

Dès leur création, le football et l'olympisme se sont dotés d'objectifs politiques puisqu'ils affichent la volonté de promouvoir un développement pacifiste du sport et de la société dans laquelle les individus et les États peuvent s'affronter sur le plan sportif plutôt que militaire. À ce titre, les valeurs de l'olympisme moderne⁴¹ indiquent que le sport doit permettre « le développement harmonieux de l'homme dans le but de promouvoir une société pacifiste et respectueuse de la dignité humaine ». Du côté du football, Jules Rimet, le créateur de la coupe du monde de football indique que le football permet de « susciter la compréhension et le rapprochement vers l'autre » (Mottet, 2010). Mais malgré cet altruisme, l'internationalisation de ces mouvements a surtout été l'objet de nombreuses rivalités entre États et entre blocs géopolitiques défendant chacun leurs intérêts et leur propre vision du sport, que ce soit pour le contrôle de leurs institutions ou pour l'organisation de leurs compétitions (Gounelle, 2010 ; Boniface 2012).

Ainsi l'internationalisation des grands sports modernes sera l'objet d'une mondialisation dominée par les Européens, que ce soit par la localisation des fédérations internationales du sport ainsi que par la localisation des compétitions internationales (Augustin, 2007).

3.2.1.4 La pratique amateur et la pratique professionnelle du sport

De la fin du XIX^e siècle jusqu'à la deuxième moitié du XX^e siècle, la structuration du sport a été conditionnée par le type de pratique, amateur ou professionnelle, qui selon le sport et selon le territoire est reconnue ou non. Dans des sports comme le tennis ou dans le mouvement olympique, ou dans des pays comme la France, l'amateurisme est dans un premier temps la seule pratique

³⁹ Fédération Internationale de Tennis

⁴⁰ Fédération Internationale de l'Automobile

⁴¹ Les valeurs et principes de l'olympisme moderne sont régis dans une charte olympique publiée en 1908 par le C.I.O.

sportive reconnue officiellement par la société et les fédérations sportives. Le professionnalisme est alors considéré comme une perversion donnant au sport un but lucratif plutôt qu'éducatif et hygiénique (Gaucher et Terret, 2010). Mais l'enjeu des compétitions était déjà si fort que le développement d'un professionnalisme illégal, ou « amateurisme marron »⁴², toucha régulièrement les compétitions amateurs de nombreux pays⁴³. Le professionnalisme sportif correspond davantage à une vision libérale du sport et d'une société caractérisée par un État peu interventionniste. C'est ainsi qu'il va dans un premier temps apparaître et être valorisé dans des États libéraux tels que la Grande-Bretagne ou les États-Unis (Augustin, 2007). Phénomène qui sera suivi par des pays comme la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Hongrie dans le cadre du football (Gounelle, 2010). Il est important ici d'apporter une nuance dans cette analyse, car la question du type de pratique ne dépend pas strictement du territoire, mais aussi du sport observé. Si par exemple la Grande-Bretagne apparaît comme le foyer du professionnalisme en matière de football, elle est restée opposée au professionnalisme dans des sports comme le tennis ou le rugby⁴⁴. La création des fédérations internationales est donc conditionnée par le type de pratiques reconnues. Si dans le cadre de l'olympisme⁴⁵ ou du tennis⁴⁶, l'amateurisme est la seule pratique officielle pendant la première moitié du XX^e siècle, la situation est plus nuancée dans le football puisque la F.I.F.A reconnaitra et administrera à la fois un statut amateur et statut professionnel aux footballeurs à partir de 1920.

⁴² L'amateurisme marron désigne un phénomène de rémunération illicite et secrète de sportifs amateurs.

⁴³ Le Red Star, club de football de Saint-Ouen en région parisienne a par exemple grassement payé des joueurs officiellement amateurs.

⁴⁴ Contrairement au football, le tennis et le rugby sont des sports qui resteront très longtemps liés à leurs origines bourgeoises et au prestige de la pratique amateur.

⁴⁵ L'amateurisme sera abandonné par le C.I.O au profit du professionnalisme sous la présidence de Juan Antonio Samaranch en 1988.

⁴⁶ L'I.T.F n'acceptera le professionnalisme dans ses compétitions qu'en 1968. Jusque-là le tennis professionnel n'est alors pas structuré en fédération internationale et les tournois du Grand Chelem et de la Coupe Davis sont réservés aux amateurs

3.2.1.5 Rivalités interétatiques et intercontinentales

Les créations d'organisations sportives n'ont pas toujours été menées par les États les plus légitimes et n'ont pas toujours été appréciées de tous, ce qui d'entrée de jeu a compliqué le projet d'union universel du sport prôné par Pierre de Coubertin⁴⁷ ou Jules Rimet⁴⁸. Que ce soit dans le cadre de l'olympisme (Boniface, 2012), ou du football (Gounelle, 2010), derrière des volontés individuelles, ce sont des tensions entre États qui vont caractériser la naissance de ces mouvements.

Fondée par le baron Pierre de Coubertin, la naissance du mouvement olympique et du C.I.O en 1894 à Paris est déjà l'objet de divisions entre États ainsi que de luttes pour son contrôle (Boniface, 2012). D'une part, la création du mouvement olympique et du C.I.O se fait en l'absence de l'Angleterre et de l'Allemagne et bien que présents, la Belgique et la Russie ne semblent pas attirés par le projet. Néanmoins, la Suède, la Hongrie et les États-Unis soutiennent le projet du baron français et la Grèce est finalement choisie pour l'organisation des premiers Jeux. Par ailleurs, la question même de l'internationalisation des Jeux⁴⁹ a été l'objet de tensions, car lors de l'organisation de la première édition des Jeux olympiques d'été d'Olympie en 1896, la Grèce tenta de prendre le contrôle du mouvement olympique afin d'imposer le déroulement des toutes les éditions des Jeux uniquement à Athènes, ce qui se solda par un échec.

Sous l'impulsion des Pays-Bas, de la Belgique et de la France, la fondation de la F.I.F.A se fera à Paris en 1904 en l'absence et sans l'accord de l'Angleterre (Gounelle, 2010). Le territoire de naissance du football, de ses règles du jeu officielles avec l'I.F.A.B⁵⁰, ainsi que de son organisation de compétitions et de

⁴⁷ Le baron Pierre de Coubertin (1863-1937) est le fondateur de l'olympisme moderne, du C.I.O et de récréation des jeux olympiques.

⁴⁸ Jules Rimet est le troisième président de la F.I.F.A et créateur de la coupe du monde masculine de football.

⁴⁹ Le déroulement des jeux tous les quatre ans dans un pays et une ville différente à chaque fois.

⁵⁰ Fondée en 1882 à Manchester en Angleterre, l'International Football Association Board est l'organisation qui établit les règles officielles du football, reconnue par la F.I.F.A et tous ses membres.

ligue, la Grande-Bretagne, faisait figure d'autorité suprême du football et n'avait pas l'intention de partager son contrôle et son pouvoir à une organisation internationale. En 1905 pourtant, la *Football Association of England* reconnut finalement la F.I.F.A sans y adhérer. Ce n'est qu'en 1906 et en prenant la tête de la F.I.F.A⁵¹, et en reconnaissant l'I.F.A.B comme la seule organisation fixant les règles du jeu que l'Angleterre adhèrera finalement au projet d'organisation internationale du football.

Si la structuration internationale du sport est l'objet de rivalités entre États, elle met aussi en opposition les blocs continentaux comme le souligna la polarisation Europe-Amérique du sud de la F.I.F.A (Gounelle, 2010). Si le football a été créé par les Européens, l'Amérique du Sud va très rapidement vouloir s'imposer comme le continent du football (Archambault, 2014). Bien que minoritaire, mais mieux organisée que les européens, c'est en motivant la création de sous-groupes continentaux sur le modèle du CONMEBOL⁵², que l'Amérique du Sud provoquera durant l'entre-deux-guerres une décentralisation du pouvoir de la F.I.F.A alors détenu exclusivement par les Européens⁵³, en lui faisant accepter la régionalisation de la fédération. La lutte pour le football mondial entre l'Europe et l'Amérique du Sud transparait également dans l'attribution des Coupes du monde masculine de football étant donné que sur vingt éditions, dix Coupes du monde ont été attribuées à l'Europe, sept à l'Amérique du Sud, quatre à l'Asie, une à l'Afrique et une à l'Amérique du Nord.

3.2.2 L'internationalisation du sport et les situations géopolitiques mondiales

Par les enjeux sociaux, identitaires et politiques qui le composent, le sport moderne et ses compétitions internationales vont être les caisses de résonance des

⁵¹ Le poste de Président qui était alors occupé par le français Robert Guérin sera offert à l'anglais Daniel Woolfall.

⁵² La *Confederacion sudamericana de futbol*, sous-groupe continental sud-américain et sa compétition phare, la Copa America sont créés et reconnus par la F.I.F.A dès 1916. L'U.E.F.A ne sera créée qu'en 1954.

⁵³ Durant l'entre-deux guerre, les comités exécutifs de la F.I.F.A comptent un seul membre non européen.

relations internationales et de situations géopolitiques qui ont marqué les relations internationales tout au long du XX^e siècle (Boniface, 2002 ; Roche, 2010 ; Mottet, 2010 ; Champagne & Schoepfer, 2010). Comme le souligne Pascal Boniface, contrairement à un prétendu apolitisme du sport, son internationalisation est d'essence politique, car que ce soit dans le cadre d'une adhésion au sein d'une fédération ou dans le cadre de l'attribution d'une compétition à une ville ou un pays, ces choix engendrent des mises en valeur de territoires au détriment des autres.

Afin d'observer ce caractère géopolitique de l'internationalisation du sport, il s'agit d'une part d'observer les vagues et les creux d'adhésions de membres au sein des plus grandes organisations sportives comme le C.I.O ou la F.I.F.A (Boniface, 2012, Gounelle, 2010), afin de les faire coïncider à des grands tournants géopolitiques mondiaux tels que la décolonisation ou la guerre froide. D'autre part, les manifestations de cette politisation se manifestent également lors d'événements sportifs internationaux tels que les Jeux olympiques d'été (Boniface, 2012) ainsi que la Coupe du monde de Football (Mottet, 2010 ; Roche, 2010).

3.2.2.1 L'adhésion de membres dans les fédérations internationales du sport

Entre 1896 et 1900, la naissance de l'olympisme était accueillie avec un certain enthousiasme puisqu'en l'espace de quatre ans 27 nations vont rejoindre le mouvement olympique, conformément aux vertus patriotiques qu'il véhicule. La dynamique est plus lente pour la F.I.F.A, puisqu'entre en l'espace de 14 ans (1904 à 1918) 24 nations vont rejoindre la fédération internationale. Cela s'explique par l'intérêt des fédérations nationales davantage tourné vers le football de clubs, plutôt que le football de sélections nationales qui est déjà l'objet d'une épreuve amateur lors des Jeux olympiques d'été. Ce n'est qu'avec la reconnaissance du professionnalisme en 1928 et la création de la Coupe du monde de Football en 1930 par Jules Rimet que la F.I.F.A connaîtra un réel essor.

Entre 1904 et 1948, les adhésions au mouvement olympique connaissent un essoufflement étant donné que 34 nouvelles adhésions vont se faire, mais en 44 ans.

D'une part, la durée et le coût du transport international à l'époque ne favorisaient pas la participation de pays éloignés à des événements comme les Jeux de Saint Louis aux États-Unis en 1904 ou la Coupe du monde en Uruguay en 1932. D'autre part, le contexte géopolitique européen marqué par le repli nationaliste et par les guerres de 1914-1918 et de 1939-1945 ont conduit à l'annulation des Jeux de Berlin en 1916, de Helsinki 1940 et de Londres en 1944. Au nom d'un certain apolitisme, la F. I.F.A et C.I.O durent quitter Paris pour s'installer en territoire neutre à Lausanne, mais ce qui ne les empêcha pas d'autoriser l'organisation des Jeux très politiques de 1936 par le régime nazi à Berlin ainsi que la Coupe du monde de football de 1934 en Italie organisée par le régime fasciste de Mussolini (Boniface, 2002 ; Boniface 2012).

3.2.2.2 La décolonisation et la fin de la guerre froide

Avec la création de l'O.N.U en 1945, le processus de reconnaissance mutuelle entre États devient l'outil de prédilection des relations internationales sur le plan politique, mais aussi sur le plan sportif (Gillon, 2011). Pour les États, la reconnaissance sportive va de pair avec la reconnaissance politique et la précède même dans certains cas (Boniface, 2012). Dans ce cadre, la décolonisation des continents africain et asiatique va constituer un incroyable élan d'adhésion au sein des fédérations internationales du sport notamment dans le mouvement olympique et à la F.I.F.A. Le processus va être le même à la chute du bloc soviétique puisque les nouveaux États qui émergeront de cette chute adhéreront petit à petit aux fédérations sportives internationales ainsi qu'aux organisations internationales politiques. À la F.I.F.A entre 1950 et 1995 le nombre de fédérations membres passe de 69 à 191. Que ce soit pour la F.I.F.A ou pour le C.I.O ces adhésions de fédérations de tous les continents sont une aubaine, car tout en restant sous le contrôle des occidentaux, ces organisations se positionnent comme acteurs d'un universalisme sportif en reconnaissant des États membres, des continents ainsi que leurs compétitions.

3.3 La gouvernance institutionnelle du sport

En tant que phénomène mondialisé, le sport se caractérise par une gouvernance propre à lui-même, c'est à dire par un ensemble de processus et d'institutions qui participent à sa gestion politique (Lévy et Lussaut, 2012). Ainsi, la gouvernance du sport a pour objectif d'administrer juridiquement, politiquement et éthiquement le sport et ses compétitions aux différentes échelles de territoires où il se trouve, afin de garantir son autonomie et son intégrité. Ce mandat est appliqué à travers un système des fédérations et d'organisations sportives nationales, régionales et mondiales à partir desquelles est établi et appliqué un droit transnational spécifique au sport, ou *Lex Sportiva* (Latty, 2007).

Si à première vue, par sa gouvernance spécifique le sport ne semble pas être un phénomène territorialisé, l'analyse de ce processus aux échelles globales, régionales et nationales va en faire ressortir les acteurs, les enjeux ainsi que les territoires concernés par ce phénomène. En outre, en attribuant des spécificités juridiques et politiques à différents niveaux d'échelles, le phénomène sportif va développer grâce à sa gouvernance une géographie spécifique à lui-même (Augustin, 2007 ; Gillon, 2011).

Au même titre que pour un État, l'organisation politique du sport se définit par une verticalité où le niveau global définit des règles qui sont appliquées par les niveaux inférieurs. Afin de mettre en évidence cette verticalité, cette partie adoptera donc une approche multiscalaire allant de l'échelle globale, à l'échelle continentale puis nationale et intranationale. En outre, cette approche permettra d'identifier les acteurs, les territoires et les enjeux directs et indirects rattachés à la gouvernance du sport. Cependant, cette partie s'intéressera à la gouvernance strictement politique du sport, seuls ses acteurs, territoires et enjeux institutionnels seront ici mobilisés, les acteurs et enjeux économiques seront l'objet de la troisième partie de ce chapitre.

Dans un premier temps, l'analyse de l'échelle globale va permettre d'identifier et de caractériser les acteurs institutionnels directs et indirects de la gouvernance du sport mondial. En s'appuyant sur les travaux de droit du sport de Franck Latty, mais aussi ceux d'Augustin sur le sport et ceux de Pierre Gillon et de Pascal Boniface sur l'olympisme, cette partie sera l'occasion de préciser que ce niveau d'échelle de gouvernance du sport peut être territorialisé, et que cette territorialisation permet des relations, des enjeux et des stratégies particulières, que ce soit pour les organisations sportives, para-sportives ou pour les pays qui les accueillent.

Dans un second temps, il s'agira d'identifier les acteurs, les enjeux et les territoires de l'échelle régionale, ou continentale, de la gouvernance du sport. Cette étape permettra d'illustrer que, d'une part, c'est à ce niveau d'échelle que peut être observé la décentralisation des pouvoirs des organisations globales du sport. D'autre part, c'est aussi à cette échelle qu'apparaissent les particularités géographiques du sport résultant de l'organisation politique des territoires administrés par les fédérations continentales. De plus, en analysant la place qu'occupent les blocs continentaux dans le processus électoral de la gouvernance sportive, il s'agira d'illustrer l'absence d'égalité entre les continents dans le processus démocratique des organisations internationales du sport.

Dans un dernier temps cette partie s'intéressera aux échelles nationales et intra-nationales du sport puisque c'est à ces niveaux que s'ancrent les clubs ainsi que les compétitions sportives. Il s'agira de préciser que ces échelles représentent un enjeu géopolitique puisque c'est là que la gouvernance du sport rencontre ses principaux opposants : les États, dont le droit s'oppose parfois au droit transnational du sport, et les supporters, qui lorsqu'ils sortent de leurs rôles de consommateurs, que ce soit par la culture ultra ou le hooliganisme, deviennent gênants pour les acteurs décisionnels du monde sport.

3.3.1 L'échelle globale de la gouvernance du sport

L'échelle globale de la gouvernance du sport repose sur un groupe d'acteurs institutionnels composé des fédérations internationales sportives, du Comité International Olympique du, Tribunal Arbitral du Sport et de l'Agence mondiale Antidopage. Ensembles, ils forment le gouvernement mondial du sport, dont l'Europe et plus particulièrement la Suisse sont les ancrages territoriaux principaux. À cette échelle, ces acteurs entretiennent des relations internes à leurs réseaux, mais aussi externes, en tissant des relations avec des organisations internationales non sportives comme l'O.N.U, des O.N.G et des entreprises internationales.

3.3.1.1 Les acteurs institutionnels

La gouvernance globale du sport est établie par un groupe d'acteurs institutionnels composé des fédérations internationales sportives, du C.I.O et de deux organes régulateurs, le Tribunal Arbitral du Sport ainsi que l'Agence Mondiale Antidopage. Au même titre que pour le commerce ou les relations internationales, ils forment une sorte de gouvernement mondial du sport caractérisé par une autonomie juridique ne dépendant théoriquement d'aucun acteur politique (Latty, 2007). Comme mentionné dans l'introduction de ce chapitre, certaines institutions telles que la F.I.F.A, le C.I.O ou l'I.A.A.F se distinguent, car elles sont plus anciennes et comptent plus de membres que des organisations internationales non sportives comme l'O.N.U. De manière générale, ces institutions ont deux objectifs : administrer le sport ou le mouvement sportif qu'elles représentent et d'organiser leurs compétitions internationales.

Néanmoins, elles n'ont pas toute la même importance ou le même rôle dans la gouvernance mondiale du sport, il est important d'en faire une brève présentation afin de mieux comprendre leur rôle respectif.

3.3.1.1.1 Les fédérations internationales

Les fédérations sportives internationales ont été fondées par le regroupement de fondations sportives nationales pour représenter un sport à l'échelle globale. Ce sont elles qui représentent et administrent leur sport respectif pour les échelles régionales et les échelles nationales. Elles ont pour objectif de définir et de faire appliquer des règles communes par leurs membres afin de faire de leur sport un phénomène universel. Ces fédérations peuvent être distinguées en deux groupes : les fédérations sportives non olympiques et les fédérations sportives olympiques. Dans le premier cas, elles ne font pas partie du mouvement olympique et ne sont pas représentées lors des jeux. Dans le deuxième cas, ces fédérations sont reconnues par le C.I.O, appliquent sa Charte et peuvent administrer une épreuve lors des jeux.

À l'interne, ces fédérations ont le même fonctionnement qu'un État (Latty, 2007). Elles sont généralement formées d'un organe délibérant⁵⁴, qui est l'entité législative et le premier pouvoir de la fédération internationale, dans lequel ses membres, les fédérations nationales, possèdent le même nombre de voix. Elles sont aussi formées d'un organe exécutif⁵⁵ désigné par l'organe délibérant et qui élit le président, lui-même représentant législatif, diplomatique et commercial de la fédération. Cet organe a pour mandat de s'occuper de la politique sportive et générale de la fédération ainsi que de l'organisation des compétitions. Considéré comme le deuxième pouvoir des fédérations internationales, cet organe est en réalité le plus puissant des fédérations internationales (Latty, 2007). Les fédérations sont aussi composées d'organes secondaires telles que des commissions

⁵⁴ Généralement appelé « assemblée générale » ou « congrès », l'organe délibérant d'une fédération internationale se réunit de manière régulière ou extraordinaire.

⁵⁵ L'organe exécutif s'apparente au Conseil, au Comité ou au Bureau, c'est la deuxième autorité hiérarchique d'une fédération. Elle est généralement élue sur 4 ans et est composée sur une base représentative de divers continents ou au moins à assurer une certaine diversité de représentation. Elle est généralement composée d'un président. L'organe exécutif est responsable du contrôle et de la supervision des activités de la fédération internationale. Il est chargé de l'organisation des compétitions et de la gestion du calendrier sportif. Il tranche tout cas qui ne tombe pas sous l'autorité du congrès.

spécialisées et des instances juridictionnelles. Les premières ont un but consultatif tandis que les secondes ont un rôle juridique.

Qu'elles soient olympiques ou non olympiques, les fédérations internationales sportives sont regroupées au sein de SportAccord, la fédération internationale des fédérations sportives internationales dont le siège se trouve à Lausanne en Suisse. Créée en 1967, c'est la seule organisation sportive internationale multi-sports qui existe en parallèle du C.I.O. Tel que définit par l'O.N.G Peace and Sport, SportAccord est une organisation comparable à un syndicat qui a pour objectif de « fédérer, soutenir et promouvoir ses membres pour coordonner leurs objectifs et protéger leurs intérêts communs... », ce qui parfois, va à l'encontre de ceux du C.I.O.⁵⁶ . Comme le souligne l'historien Patrick Clastres⁵⁷, le C.I.O est l'émanation de comités olympiques nationaux et les fédérations internationales y sont minoritaires, Elles défendent donc leurs intérêts et leur propre vision de la gouvernance du sport par ce regroupement.

3.3.1.1.2 Le mouvement olympique

Le mouvement olympique occupe une place centrale dans la gouvernance du sport mondial, car par ses membres, ses compétitions et son mandat⁵⁸, il est le mouvement sportif le plus universel et le plus populaire au monde. À l'échelle globale, il est représenté par le C.I.O qui est, avec la F.I.F.A l'organisation la plus universelle au monde puisqu'il compte plus de membres que l'O.N.U. C'est à la fois une O.N.G et une institution diplomatique puisque depuis l'Ère Samaranch⁵⁹,

⁵⁶ Suite à un discours tenu le 20 avril 2015 à Sochi en Russie de son ancien président Marius Vizer critiquant ouvertement la gouvernance du C.I.O, SportAccord s'est vu retirer son financement olympique tandis que certains membres tels que l'I.A.A.F ou l'I.S.S.G quittèrent l'association.

⁵⁷ Observation faite par l'historien dans une interview accordée au journal Libération le 6 septembre 2013.

⁵⁸ Tel que mentionné dans la charte olympique en 2015, il a pour objectif « de contribuer à la construction d'un monde meilleur et pacifique en éduquant la jeunesse par le biais d'une pratique sportive en accord avec l'Olympisme et ses valeurs ».

⁵⁹ Président du C.I.O de 1980 à 2001, c'est sous sa présidence que le mouvement olympique a pris son tournant universel (Bonniface, 2012).

son président est reçu partout dans le monde comme un chef d'État (Boniface, 2012). Démocratiquement, il émane des C.N.O et représente donc une base territoriale nationale plus que sportive, puisque son président est élu par eux.

Fonctionnant sur la même base que les fédérations sportives, le C.I.O est considéré comme l'acteur suprême de la gouvernance mondiale du sport (Latty, 2007 ; Gillon, 2011 ; Boniface, 2012). Il est hiérarchiquement supérieur aux fédérations internationales, car il a le pouvoir de les reconnaître en tant que disciplines olympiques,⁶⁰ qui ont en contrepartie le devoir d'appliquer les principes de l'olympisme.

En 2016, le C.I.O reconnaît également officiellement 34 sports olympiques, 35 sports non olympiques ainsi que 58 organisations internationales liées directement ou indirectement au sport. Sur les 58, seulement cinq sont affiliées au C.I.O : L'Association Mondiale des Olympiens, le Comité international pour le *fair-play*, le comité international paralympique et deux organisations à portée juridique et jouant un rôle incontournable dans la gouvernance du sport (Latty, 2007), le Tribunal Arbitral du Sport⁶¹ et l'Agence Mondiale Antidopage⁶².

⁶⁰ À ce titre, la fédération internationale de Muay Thai I.F.M.A a entamé depuis 1998 une procédure de reconnaissance par le C.I.O. Si le sport est reconnu par le comité olympique asiatique et possède une épreuve aux Jeux Asiatiques, elle ne l'est pas encore par le C.I.O qui a rejeté un premier dossier en 2012.

⁶¹ Le tribunal arbitral du sport est créé en 1983 par le C.I.O à New Delhi sous l'impulsion de Juan Antonio Samaranch sur le modèle de la Cour Internationale de la Haye⁶¹. Son siège est actuellement situé à Lausanne en Suisse. Initialement lié au C.I.O⁶¹, le T.A.S est depuis 1994 un tribunal indépendant qui remplit le rôle d'instance d'arbitrage juridique du sport dans le monde. Tout sportif licencié est soumis à son autorité par affiliation de sa fédération au T.A.S. Toute compétition conclue une entente de juridiction avec le T.A.S qui désengage la juridiction de l'état dans lequel se déroule l'épreuve (Latty, 2007). Bien que de nombreuses fédérations internationales possèdent des commissions disciplinaires, le T.A.S représente pour elles le dernier degré de recours judiciaire dans le monde du sport.

⁶² Créée par le C.I.O le 10 novembre 1999 à Lausanne en Suisse sur fond de scandale suite à l'affaire Festina, l'Agence mondiale antidopage est responsable de la lutte contre le dopage dans le sport et sa compétence s'applique à toutes les fédérations sportives, mais aussi à tous les états (Gillon, 2011). Contrairement au T.A.S, l'A.M.A n'est pas un organisme autonome puisqu'il est financé et composé de manière égale par le C.I.O ainsi que par des gouvernements. Son siège est situé à Montréal au Canada.

3.3.1.2 Ancrages territoriaux des pouvoirs sportifs : l'Europe et la Suisse

La localisation des fédérations internationales sportives, du C.I.O du T.A.S et de l'A.M.A n'est pas à négliger puisqu'elle répond à des logiques historiques et des enjeux répondant à la polarisation des pouvoirs sportifs par des territoires particuliers.

D'une part, pour reprendre et mettre à jour les observations de Jean-Pierre Augustin, l'Europe affirme sa concentration des pouvoirs sportifs puisque sur 34 fédérations sportives olympiques officielles, 33 ont leur siège en Europe⁶³, ainsi que le C.I.O et le T.A.S, la W.O.A, le C.I.F.P, le C.I.P. La seule organisation affiliée au C.I.O qui ne se trouve pas en Europe est l'A.M.A qui se trouve à Montréal au Canada.

Au sein du continent européen la Suisse fait figure de territoire centrale de la gouvernance du sport puisqu'à elle seule elle regroupe 23 fédérations internationales de sports olympiques, le C.I.O, le T.A.S ainsi que 17 organisations internationales para-sportives⁶⁴. Si historiquement le choix de la Suisse comme territoire d'accueil répondait plus à un besoin de neutralité politique dans le cadre des tensions du début du XIXe siècle en Europe, l'État helvète a très vite mis en place une stratégie géopolitique passant par l'élaboration d'un droit favorisant la polarisation des sièges des fédérations et organisations internationales du sport, mais aussi d'autres domaines. La Suisse se définit à ce titre comme un « État hôte » et oriente sa stratégie géopolitique ainsi que sa diplomatie dans cette direction⁶⁵. À ce titre, les fédérations sportives internationales ont en Suisse le statut d'association à but non lucratif et comme le stipule le droit suisse, elles ne sont donc pas soumises à l'impôt fédéral et jouissent de certains privilèges. Le droit helvète accorde au

⁶³ En 2016, la seule fédération internationale qui ne se trouve pas en Europe est la fédération internationale de Badminton dont le siège se trouve à Kuala Lumpur en Malaisie.

⁶⁴ Selon la fondation Eduki, les sièges de 17 associations internationales para-sportives tels que l'Association internationale de la presse sportive ou l'institut international de recherche médico-sportives sont localisés en Suisse.

⁶⁵ Selon le département fédéral des affaires étrangères suisse.

C.I.O le statut d'organisation internationale, notamment par le « droit de siège », ce qui l'élève au même niveau juridique que l'O.N.U et que 39 autres organisations internationales en Suisse, ce qui lui assure un régime fiscal, douanier et juridique spécifique et relâché.

Comme le souligne Franck Latty, l'autonomie de la gouvernance sportive est donc relative étant donné que ses plus puissantes organisations sont localisées en Suisse et sont soumises à son droit fédéral. Bien qu'il soit arrangeant et laisse une autonomie considérable à ces organisations, il peut néanmoins être plus strict lorsque la réputation de la Suisse est en jeu⁶⁶. Ce fut le cas lors de l'affaire UBS en 2008, puis en 2015 dans le cadre d'accusation de corruption au comité exécutif de la F.I.F.A.

3.3.1.3 Des institutions mondiales du sport au cœur d'un réseau diplomatique international

Dotés d'une mission diplomatique et politique, La F.I.F.A et le C.I.O s'inscrivent au cœur d'un réseau d'organisations internationales et d'O.N.G non sportives qui reconnaissent le sport comme un outil de développement (Gillon, 2011).

La reconnaissance du C.I.O par l'O.N.U et la signature d'une alliance stratégique avec la F.I.F.A sont le fruit de plusieurs années de collaborations entre ces deux organisations du sport et des agences et organisations diverses (Sadecky, 2006, Gillon, 2011). La proximité géographique de ces organisations avec l'O.N.U ainsi que leur charte ne sont pas les seuls ingrédients nécessaires à ces relations, mais ont aussi nécessité la volonté idéologique de deux hommes, Sepp Blatter⁶⁷ pour la

⁶⁶ EN 2008 dans l'affaire de corruption concernant la banque Suisse UBS, la justice fédérale suisse arrêta Raoul Weil et fut par la suite extradé aux États-Unis.

⁶⁷ Joseph Sepp Blatter fut président de la F.I.F.A de 1998 à 2015. Préalablement, il fut directeur des programmes de développement de la F.I.F.A sous la présidence de Joao Havelange, c'est à ce poste qu'il mettra en place des compétitions telles que la coupe du monde de football féminin, des moins de 20 ans ainsi que de foot en salle. En 1981 il sera nommé secrétaire général de

F.I.F.A et Juan Antonio Samaranch⁶⁸ pour le C.I.O. Samaranch donnera au mouvement olympique toute sa puissance diplomatique (Gillon 2011, Boniface, 2012). D'une part, par de nombreuses visites auprès des chefs d'État des membres du comité, de l'autre en assurant des accords avec de nombreuses organisations⁶⁹. De plus, la trêve olympique, qui est une période de cessez-le-feu durant les Jeux olympiques dont l'origine remonte aux Jeux olympiques antiques, est adoptée en 1993 par l'O.N.U et est reconnue comme outil diplomatique de paix entre deux territoires en conflit.

À la F.I.F.A, c'est sous la présidence de Sepp Blatter que plusieurs programmes de développement par le football vont être créés, ce qui donnera à la fédération toute sa dimension éthique et sociale (Boniface, 2002). L'action humanitaire de la F.I.F.A débute en 1999 par plusieurs programmes d'aides qui donneront naissance au mouvement *Football for Hope* en 2005. Cette même année, un partenariat est signé entre l'U.N.I.C.E.F et la F.I.F.A en faveur du développement de la paix et pour la protection des enfants. La Coupe du monde 2014 a été l'occasion de donner naissance au mouvement *Football for the Planet* qui a pour objectif d'aborder les enjeux environnementaux liés aux compétitions de la F.I.F.A. Ainsi, pour reprendre les mots de Jérôme Champagne⁷⁰, bien que le mandat de Sepp Blatter se soit achevé par sa démission suite à un scandale de corruption en 2015, il aura aussi été celui

l'association, en 1990 il en sera le directeur exécutif. Il démissionnera du poste de président le 2 juin 2015, suite à des accusations de corruption.

⁶⁸ Juan Antonio Samaranch (1920-2010) fut président du C.I.O de 1980 à 2001. Il fut préalablement membre du comité exécutif des 1970, puis vice-président de 1974 à 1978.

⁶⁹ En 1985, un partenariat entre le C.I.O et l'O.M.S ouvre le bal. En 1986, un accord de collaboration est signé avec l'U.N.E.S.C.O, en 1993 un partenariat est signé avec l'U.N.I.C.E.F, en 1994 avec le H.C.R et avec le P.N.U.E. En 1996 avec le P.N.U.D et le P.A.M, en 1997 avec la F.A.O et en 2004 avec l'organisation O.N.U.S.I.D.A.

⁷⁰ Jérôme Champagne est un ancien diplomate français (1983-1998) qui fut dirigeant de la FIFA de 1999 à 2010. Il fut également conseiller de la Fédération Palestinienne de football, conseiller du Comité olympique palestinien, de la fédération de football du Kosovo ainsi que de la Fédération de Chypre du Nord de football.

du développement économique, social et juridique⁷¹ de la F.I.F.A (Champagne, 2015).

Ces relations entre les organisations et fédérations sportives et les autres organisations internationales à l'échelle mondiale ont entraîné en 2001 la création du Bureau des Nations Unies pour le Sport au Service du Développement et de la Paix (U.N.O.S.D.P) qui est la reconnaissance ultime du sport comme outil de développement de la paix dans le monde. En 2003, le sport est reconnu par le bureau des Nations-Unies comme outil pour atteindre les objectifs du millénaire⁷². À la tête de ce bureau, le conseiller spécial est désigné par le secrétaire général des Nations-Unies et les membres de ses commissions de travail sont des États, des O.N.G, et des fédérations sportives. Depuis 2001, le bureau des Nations-Unies organise et reconnaît des événements dans le monde entier en faveur du développement de la paix par le sport.

L'analyse de l'échelle de la gouvernance globale du sport a permis de mettre en lumière en grande partie les acteurs, les territoires et les principaux enjeux et stratégies qui s'y rattachent. Il convient maintenant de faire une brève analyse de l'échelle régionale de la gouvernance du sport.

3.3.2 L'échelle régionale de la gouvernance du sport

L'échelle régionale constitue un niveau institutionnel de la gouvernance du sport qui administre le sport et ses compétitions à l'échelle continentale. Si de manière générale, l'échelle globale du sport est le niveau de prédilection d'affrontement des États au travers de leurs athlètes et de leurs équipes nationales, l'échelle continentale est surtout le niveau de prédilection d'affrontement entre

⁷¹ Selon Jérôme Champagne, Sepp Blatter a fait appliquer l'International Financial Reporting Standard à la F.I.F.A qui est une norme de régulation et de transparence financière très stricte.

⁷² Les « objectifs du millénaire pour le développement » sont huit objectifs adoptés en 2000 à New York par 193 membres de l'O.N.U et 23 organisations internationales. Ces objectifs concernent des grands enjeux humanitaires tels que la réduction de la pauvreté, la lutte contre le SIDA, l'accès à l'éducation ou encore l'égalité des sexes. Le mandat général était d'atteindre ces objectifs à l'horizon 2015.

ville dans des compétitions qui sont administrées par des organisations continentales qui représentent à la fois la régionalisation et la décentralisation de la gouvernance mondiale du sport. C'est aussi à cette échelle que le droit du sport, transnational, rencontre d'autres formes de droit transnationaux comme le droit communautaire ou le droit mercantile (Latty, 2007). Cette échelle est aussi celle des particularités géographiques du sport émanant de ses différentes organisations politiques. Si le découpage traditionnel des continents propose une géographie spécifique du monde, alors le découpage continental du sport propose une géographie exclusive à ce phénomène puisqu'il possède ses propres découpages (Boniface, 2002) et organise les territoires de manière spécifique (Drut, 2011). L'échelle continentale de la gouvernance du sport est aussi synonyme de stratégie, car elle incarne à la fois la forme d'un contre-pouvoir vis-à-vis de l'échelle globale ainsi qu'un niveau d'élaboration de stratégies dans le processus démocratique sportif. En analysant le système « 1 association = 1 vote », il va être possible de démontrer que les continents n'ont pas tous le même poids dans le processus de gouvernance mondiale du sport.

3.3.2.1 Spécificités géographiques

Si le découpage des continents par le sport semble s'apparenter au découpage politique traditionnel de la carte du monde, il est quand même l'objet de spécificités qui font sa singularité géographique. Un territoire qui n'existe pas sur la carte traditionnelle des états peut non seulement apparaître sur une carte sportive, mais en plus, il peut, dans certains cas, être rattaché à un bloc continental qui n'est pas le sien (Boniface, 2002). Dans le cadre du football, le Kazakhstan⁷³ et Israël⁷⁴, qui sont des états géographiquement localisés en Asie, sont rattachés à l'U.E.F.A

⁷³ Initialement membre de l'A.F.C dès son indépendance en 1992, le Kazakhstan quitte le groupe asiatique pour s'intégrer à l'U.E.F.A en 2001 dans l'espoir de pouvoir profiter de l'influence internationale du football européen.

⁷⁴ La fédération israélienne de football fut rattachée à l'U.E.F.A en 1992. Préalablement membre de l'A.F.C, l'Israël fut même finaliste de la première coupe d'Asie de football en 1956, puis en 1960, jusqu'à remporter le trophée en 1964. Néanmoins, les boycotts incessants des pays asiatiques envers la fédération israélienne menèrent à son exclusion de l'A.F.C en 1974. Il lui faudra attendre 16 ans avant d'être intégré dans une autre fédération.

qui est le bloc européen du football mondial. Dans ce cadre, le rattachement à une organisation continentale ne correspond pas à la localisation géographique d'une sélection nationale. Dans le même ordre d'idée, alors que la Palestine n'est pas reconnue comme un État auprès de l'O.N.U., elle est tout de même reconnue à la F.I.F.A comme association membre qui reconnaît son territoire puisqu'il apparaît dans le bloc de l'A.F.C, la confédération asiatique de football. De facto, cela l'empêche de rencontrer Israël dans le cadre de la coupe asiatique, mais pas dans le cadre d'une Coupe du monde si par exemple les deux équipes se qualifiaient pour la phase finale. Ainsi, le football l'illustre bien, les continents du sport proposent une lecture géographique spécifique des territoires.

La régionalisation du sport, permet, aux institutions continentales et notamment aux ligues⁷⁵, d'administrer le sport avec une certaine autonomie, ce qui crée des distinctions d'un territoire à l'autre (Drut, 2011). Si, de manière générale, les compétitions sportives fonctionnent de la même façon dans le monde, il existe parfois des spécificités propres à chaque territoire comme le souligne l'exemple du système de ligue fermée propre à l'identité et à l'histoire sportive nord-américaine (Augustin, 2007) qui s'oppose au système de ligue à promotion relégation typique du système européen et maintenant universel. En effet, alors que dans la plupart des sports collectifs tels que le rugby, le football ou le handball, il existe dans le monde entier un système de promotion et de relégation des équipes entre les ligues en fonction de leurs résultats sportifs, l'Amérique du Nord se singularise dans la plupart de ses sports par un système de ligue fermée où les équipes sont franchisées. Conformément aux origines industrielles et libérales du sport nord-américain (Bourg et Gouguet, 2004 ; Augustin, 2007), les équipes sont des franchises privées qui paient chaque année une certaine somme pour avoir leur place dans la ligue professionnelle. Dans ce système, l'équipe qui finit dernière de la ligue à la fin de la saison reste dans cette dernière sans descendre au niveau inférieur. À l'inverse, le système de promotion-relégation, historiquement propre à l'identité sportive de

⁷⁵ Les ligues sont des organisations qui administrent des compétitions sportives professionnelles ou amateur.

l'Europe puisqu'il vient du football anglais⁷⁶, permet une perméabilité entre les ligues, et donc, entre les différents niveaux d'échelles au sein d'un continent⁷⁷. De plus, le système de promotion relégation est considéré comme plus compétitif ainsi qu'un enjeu majeur pour les clubs, puisque la fin de saison est sanctionnée par une « montée » ou une « descente », ce que le système de ligue fermée nord-américain ne propose pas (Drut, 2011).

3.3.2.2 Acteurs institutionnels et compétitions

Dans le mouvement sportif, les fédérations internationales sont découpées en sous-groupes continentaux⁷⁸ qui possèdent leurs propres compétitions⁷⁹ opposant soit des nations, soit des villes. Par exemple, depuis 1951 ont lieu tous les quatre ans les Jeux Asiatiques qui sont des jeux propres au continent asiatique et reconnus par le C.I.O. Ces jeux, comme les Jeux panaméricains ou africains symbolisent l'émergence d'un continent sur plan sportif, reconnus par le C.I.O, c'est-à-dire l'échelle globale.

Si les compétitions continentales sont le cadre d'un affrontement entre nations, elles sont aussi le cadre privilégié d'affrontements entre grandes métropoles. Dans le cadre du football par exemple, les grandes villes du continent africain s'affrontent dans la ligue des champions de la C.A.F dont l'édition de 2015

⁷⁶ En 1892, la *Football League* met en place un championnat à deux niveaux dans lequel le système de promotion relégation sera instauré en 1898.

⁷⁷ Selon le site officiel de l'U.E.F.A, la ligue des champions a généré 1,34 milliards d'euros bruts en 2014.

⁷⁸ Par exemple, Le C.I.O est divisé en cinq groupes continentaux regroupés au sein de l'Association des Comités Nationaux Olympiques (A.C.N.O). Ces cinq sous-groupes continentaux sont l'association des Comités Nationaux d'Afrique (A.C.N.O.A) ; l'Organisation Sportive Panaméricaine (O.D.E.P.A) ; le conseil olympique asiatique (O.C.A) ; le Comité Olympique Européen (C.E.O) les Comités Olympiques Nationaux d'Océanie (C.O.N.O). La F.I.F.A est divisée en 6 groupes continentaux : L'Union Européen de Football Association (U.E.F.A) ; la Confédération Asiatique de Football (A.F.C), la Confédération Africaine de Football (C.A.F) ; la confédération sud américaine de football (C.O.N.M.E.B.O.L) ; la Confédération de football d'Océanie (O.F.C) et la confédération de football d'Amérique du Nord, Centrale et des caraïbes (C.O.N.C.A.C.A.F).

⁷⁹ Dans le cadre de l'olympisme, L'O.D.E.P.A organise les jeux panaméricains depuis 1951, l'A.C.N.O.A organise les Jeux Africains depuis 1965 et le C.E.O organise les jeux européens depuis 2012.

fut remportée par le T.P Mazembe, club de la ville congolaise de Lubumbashi. En Asie, c'est le club chinois du Guangzhou Evergrande F.C qui remporta en 2015 l'A.F.C Champions League. Dans le cadre de la création de l'U.E.F.A, l'affrontement entre clubs a même précédé l'affrontement entre nations européennes⁸⁰. Pour les fédérations sportives internationales, ces compétitions régionales sont aussi l'occasion de faire la promotion de leur discipline dans le cadre d'une reconnaissance olympique par le C.I.O. C'est le cas de la boxe thaïlandaise ou *Muay Thai*, qui à cause d'un conflit lié à la gestion du sport par deux fédérations à l'échelle globale⁸¹, n'est pas reconnue comme discipline olympique par le C.I.O. Néanmoins, elle est reconnue par le C.O.A qui lui octroie une épreuve aux Jeux asiatiques depuis 2008, ce qui est une première grande étape vers la reconnaissance par le C.I.O.

À cette échelle, le droit du sport, appliqué par les fédérations continentales, rencontre d'autres formes de droits transnationaux (Latty, 2007). Dans le cadre européen, cela a donné lieu à de nombreux cas où les acteurs institutionnels du sport ont dû modifier leurs règlements et statuts pour se conformer au droit communautaire en vigueur (C.N.O.S.F, 2010). Dans le cadre des sports automobiles, c'est auprès de la C.J.C.E que la F.I.A modifia ses règlements en 1994 afin de limiter son pouvoir de régulation au domaine sportif de manière à éviter les conflits d'intérêts commerciaux avec les promoteurs dans le cadre des compétitions automobiles se déroulant dans l'Union Européenne (C.N.O.S.F, 2010 ; Laurent, 2012).

3.3.2.3 Une échelle stratégique

L'émergence de l'échelle régionale de la gouvernance du sport relève d'aspects stratégiques qu'il est important de souligner. D'une part l'émergence du

⁸⁰ La Coupe des clubs champions européens est créée en 1955 sous l'impulsion du journal français l'Équipe, tandis que le Championnat d'Europe de football opposant les nations européennes est créé en 1960

⁸¹ La W.M.F et l'I.F.M.A sont deux fédérations internationales de Muay Thai amateur.

continent en tant qu'acteur institutionnel du sport souligna une stratégie de décentralisation du pouvoir historiquement européen du sport mondial. Dans le cadre du football, c'est sous la pression de l'Amérique du Sud que la régionalisation du football mondial fut acceptée par la F.I.F.A (Gounelle, 2010). Que ce soit dans le cadre du football ou de l'olympisme, le C.I.O et la F.I.F.A ont d'ailleurs préféré reconnaître les organisations continentales et leurs compétitions plutôt que de s'y opposer, car cela leur a permis d'assurer leur reconnaissance par les continents comme organes de contrôle suprême du sport mondial (Gounelle 2010 ; Boniface 2012 ; Clastres, 2014).

L'exemple de l'émergence sportive de l'Europe est significatif sur le plan stratégique puisqu'elle semble atteindre des objectifs sportifs, mais aussi politiques. Dans le cadre du football, la création de l'U.E.F.A reposa à la fois sur la volonté de créer un groupe de pression européen au sein de la F.I.F.A face à la puissance et l'organisation de l'Amérique du Sud dans la fédération internationale, ainsi que sur l'élaboration d'une union paneuropéenne que seul le sport pouvait permettre puisque le rideau de fer séparait le continent entre l'est et l'ouest. Dans le cadre de l'olympisme, alors que les fédérations continentales africaines, asiatiques et panaméricaines ont toutes créé leurs Jeux olympiques régionaux autour des années 50 et 60, le Comité Olympique européen ne créa ses propres Jeux qu'en 2012, dans un contexte géopolitique de crise économique et de fragilité politique de l'Union Européenne ou l'émergence d'autres continents risquerait de mettre à mal l'hégémonie européenne sur l'olympisme.

À l'intérieur du processus démocratique sportif, les continents jouent aussi un rôle stratégique. En s'appuyant sur le principe « une association = un vote », les associations continentales ne représentent pas le même poids électoral dans la gouvernance sportive ce qui souligne encore une fois la capacité de contre-pouvoir que peut représenter un continent face à la gouvernance mondiale pro-européenne du sport. Ainsi selon la F.I.F.A, dans le cadre des élections de la fédération de football, l'Afrique représente 54 voix, l'Europe 53, l'Asie 46, l'Amérique du Nord, centrale et caraïbes 35 voix, l'Océanie 11 voix et l'Amérique du Sud 10 voix. Si le

processus démocratique de la gouvernance institutionnelle du sport semble donc égalitaire à l'échelle nationale, il ne l'est pas du tout à l'échelle continentale et peut alors être l'objet de stratégies pour remporter le plus grand nombre de voix dans les périodes d'élections du sport. C'est en partant de ce constat que le brésilien Joao Havelange fera la promotion de sa candidature en misant sur une stratégie « internationale » et deviendra le président de la F.I.F.A en 1974⁸² (Gounelle, 2010).

3.3.3 L'échelle nationale et intra-nationale de la gouvernance sportive

L'échelle nationale et intra-nationale occupe principalement deux rôles dans la gouvernance du sport. D'une part, elle est l'échelle de constitution des membres des organisations sportives et para-sportives internationales. Elle est aussi le niveau d'organisation des compétitions sportives, que ce soit à l'échelle d'un État ou à l'échelle de la ville, ce qui en fait aussi le niveau d'application concret du droit du sport, dont l'autonomie théorique est remise en question par les partenariats entre acteurs sportifs et les pouvoirs publics (Latty, 2007). Cette échelle est aussi celle de deux contre-pouvoirs de la gouvernance sportive, les États et les supporters.

3.3.3.1 Acteurs sportifs nationaux

L'échelle nationale est représentée de deux façons dans la gouvernance sportive. De façon directe par des fédérations, associations et ligues nationales qui forment les principaux acteurs nationaux de la gouvernance du sport. Dans le cadre de l'olympisme, c'est le C.N.O qui représente un État au Congrès du C.I.O. Son rôle est de faire appliquer les principes de l'olympisme dans le territoire qu'il administre ainsi que de désigner les athlètes nationaux qui iront aux Jeux olympiques et la ville de candidature pour les compétitions olympiques. Les plus récents C.N.O créés sont ceux du Soudan du Sud en 2015 et du Kosovo en 2014. Le C.N.O est peut-être le plus important acteur national du sport puisqu'il est

⁸² C'est en voyageant dans les autres continents, en faisant la promotion d'un football universel et en créant des liens notamment avec les nations africaines que Havelange remportera les élections de la F.I.F.A en 1974.

composé des fédérations sportives nationales, mais aussi d'acteurs publics tels que des représentants éducatifs (C.N.O.S.F, 2010). Ces deux types d'organisations (fédération ou C.N.O) sont théoriquement autonomes juridiquement, car elles sont indépendantes des gouvernements et des pouvoirs publics (Latty, 2007).

À cette échelle, les compétitions nationales sont administrées politiquement et économiquement par des ligues, qui ont traditionnellement un statut juridique désigné par le droit du territoire dont elles dépendent et qui sont placées sous l'autorité de la fédération du sport qu'elles représentent. Par exemple en France, la L.F.P est une association à but non lucratif⁸³ placée sous l'autorité de la F.F.F, la L.N.R est placée sous l'autorité de la F.F.R. En comparaison, en Amérique du Nord, les ligues des sports nord-américains sont des franchises privées.

Les États aussi apparaissent dans la gouvernance du sport puisqu'ils sont membres d'organisations para-sportives tels que l'A.M.A, l'U.N.O.S.D.P ou d'O.N.G telle que l'U.N.E.S.C.O ou *Peace and Sport*. Bien qu'ils ne soient pas au cœur du processus décisionnel sportif, ils essaient quand ils le peuvent de mettre le sport sous leur égide⁸⁴ (Clastres, 2015). La représentation des états en tant que membres des organisations liées à la gouvernance sportive confirme l'idée que le sport est mobilisé dans le cadre de stratégies diplomatiques mises en place par les gouvernements (Verschuuren, 2012 ; Mottet, 2015), ou d'un développement d'un *soft power* élargi au sport ou *Sport Power* (Verschuuren, 2013).

Pour les compétitions internationales, le pays où la ville hôte sont mandatés par le niveau global pour organiser les compétitions devant répondre aux directives de la fédération internationale. La responsabilité de l'organisation n'est pas laissée aux seuls pouvoirs publics de l'état ou de la ville hôte, mais est prise en charge par des institutions sportives bien précises mandatées par les fédérations sportives

⁸³ En France, la L.F.P est une association dite de « loi 1901 », ce qui signifie qu'elle n'a pas pour but de faire de bénéfices.

⁸⁴ Si les États ne sont pas membres du mouvement olympique mais ils ont fait leur entrée à l'A.M.A .

internationales dans lesquelles un partenariat est fait avec les pouvoirs publics. Dans le cadre de l'olympisme, c'est le Comité d'Organisation des Jeux olympiques qui est responsable de cette opération. Le C.O.J.O est constitué par le C.N.O qui a porté la candidature de la ville hôte. Son organe exécutif comprend le ou les membres du C.I.O du pays hôte, le président et le secrétaire du C.N.O et au minimum un membre de la ville hôte désignée par celle-ci. Le C.O.J.O a l'obligation de se conformer à la Charte olympique et aux instructions du C.I.O. Dans le cadre du football, la Coupe du monde de la F.I.F.A est organisée conjointement par les pouvoirs publics nationaux ainsi que par la fédération nationale de football du pays organisateur qui se réunissent au sein d'un comité d'organisation le Comité d'Organisation National (C.O.N). Sur le plan juridique, il est difficile de savoir si le droit du sport prévaut sur le droit national. Par exemple, lors de la Coupe du monde de football de la F.I.F.A qui a eu lieu au Brésil en 2014, la vente d'alcool, qui est normalement interdite dans les stades par la loi brésilienne, fut exceptionnellement autorisé car la F.I.F.A a un partenariat avec la marque de bière Budweiser qui inclut la vente d'alcool systématique lors des matchs de la Coupe du monde. Dans ce cas précis, le Brésil n'a pas tenu tête à la F.I.F.A par peur de perdre l'organisation de la Coupe du monde, confirmant du même coup que c'est le droit de la FIFA qui prime sur le droit national (Latty, 2007). À l'inverse, en 1998, la vente d'alcool dans les stades n'a pas été autorisée lors de la Coupe du monde qui a eu lieu en France, c'est bien la preuve que la F.I.F.A a gagné en puissance entre 1998 et 2014.

Le dernier acteur qui apparaît à l'échelle nationale souligne un paradoxe. Il est le moins organisé alors qu'il joue pourtant un rôle central dans l'équilibre du système sportif mondialisé, ce sont les supporters. En grande partie, ce sont des consommateurs puisque leur rôle se caractérise par l'achat, que ce soit des billets pour une compétition, des produits dérivés sportifs ou des abonnements à des chaînes de télévision, des journaux ou des sites internet liés au sport. L'équilibre du système sportif global actuel reposant sur l'économie, les supporters sont donc les acteurs centraux de cet équilibre puisque sans l'acte de consommation, le

financement des clubs, des médias des ligues et des fédérations sportives n'est plus possible. Pour les institutions officielles du sport, l'organisation des supporters en contre-pouvoir n'est stratégiquement pas encouragée puisqu'en cas d'arrêt de la consommation, c'est tout le fonctionnement du système sportif qui est menacé.

L'organisation des supporters en contre-pouvoir est rare dans le sport en général, mais lorsqu'elle prend forme, elle est très souvent l'objet de sanctions arbitraires étant donné qu'elle est une menace directe à l'équilibre économique de la gouvernance sportive. Cette organisation se manifeste en grande partie dans le football, par le mouvement « ultra », dont les origines proviennent des stades italiens (Hourcade, 2004 ; Ginhoux, 2014). Les débordements liés à leurs organisations⁸⁵ font souvent l'objet d'une répression par les institutions sportives et les pouvoirs publics pour des raisons sécuritaires. Néanmoins, le caractère arbitraire des sanctions qui leur sont imposées laisse penser que c'est l'organisation même des supporters qui semble être un problème pour les pouvoirs sportifs et politiques, puisqu'en faisant un amalgame entre le mouvement ultra et l'hooliganisme⁸⁶ (Ginhoux, 2014), c'est l'acte même d'organisation qui est empêché, comme l'illustre l'exemple du plan Leproux⁸⁷, adopté en 2010 par le P.S.G.

Le rôle de supporter consommateur découle de la couverture médiatique du sport et de son économie, deux caractéristiques du sport qui ont connu un essor

⁸⁵ En 2006, en marge d'un match de football opposant le Paris Saint Germain à l'Hapoël Tel-Aviv entrainera la mort d'un supporter parisien.

⁸⁶ Le mouvement ultra, d'origine italienne, se définit par le regroupement de supporters en associations officielles (de type 1901 en France) dans le but d'organiser des activités en lien avec le club qu'ils supportent. À l'inverse, l'hooliganisme est une forme de supporterisme d'origine britannique, plus informelle dans laquelle les supporters de clubs opposés s'affrontent dans des bagarres plus ou moins organisées (Ginhoux, 2014).

⁸⁷ Le plan Leproux, en référence à l'ancien président du club de 2009 à 2010 Robin Leproux, est une mesure visant à supprimer les abonnements annuels aux supporters des tribunes « Auteuil et Boulogne », suite à des problèmes récurrents de violences ayant été jusqu'à entrainer la mort d'un supporter.

considérable avec l'émergence de la télévision et de la libéralisation de l'économie mondiale.

3.4 Le tournant médiatique et économique global du sport

En tant que phénomène mondialisé, le sport a connu deux tournants radicaux qui ont achevé sa conquête de la planète, transformé son économie et bouleversé sa gouvernance : l'essor de la télévision ainsi que le tournant néolibéral de l'économie mondiale. Ces deux processus, transnationaux et propres au septième stade de la mondialisation (Moles & Sobry, 2002 ; Menendez Alcaron, 2010 ; Levy et Lussaut, 2012), ont joué un rôle fondamental dans la conquête médiatique et économique des territoires mondiaux par le sport (Boniface, 2010). Ces tournants ont fait du sport un spectacle dont les stades, comparables à des théâtres principalement orientés vers la production et la retransmission d'images sportives, est devenu le lieu de prédilection de mise en scène de diverses formes de puissances, autant sportives, qu'économiques, identitaires, territoriales et politiques.

Si dans un premier temps ces deux tournants, des années 70 jusqu'à l'orée des années 2000, vont permettre d'assurer l'hégémonie des grandes puissances occidentales sur le phénomène sportif, à l'image d'un monde bipolaire partagé entre un occident libéral et un Est soviétique (tandis que le reste du monde en pleine réorganisation de suite à la décolonisation), ils vont à partir des années 2000 venir fragiliser cette puissance occidentale bouleversée par l'émergence de nouvelles puissances économiques tels que des États et des villes du Moyen-Orient, d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Afrique, à l'image d'un monde désormais multipolaire (Courmont & Mottet, 2013) caractéristique du septième stade de la mondialisation⁸⁸ (Lévy et Lussaut, 2012). Face à cette dynamique, certains chercheurs ont observé l'élaboration de véritables stratégies diplomatiques et géopolitiques basées sur le

⁸⁸ Selon Jacques Lévy et Michel Lussaut (2013), la mondialisation est un processus composé de sept stades : 1) la diffusion d'homo sapiens sur l'ensemble de la planète 2) la connexion entre les différentes sociétés de la planète 3) l'inclusion forcée par la constitution d'empires d'échelle mondiale 4) la constitution d'un espace mondial des échanges 5) la mondialisation refusée 6) l'accélération, la globalisation, l'irréversibilité 7) la société-Monde comme enjeu.

sport, ou *Soft Power* sportif (Verschuuren, 2013), qui par son caractère global est considéré comme un outil de puissance au même titre qu'une ressource naturelle.

Afin d'illustrer cette dynamique géopolitique, cette partie va s'appuyer sur l'évolution technologique et économique du sport, en donnant une place centrale à la territorialisation de ces processus, des acteurs et enjeux concernés par ce tournant.

Dans un premier temps, il s'agira d'analyser le tournant technologique du sport mondial en s'appuyant sur l'essor de la télévision ainsi que sur l'émergence des droits TV dans le milieu du sport et des compétitions.

Dans un second temps, seront illustrés les impacts du tournant néolibéral de la mondialisation sur le sport par une approche multiscalaire, permettant de mettre en lumière les acteurs, les enjeux et les territoires concernés par cette dynamique.

Dans un troisième temps, il conviendra de définir quels sont les nouveaux acteurs qui vont émerger dans le monde du sport.

3.4.1 Un tournant technologique et économique : l'essor de la télévision

La télévision est une évolution technologique qui a profondément marqué le processus de mondialisation en faisant d'un événement local et particulier, un phénomène global et universel (Menendez Alcaron, 2010). Par sa popularité et sa dimension internationale, le sport a été l'un des premiers phénomènes à être bouleversé par la télévision qui lui a attribué son caractère universel (Boniface, 2002). Or, de sa naissance à son état actuel en 2016, le développement du couple sport-télévision ne s'est pas développé de la même façon d'un sport à l'autre, d'un territoire à l'autre et d'une échelle à l'autre, et ce sont ces différences qui vont encore une fois faire du sport l'objet d'enjeux et de rivalités entre certains groupes d'acteurs.

Logiquement, c'est encore une fois l'Europe, les Jeux olympiques et le football qui vont être le territoire et les sports de naissance de la télédiffusion des

compétitions sportives. Bien que des essais de retransmissions aient déjà eu lieu dans le cadre des Jeux olympiques de Berlin en 1936, c'est en Angleterre que sera télédiffusée en direct à la télévision la finale de la *F.A Challenge Cup* de football, le 30 avril 1938. Petit à petit les autres pays européens vont se mettre à adopter la technologie de télédiffusion, qui sera étroitement liée au sport⁸⁹ (Brochand 1992 ; Boniface, 2002).

Le sport et la télévision vont connaître un destin commun dans leur conquête globale de la planète grâce aux Jeux olympiques et au football. La création de l'Eurovision en 1950 va permettre la diffusion dans toute l'Europe des Jeux olympiques d'Hiver de Cortina d'Ampezzo en 1956. Ce procédé va entraîner la création de la Mondovision⁹⁰, prouesse technique qui va permettre de diffuser simultanément dans le monde entier les Jeux olympiques d'Été de Tokyo 1964. Grâce à la télévision et aux satellites, le sport franchit enfin toutes les frontières et va devenir un phénomène mondial par la production et la retransmission d'images qu'il produit ainsi que par l'audience qu'il mobilise⁹¹. Si à l'échelle mondiale et continentale, la volonté et le défi de diffusion des Jeux olympiques et de la Coupe du monde de football donna lieu à une entente cordiale entre les acteurs sportifs et les acteurs de la télévision, l'échelle nationale va être l'objet de tensions entre les fédérations nationales sportives et les États (Brochand, 1992). En France par exemple, la question de la diffusion du football donnera lieu à de nombreux conflits entre la F.F.F et la R.T.F, organisation d'État⁹². La fédération interdira à plusieurs

⁸⁹ Par exemple en France, l'apparition du premier journal télévisé en 1949 débutera le jour du départ du Tour de France, la plus prestigieuse compétition de cyclisme au monde, et s'achèvera à la fin de cette compétition le 24 juillet (Brochand, 1992). En général, c'est la retransmission de grandes compétitions sportives qui va être le moteur principal de vente de téléviseurs et de récepteurs (Brochand, 1992; Boniface, 2002)

⁹⁰ La Mondovision est un procédé qui permet de diffuser dans le monde entier un même événement grâce à la synchronisation d'un réseau de satellites permettant de couvrir tous les continents.

⁹¹ Selon Eurodata TV, la cérémonie d'ouverture des jeux olympiques de Londres 2012 a été suivie par plus d'un milliard de téléspectateurs.

⁹² La Radiodiffusion-Télévision Française était un organisme public contrôlé par le ministère de l'information qui était responsable de la télédiffusion en France de 1949 à 1964. L'organisme sera remplacé par l'Organisation de Radio-télédiffusion Française (O.R.T.F) de 1964 à 1974, qui aura le statut

reprises la retransmission de ses matchs et l'accès des stades aux reporters de la chaîne tandis que la R.T.F camouflera la retransmission en direct de matchs dans la grille de programmes par des émissions fictives (Brochand, 1992). À l'inverse aux États-Unis, la retransmission des compétitions est dans un premier temps un marché déréglementé ou dans un même sport les clubs sont en concurrence en ce qui concerne la négociation des droits TV avec les chaînes privées. C'est l'État qui va apporter un équilibre dans ce marché par l'adoption du *Sport Broadcasting Act* en 1961⁹³ (Lupien, 2013) régulant les relations entre clubs et entre chaînes télévisées, par la création de ligues professionnelles.

3.4.2 Émergence des droits T.V

Bien que la relation sport-médias-publicité existait bien avant la télévision⁹⁴, et l'histoire du cyclisme le prouvent⁹⁵ (Nys, 2000), c'est la privatisation des chaînes de télévision qui va être à l'origine du développement d'un marché économique spécifique à la télédiffusion du sport (Nys, 2000 ; Lupien, 2013). Par l'audience que génère le sport, la télévision va attirer des annonceurs publicitaires, ce qui fera augmenter les droits de diffusion imposés par les clubs et les ligues sportives et qui vont devenir la principale source de revenus dans le sport.

À l'échelle globale, bien que les fédérations sportives internationales soient des associations plus que des entreprises, et à but non lucratif pour celles dont le siège se situe en Suisse, elles vont imposer un système de droits TV aux chaînes de télévision qui va rapidement en faire leurs principales sources de financement. Pour le mouvement olympique, c'est sous le mandat et l'impulsion de Juan Antonio Samaranch que cette dynamique commerciale va prendre forme (Boniface, 2012),

⁹³ Cette décision de la cour de justice américaine autorisera les clubs à se regrouper en ligues pour traiter avec les chaînes, ce qui va renverser le rapport de force avec les chaînes, assurer ainsi une redistribution égalitaire des droits entre les clubs tout en renforçant la place des grands réseaux de télédiffusion du sport (Lupien, 2013).

⁹⁴ La presse dans un premier temps puis la radio dans un second temps ont utilisé du sport pour attirer une audience et des annonceurs publicitaires.

⁹⁵ C'est la concurrence entre les journaux qui les poussa à créer les grandes courses du cyclisme français notamment le Tour de France, lancé en 1903 par le journal l'Auto.

en faisant modifier la Charte Olympique, et en permettant donc au C.I.O de gérer les droits commerciaux du mouvement olympique. De son côté, c'est sous l'impulsion de Joao Havelange⁹⁶ que la F.I.F.A confiera la gestion de ses droits commerciaux et télévisuels en 1982 à *International Sport & Leisure* (I.S.L), une société commerciale suisse, mais sa faillite en 2001 poussera Sepp Blatter à suivre le modèle olympique en donnant à la F.I.F.A l'exclusivité de la gestion de ses droits TV (Gounelle, 2010).

Selon le continent, la diffusion du sport était à l'origine gérée par des chaînes et organisations soit publiques, soit privées. En Europe, la diffusion des Jeux olympiques a été gérée de 1960 à 2012 par l'Union européenne de Radio-Télévision (U.E.R), une organisation regroupant 73 chaînes publiques, mais en 2012 ces droits ont été vendus à des groupes privés, d'abord à Sportfive pour les Jeux de Sotchi et de Rio, puis au groupe Discovery Communication pour les quatre olympiades qui auront lieu entre 2018 et 2024⁹⁷. En Amérique du Nord, la diffusion des jeux est traitée de manière bilatérale par le Canada et les États-Unis directement avec le C.I.O, ainsi c'est entre les groupes A.B.C⁹⁸, N.B.C⁹⁹ et C.B.S¹⁰⁰ que la diffusion des Jeux va être départagée aux États Unis (Nys, 2000). Au Canada, si c'est le groupe public d'État Radio-Canada qui aura l'exclusivité de la diffusion des Jeux olympiques sur le territoire canadien, la concurrence de chaînes bouleversera cette hégémonie à partir des années 1980 comme le souligne la diffusion des Jeux de 1980 au Québec par la chaîne privée T.V.A¹⁰¹ (Lupien, 2013).

⁹⁶ Jean-Marie Faustin Goedfroid de Havelange, ou « Joao » Havelange, fut président de la F.I.F.A de 1974 à 1998. Il fut également membre du C.I.O de 1963 à 2011. Le 20 avril 2013 il démissionnera de son poste de président d'honneur de la F.I.F.A suite à une affaire de corruption concernant la société I.S.L.

⁹⁷ Selon le journal *Le Temps*, le contrat entre le C.I.O et le groupe Discovery communications atteint la somme faramineuse de 1,3 milliard d'euros.

⁹⁸ American Broadcasting Company.

⁹⁹ National Broadcasting Company.

¹⁰⁰ Columbia Broadcasting System.

¹⁰¹ Anciennement Télé Métropole, T.V.A, pour Téléviseurs Associés, est une chaîne privée québécoise appartenant au groupe Quebecor.

À l'échelle continentale, ce sont les ligues qui mettent en vente, souvent par l'intermédiaire de sociétés commerciales, les droits de diffusion des sélections nationales ou des clubs. Dans le football européen, c'est l'entreprise CAA Eleven qui met en vente les droits des compétitions des sélections nationales, alors que pour les clubs, ce sont les ligues qui s'occupent directement de la vente et de la redistribution de ces droits.

À l'échelle nationale et intra-nationale, c'est encore une fois la privatisation, ou « cartellisation » de la télévision (Nys, 2000 ; Lupien, 2013), qui va provoquer l'émergence d'un marché des droits de télévisions. Pour de nombreux sports, c'est en se basant sur le modèle américain que les ligues nationales vont négocier les droits TV avec les chaînes qui redistribuent les gains entre les différents clubs ou athlètes membres de la compétition.

Petit à petit les sommes perçues par les clubs et les athlètes par le droit à l'image, associées au marketing et à la publicité vont devenir leurs principales sources de financement, nécessaire à un investissement financier qui devient de plus en plus lié à la compétitivité sportive. Si historiquement le financement des clubs et des ligues était assuré par le public, l'émergence des droits TV et du marketing va faire du financement commercial la principale source de revenus de ces acteurs. Dynamique qui va être accentuée par le tournant néolibéral de la mondialisation (Bourg et Gouguet, 2002 ; Drut 2011).

3.4.3 Le tournant néolibéral du sport : échelles, acteurs et enjeux

L'émergence des droits TV dans le sport, provoquée par la privatisation des chaînes de télévision, n'est pas un phénomène exclusif aux médias, mais à la société en générale puisqu'il correspond au tournant néolibéral et progressif de l'économie mondiale, propre au septième stade de la mondialisation (Lévy et Lussaut, 2012). Se caractérisant principalement par une liberté de circulation des marchandises et des capitaux, une flexibilité du marché du travail, un État peu présent dans les affaires économiques, ainsi que par une hégémonie du secteur privé (Gill, 2004), la révolution libérale, principalement menée par Donald Reagan et Margaret

Thatcher, va entraîner dans le monde une déréglementation spatiale, économique politique, et sociale à toutes les échelles du sport professionnel.

En analysant les effets de la néolibéralisation sur les acteurs du sport qui ont été identifiés tout au long de ce chapitre aux échelles globales, continentales et nationales, cette partie va pouvoir mettre en avant l'émergence de nouveaux acteurs économiques dans le sport mondialisé. Cette émergence va à la fois fragiliser l'hégémonie sportive occidentale en faisant du sport un outil de puissance permettant d'atteindre des objectifs diplomatiques et géopolitiques (Verschuuren, 2013) pour des pôles d'émergences tels que des villes ou des États, reflétant le tournant multipolaire des relations internationales dans la mondialisation contemporaine (Mottet, 2013).

3.4.3.1 Échelle globale

À l'échelle globale, le tournant néolibéral de la mondialisation est l'objet d'un développement économique considérable des organisations et fédérations internationales. Les organisations les plus puissantes tels que le C.I.O ou la F.I.F.A, considérées par le droit suisse comme des organisations à but non lucratif, vont pourtant se transformer en véritables multinationales du sport puisque la commercialisation de leurs compétitions va leur permettre d'engendrer un chiffre d'affaires plus fort que le P.I.B de certains pays. En 2014, la F.I.F.A et le C.I.O annoncent sur la période 2011-2014 un chiffre d'affaires respectif de 5, 7 milliards de dollars¹⁰² et 5,5 milliards. À titre comparatif, en 2014, le P.I.B du Burundi est de 3 milliards de dollars¹⁰³. Leur chiffre d'affaires est principalement composé de la vente des droits T.V de leurs compétitions, du marketing, et de la vente de billets et

¹⁰² Parmi lesquels 43% viennent des droits TV, 29% viennent du marketing et 28% d'autres produits tels que la billetterie.

¹⁰³ Selon la Banque Mondiale.

du partenariat avec des entreprises comme Budweiser pour la F.I.F.A ou les entreprises du programme T.O.P¹⁰⁴ pour le C.I.O.

Dans certain cas, ce tournant néolibéral va être à l'origine de rivalités entre fédérations pour le contrôle d'un même sport où généralement, la gouvernance traditionnelle d'une fédération va être bousculée par une autre défendant une vision plus compétitive du sport, que ce soit sur le plan sportif et économique. Dans le cadre du tennis, la reconnaissance du professionnalisme va entraîner l'émergence de l'A.T.P/W.T.A¹⁰⁵, un syndicat de joueurs et de joueuses professionnels qui va se dresser contre la vision du tennis défendue par l'I.T.F, la fédération internationale historique du tennis (Cazuc, 2001). En établissant un classement électronique mondial des joueurs et des joueuses¹⁰⁶ et grâce à l'émergence des droits de télédiffusion et du sponsoring, l'A.T.P/W.T.A va faire augmenter le nombre de tournois de tennis en créant ses propres compétitions, en englobant les tournois traditionnels de l'I.T.F dans le cadre de l'A.T.P World Tour¹⁰⁷ et en offrant aux gagnants des sommes d'argent exceptionnelles. Comme le soulignent les mots prononcés en 2006 par Francesco Ricci Bitti¹⁰⁸ à l'encontre des responsables de l'A.T.P/W.T.A¹⁰⁹, la gouvernance mondiale du tennis mondiale est l'objet de rivalités où s'opposent deux fédérations aux idéologies bien différentes.

Dans le cadre de la Formule 1, deux organisations se partagent également la gouvernance de la plus prestigieuse compétition automobile. Comme pour le tennis, ce partage des pouvoirs a été l'objet d'un conflit entre deux organisations représentant chacune un pays et une idéologie (Laurent, 2012). D'une part la F.I.A,

¹⁰⁴ Créée en 1985 sous l'impulsion de Samaranch, les entreprises du programme T.O.P en 2016 sont Coca-Cola, Atos, Bridgestone, Dow, General Electrics, Mc Donald, Omega, Panasonic, Samsung, Toyota, Visa et Protect and Gamble.

¹⁰⁵ Association of Tennis Professionals / Women's Tennis Association.

¹⁰⁶ Depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, ce classement est mis à jour tous les lundis.

¹⁰⁷ En 2015, l'A.T.P World Tour est constitué de 66 tournois. 62 sont organisés par l'A.T.P : les masters 1000, les ATP 500, les A.T.P 250, et les A.T.P World Tour Finals. La compétition inclut aussi les 4 tournois du Grand Chelem, la Coupe Davis et la Hopman Cup, qui sont administrés par l'I.T.F.

¹⁰⁸ Francesco Ricci Bitti fut président de l'I.T.F de 1999 à 2015.

¹⁰⁹ « Mesdames et messieurs, vous êtes en train de tuer notre sport ».

d'origine française, est l'instance qui établit et fait appliquer les règlements de tous les sports automobiles dans le monde. Au même titre que l'I.F.A Board pour le football, la F.I.A représente la gouvernance sportive de la Formule 1 depuis la modification de ses statuts en 1994¹¹⁰. De son côté la F.O.M¹¹¹, créé en Angleterre en 1970 et dirigée depuis sa naissance par Bernie Ecclestone, est responsable de la promotion et de l'exploitation des droits commerciaux de la Formule 1. C'est elle qui vend le plateau de Formule 1 aux villes qui veulent apparaître au calendrier du championnat de Formule 1. Ce plateau comprend la présence de tout le dispositif médiatique ainsi que la présence des écuries et des pilotes les plus prestigieux du monde. Le partage des pouvoirs entre la F.I.A et la F.O.M a été conflictuel entre 1979 et 1982, les deux organisations se sont confrontées pour le contrôle de la Formule 1 et des bénéfices qu'elle engendre. Le conflit s'essoufflera lorsque Bernie Ecclestone deviendra vice-président de la F.I.A et imposera son hégémonie sur la Formule 1 dans le monde.

3.4.3.2 Échelle continentale

La néo libéralisation du sport professionnel est un phénomène qui prend racine dans l'Europe du football puisqu'il va être provoqué par un lever de frontières généralisé entre les États membres en ce qui concerne les transferts de joueurs entre les clubs, imposé par une loi adoptée en 1995 par la cour de Justice des Communautés Européennes (C.J.C.E) : l'arrêt Bosman. Initialement, le nombre de joueurs « non-nationaux » par club était limité à 3 selon la F.I.F.A, mais en 1995¹¹², la C.J.C.E juge cette règle contraire au droit communautaire européen sur la libre circulation des travailleurs au sein de l'espace européen (Gasparini et Heidmann, 2012). Avec l'application de l'arrêt, n'importe quel club européen peut acheter n'importe quel joueur de n'importe quelle nationalité, ce qui a eu pour conséquence une augmentation ainsi qu'une dérèglementation générale des transferts sportifs à l'échelle de l'Europe et du monde, une polarisation des flux de

¹¹⁰ Selon la Brochure d'information du C.N.O français, 2006.

¹¹¹ Formula One Management.

¹¹² Suite à l'affaire opposant le joueur Jean-Marc Bosman à son club le F.C Liège.

joueurs et de spectateurs vers les ligues et les clubs européens et donc une augmentation de la compétitivité sportive et économique entre les clubs, nécessitant des apports financiers supplémentaires pour pouvoir acheter les meilleurs joueurs.

Cette confrontation entre le sport et l'Union européenne n'aurait juridiquement pas dû avoir lieu puisqu'il transgresse le principe de subsidiarité communautaire¹¹³, l'autonomie juridique non politique du sport, ainsi que sa souveraineté sur ses règles sportives (Manzella, 2002). En outre, cette nouvelle règle sur les transferts en Europe va être l'objet de relations conflictuelles entre les clubs, les institutions sportives européennes et les organisations politiques européennes en matière de migrations et de travail des footballeurs mineurs (Gasparini et Heidmann, 2012). De plus, cette loi va engendrer *de facto* un réseau entre les continents dans lequel les ligues européennes vont polariser les flux de joueurs en provenance d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, d'Afrique et en moindre mesure d'Asie, territoires périphériques faisant office de « réservoirs » de joueurs (Poli, 2007). Dans ce cas, on parle même de fuites des muscles, ou *muscle Drain* (Soppelsa, 2010) pour faire référence au *brain drain*, mais dans le domaine du sport.

3.4.3.3 Échelle nationale et intra-nationale

Face à un milieu sportif devenu plus compétitif sur le plan sportif et économique, ce sont principalement les clubs qui vont avoir comme seul choix de s'adapter afin de faire face aux enjeux financiers du sport mondialisé. En grande partie, cette évolution va concerner l'évolution de leurs formes juridiques ainsi que leurs stratégies de financement (Thiriez, 2002 ; Drut, 2011 ; Bronkhorst, 2012). En l'espace d'une trentaine d'années, la grande majorité des clubs de football en Europe vont passer du statut public à but non lucratif au statut d'organisme privé à caractère commercial. En 2010, 42 % des clubs européens sont des associations, 38 % sont des sociétés à actions, 12 % des sociétés par actions à but sportif, 4 %

¹¹³ Règle qui stipule que l'Union ne légifère que dans les domaines où l'autonomie nationale est inopérante.

sont des sociétés cotées en bourses et 2 % sont des sociétés publiques (Drut, 2011). Ce changement de statut va de pair avec l'évolution du modèle de financement des clubs qui en l'espace 40 ans est passé d'un modèle de revenus public et local à un modèle privé et global¹¹⁴ (Bronkhorst, 2011). En plus des droits TV et du sponsoring, ils ont diversifié leurs sources de financement en élaborant des stratégies diverses telles que l'entrée en bourse¹¹⁵ (Aglietta, 2008), le rachat du stade municipal¹¹⁶, ainsi que le recours à divers types d'investissements (Thiriez, 2002 ; Drut 2011 ; Drut, 2014). Parmi ces investisseurs on retrouve différents types d'acteurs tels que des hommes d'affaires, comme Jean Michel Aulas qui est le propriétaire de l'Olympique Lyonnais, mais aussi des milliardaires tels que Vichai Srivaddhanaprabha¹¹⁷, Thaïlandais et propriétaire du Leicester F.C depuis 2010 ou Dmitry Rybolovlev¹¹⁸, russe et propriétaire de l'A. S Monaco depuis 2011. Parmi ces investisseurs, on retrouve aussi des États puisqu'en 2016 c'est via des fonds d'investissement d'État que le Qatar est propriétaire du P.S.G et du Malaga F.C, que le Bahreïn est propriétaire de l'équipe du Leeds United F.C ou les Émirats Arabes Unis, propriétaires du Manchester City F. C. Ces pays n'investissent pas qu'en Europe et dans le football puisque par exemple, la Chine est l'actuel propriétaire de l'équipe de hockey sur glace des New York Islanders, le Pakistan est propriétaire de l'équipe de football américain des Jacksonville Jaguars, le Japon des San Francisco Giants et l'Inde des Sacramento Kings. En Europe, l'énorme manne financière apportée aux clubs entraînera un processus de régulation de la

¹¹⁴ En 1970, les revenus des clubs étaient principalement locaux et étaient constitués de la billetterie, des subventions publiques locales et du sponsoring des entreprises régionales. En comparaison, les revenus actuels sont générés par les droits TV, du sponsoring, de la billetterie ainsi que d'autres secteurs divers. (Bronkhorst, 2012).

¹¹⁵ Selon boursorama.fr, la stratégie boursière des clubs n'est pas idéale puisqu'entre 2003 et 2015, les nombres de clubs de football en bourse sont passés de 37 à 22.

¹¹⁶ En France, la plupart des stades dans lesquels jouent les clubs appartiennent à la ville, ce qui est considéré comme un frein au développement économique des clubs.

¹¹⁷ 612^e fortune mondiale en 2016 selon Forbes.

¹¹⁸ 148^e fortune mondiale en 2016 selon Forbes.

part de la l'U.E.F.A par l'établissement d'une règle de fair-play financier¹¹⁹, applicable à l'ensemble des clubs de football professionnels.

3.4.4 L'émergence de nouvelles puissances dans le sport

La mondialisation contemporaine et les relations internationales tendent de plus en plus vers une multipolarité qui peut se définir par l'émergence de nouveaux pôles de puissances dans le monde qui viennent s'ajouter aux puissances traditionnelles occidentales (Mottet, 2015). L'investissement de milliardaires étrangers dans le football européen n'est en fait que le symbole le plus visible d'un phénomène plus global d'émergence de ces nouveaux pôles de puissances économiques mondiaux dans le sport. Les stratégies d'émergence de ces nouvelles puissances sont multiples puisqu'elles passent par les commandites, l'investissement, l'organisation d'événements sportifs internationaux ainsi que par leur rôle dans les fédérations sportives. Une étude effectuée en 2014 par Repucom, une agence spécialisée en conseil et stratégie dans le sport identifie le Moyen-Orient¹²⁰ et l'Asie comme les régions les plus impliquées dans l'investissement sportif dans le monde puisqu'ils représentent 72,2 % de l'investissement global dans le sport.

Les compétitions internationales étant de plus en plus coûteuses¹²¹, l'émergence de nouvelles puissances en mesure d'assumer le prix des grandes compétitions internationales vient concurrencer l'hégémonie des États occidentaux dans le processus de candidature. Dans le tennis, en 2016 l'A.T.P world tour va attribuer 35 tournois à l'Europe, 14 à l'Amérique du Nord, mais aussi 8 tournois à l'Asie 4 à l'Australasie, 4 à l'Amérique du Sud et 1 à l'Afrique, alors que la totalité des tournois de l'I.T.F se sont toujours déroulés au sein des grandes puissances

¹¹⁹ Adopté par l'U.E.F.A en 2010, le fair-play financier oblige les clubs à ne pas dépenser plus d'argent qu'ils n'en gagnent sous réserve de sanctions allant de l'interdiction d'achat ou de vente de joueurs jusqu'à l'exclusion d'une compétition

¹²⁰ En Europe, sept clubs sont détenus par des puissances du Moyen-Orient en 2014.

¹²¹ Selon la F.I.F.A, la Coupe du Monde au Brésil 2014 a coûté 2,22 milliards de dollars, sans compter les coûts annexes tels que ceux des infrastructures, des sécurités...

occidentales. Pour la Formule 1, en 2016, l'Asie va accueillir 7 grands prix, l'Europe 9, l'Amérique du Sud 2 et l'Amérique du Nord 2 et 1 pour l'Australie. En comparaison, l'Asie ne comptait que le Grand prix du Japon en 1990. Pour le football, l'attribution de la Coupe du monde de football 2018 à la Russie et 2022 au Qatar illustre également cette multipolarisation qui se réalise par le sport.

3.4.5 La domination européenne de la mondialisation du sport

Dans le cadre de la constitution de fédérations internationales du sport, l'Europe va s'imposer comme le continent dominant de ce processus que ce soit en étant le principal territoire d'accueil des fédérations sportives (olympiques et non olympiques) et des compétitions sportives internationales ainsi que par la nationalité des individus occupant les postes de présidence de ces organisations (Augustin, 2007).

En 2016, sur les 32 attributions¹²² des Jeux olympiques d'été par le C.I.O, 17 ont été attribués à des pays européens soit plus de la moitié. 5 ont été attribués à l'Amérique du Nord, 2 à l'Asie et 2 à l'Amérique du Sud. L'Afrique n'a jamais été sélectionnée pour l'organisation des Jeux olympiques d'été. En ce qui concerne les Jeux olympiques d'hiver, sur 26 attributions, 14 ont été attribués à l'Europe, 6 à l'Amérique du Nord et 6 à l'Asie. De plus, la présidence du Comité Olympique a été exclusivement occupée par des Occidentaux depuis sa création. Sur les 9 présidents du comité, 8 ont été des européens et un seul était américain.

En ce qui concerne les fédérations internationales olympiques, Augustin (2007) souligne qu'en 1990 sur 29 fédérations, 27 ont leur siège situé en Europe¹²³ et sans compter le C.I.O, la Suisse en accueille 9 à elle seule et la Grande-Bretagne 6. Pour ce qui est des fédérations internationales non olympiques, la domination européenne se fait moins sentir puisque Augustin souligne que sur 45

¹²² Les 5^{ème}, 12^{ème} et 13^{ème} attributions n'ont pas eu lieu à cause des guerres mondiales, mais elles peuvent être comptabilisées dans le processus d'attribution.

¹²³ La fédération de natation se situe au Canada et la fédération de Judo se situe au Japon.

fédérations, 15 sports n'y ont pas leurs sièges¹²⁴. De manière générale Augustin conclut son analyse en précisant que souvent le président d'une fédération est de la nationalité du pays dans lequel siège la fédération.

3.5 Conclusion

L'objectif scientifique de ce chapitre était de proposer une approche géographique et géopolitique de la mondialisation du sport afin de faire apparaître dans l'espace et dans le temps, les territoires, les acteurs et les enjeux qui s'y rattachent. Comme le montre la figure ci-dessous, c'est en proposant une analyse structurée autour de trois grands processus liés à la mondialisation du sport (son internationalisation, l'émergence d'une gouvernance spécifique et le tournant néolibéral de son économie), qu'il a été possible d'atteindre cet objectif. Par ailleurs, c'est en donnant une place centrale au concept de territoire, que, tout au long de l'analyse, il a été possible de faire apparaître à la fois la dimension territoriale d'un phénomène qui ne l'est pas de prime abord et donc, les enjeux profonds et les rivalités qui s'y rattachent.

En outre, tout au long du chapitre, il a été souligné que le sport fait l'objet d'une lecture géographique exclusive du monde. En effet, puisqu'il s'est diffusé dans l'espace monde, qu'il crée, gouverne et hiérarchise des territoires à toutes les échelles et qu'il est le cadre d'émergence de nouveaux pôles dans un système mondialisé, il produit une géographie propre à lui-même comportant des enjeux spécifiques.

La lecture géopolitique du phénomène sportif semble indispensable dans un climat où la gouvernance du sport connaît de nombreux bouleversements, que ce soit par l'émergence de nouvelles puissances, ainsi que par l'évolution et, parfois, la déstabilisation de ses acteurs traditionnels par des affaires de corruption. Par exemple, l'arrestation en Suisse de huit dirigeants de la F.I.F.A, en 2015, dans le cadre d'une enquête menée par la justice américaine basée sur des soupçons de

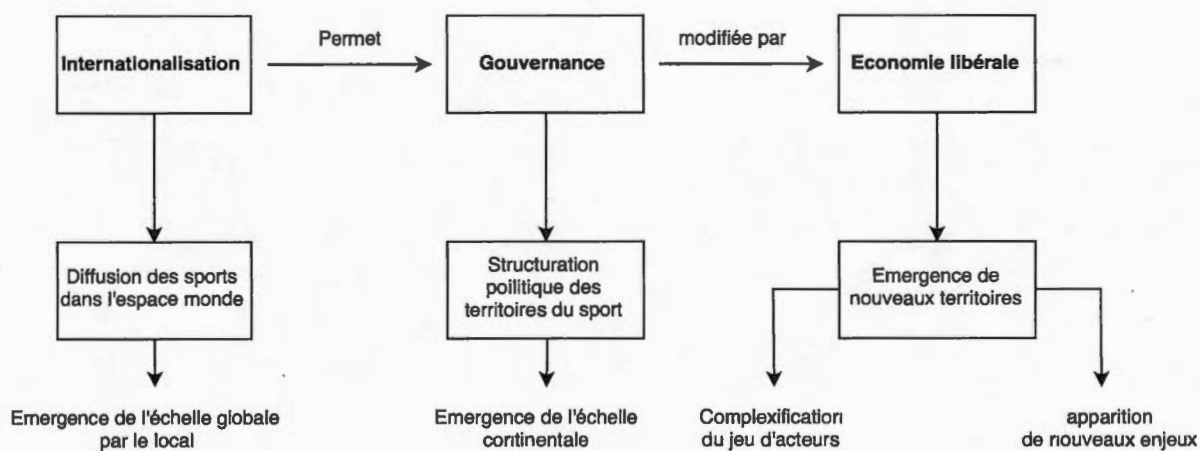
¹²⁴ 7 sièges se trouvent aux États-Unis, 2 au Japon

corruption dans l'une des fédérations sportives les plus puissantes au monde, semble apparaître à la fois comme une tentative de déstabilisation de cette organisation par les États-Unis, que comme une tentative d'arbitrage mondial du sport de leur part. La F.I.F.A est en effet l'une des rares organisations où les États-Unis, puissance de second plan en matière de football, peinent à imposer leur hégémonie, alors que la politique de l'organisation semble favoriser d'avantage l'émergence de nouvelles puissances émergentes comme l'Afrique du Sud, le Brésil, le Qatar ou la Russie. Au-delà du football, le sport est peut-être l'un des rares domaines où les États-Unis peinent à s'imposer puisque leurs sports emblématiques et leur système de ligue s'exportent mal et que par ailleurs, la pratique du football en Amérique du Nord refuse de se plier au même fonctionnement que dans le reste du monde. Ainsi en s'attaquant à l'organisation sportive la plus globale au monde, les États-Unis imposent leur puissance en faisant la démonstration de la portée transnationale de leur droit (Latty, 2007).

Le sport est avant toute chose une culture constituée de principes et de valeurs partagés par un ensemble d'individus (Augustin, 1999). Pour s'affirmer au monde, cette culture s'est organisée en un système d'acteurs, de règles, d'échelles de territoires et de relations qui lui ont conféré un pouvoir lui permettant de se développer de manière autonome, sans théoriquement tomber sous la tutelle d'une puissance particulière. Très vite, ce pouvoir a dépassé le simple cadre du sport puisqu'il va être mobilisé à des fins politiques et cela principalement par des États. Dans ce sens, le sport va être par exemple un outil de dialogue qui va prendre forme en étant utilisé comme un outil diplomatique permettant la reprise de relations entre deux états ou tout du moins entre deux acteurs qui ne dialoguaient plus. C'est ce qu'illustre le célèbre exemple de la diplomatie du ping-pong puisque c'est par l'entremise de plusieurs rencontres entre une équipe américaine et une équipe chinoise que le dialogue sino-américain fut repris progressivement à partir de 1972. Conscients de la dimension stratégique que possède le sport, les États l'ont souvent utilisé pour atteindre des objectifs géopolitiques, que ce soit dans le cadre d'un boycott visant à isoler un territoire, comme ce fut le cas pour l'Afrique du Sud et

son régime d'Apartheid¹²⁵, ou dans le cadre de la mise en valeur d'un territoire, comme ce fut le cas pour la Chine dont l'attribution des jeux de Pékin en 2008 marqua l'émergence symbolique de sa puissance dans la mondialisation contemporaine. Dans ce sens le sport devient une forme de puissance permettant à des États d'atteindre des objectifs géopolitiques puisqu'il leur donne l'occasion de profiter de sa forte médiatisation et de ses valeurs universelles pour développer leur influence et de se positionner dans les relations internationales. Il est donc un outil de *soft power*, ce que Pim Verschuuren nommera même en 2013 *Sport Power*.

figure 2.1 les grandes étapes de la mondialisation du sport



Réalisation : Maxime Desirat, 2016.

¹²⁵ Qui fut exclue du C.I.O et de la F.I.F.A jusqu'en 1992.

CHAPITRE IV

LE SOFT POWER SPORTIF MONEGASQUE

Ce chapitre va être l'occasion de présenter les résultats de l'analyse portant sur l'étude du cas monégasque afin de répondre aux questions, hypothèses et objectifs secondaires de recherche présentés dans le chapitre deux. Associé au chapitre trois sur la mondialisation du sport, ce chapitre permet d'apporter un second élément de réponse à la problématique centrale de recherche de ce mémoire.

4.1 Introduction

En tant que micro-État, la Principauté de Monaco a dans son histoire toujours dû faire face à un déficit de puissance lié à la petite taille de son territoire. Pour s'affranchir de cette faiblesse, différentes stratégies furent déployées par les souverains monégasques afin d'assurer le développement et l'indépendance de la Principauté ainsi que d'en faire la promotion dans le monde. Or, si ces stratégies ont permis de remédier à certaines de ses faiblesses, elles en créèrent d'autres qui eurent pour effet de ternir l'image de la Principauté dans le système international. Que ce soit par un fort lien de dépendance avec la France ou par son statut de paradis fiscal, la Principauté de Monaco a longtemps souffert de l'image d'un État faible et non coopératif, limitant donc son influence dans le monde.

Face à ce déficit d'image, le prince et souverain Albert II de Monaco élabore depuis le début de son règne une stratégie de *soft power* s'appuyant sur l'image positive, les valeurs universelles et la forte médiatisation du sport afin de permettre un développement multidimensionnel de la puissance monégasque. Par l'élaboration de cette stratégie, Albert II perpétue la traditionnelle volonté des souverains monégasques l'ayant précédé qui est d'assurer l'indépendance de la Principauté de Monaco tout en favorisant son ancrage et son rayonnement sur l'échiquier mondial.

L'objectif de ce chapitre va être de proposer une analyse globale du *soft power* sportif monégasque déployé par Albert II avant et depuis son règne. Pour y parvenir, cette analyse va principalement s'appuyer sur la mise en lumière de trois grandes dimensions qui caractérisent cette stratégie : ses motivations, ses acteurs et les objectifs atteints par son déploiement.

La première partie de l'analyse a pour objet l'identification des forces et des faiblesses de la Principauté afin de comprendre pourquoi depuis 1848, la Principauté de Monaco a toujours été dans l'obligation d'élaborer des stratégies visant à la fois la protection de sa souveraineté et le développement de son rayonnement international. Cette partie permettra également de mesurer l'importance du sport dans la société monégasque, au point qu'il soit devenu une ressource de puissance, qui est étroitement liée à la mise en tourisme de la Principauté par Charles III suite à la perte de 90 % du territoire national, survenue au XIX^e siècle.

La seconde partie de l'analyse a pour objectif de mettre en lumière les éléments nécessaires au contrôle et à l'évolution des représentations, internes et externes, qui sont faites de la Principauté. Pour y parvenir, il s'agira d'identifier les acteurs internes et externes du *soft power* sportif monégasque ainsi que les relations qu'ils entretiennent entre eux et avec les différentes sphères politiques, médiatiques et économiques du système international sportif et parasportif.

La troisième et dernière partie de l'analyse aura pour but de mettre en lumière les objectifs atteints par le *soft power* sportif dans le développement multidimensionnel de la puissance de la Principauté. Pour y parvenir, il s'agira d'identifier ces objectifs en fonctions des différentes échelles (nationale, régionale et internationale) et des différents domaines (économique, démographique, politique) auxquels ces objectifs se rattachent.

4.2 Forces, faiblesses et développement de la Principauté de Monaco de 1848 à 2005

Comprendre l'importance qu'occupe le sport dans la société monégasque, au point qu'il soit mobilisé comme une forme de puissance géopolitique par Albert II, n'est pas possible sans préalablement mettre en lumière les raisons historiques de son apparition et de son développement dans le territoire et dans la construction de la société et de l'identité contemporaine de la Principauté. Le sport n'a pas toujours été un acquis à Monaco et affirmer le contraire serait faire preuve d'un manque d'esprit critique conduisant à un déterminisme certain. En outre, son existence est le résultat d'un processus complexe, étalé dans le temps et dans l'espace, dont l'origine remonte à une transformation radicale du territoire, survenue au milieu du XIX^e siècle.

Concrètement, l'objectif de cette première partie va être de comprendre en quelle mesure la perte d'environ 90 % du territoire national, va engendrer des choix économiques et politiques (Sanguin, 1980) qui vont être déterminant dans le processus d'émergence du sport dans la société et l'identité monégasque ainsi que dans le développement de stratégies visant à assurer la souveraineté et le développement de la Principauté.

Pour y parvenir, cette partie va s'intéresser aux mutations spatiales, politiques, économiques et culturelles, survenues durant les règnes successifs de Charles III (1856-1889), Albert I^{er} (1889-1922), Louis II (1922-1949) et Rainier III (1949-2005).

4.2.1 Charles III : Mise en tourisme et naissance de l'identité contemporaine monégasque

Charles III arrive au pouvoir de la Principauté en 1856 dans un contexte très particulier qui est celui du rétrécissement territorial de Monaco, ou « enserrement », processus géopolitique s'étalant de 1848 à 1861 (Sanguin, 1980).

Suite au traité de Paris du 20 novembre 1815¹²⁶, la Principauté est placée sous le protectorat du Royaume du Piémont de Sardaigne¹²⁷ qui devient son unique voisin¹²⁸. Par une habile stratégie juridique et politique¹²⁹, la Sardaigne va provoquer l'annexion des cités monégasques de Menton et Roquebrune en 1848, privant donc la Principauté d'environ trois quarts de son territoire. En 1860, le Piémont-Sardaigne va céder à la France¹³⁰ le Comté de Nice en y incluant Menton et Roquebrune, qui n'en font normalement pas partie, et, *de facto*, la Principauté. Faisant face à cette situation dramatique dans les premières années de son règne, Charles III décidera en 1861 d'amputer la Principauté des communes de Menton et de Roquebrune et de les céder à la France contre 4 millions de francs-or et la construction d'une route carrossable le long du littoral reliant Nice à Monaco (Sanguin, 1980 ; D'onofrio, 1997). Théoriquement la Principauté est ainsi passée du statut de protectorat à celui d'État indépendant, mais va en réalité se retrouver sous la tutelle de son unique voisin, la France.

Cette perte de territoire, illustrée par la figure 4, fut économiquement et démographiquement problématique puisqu'avec la perte de ces deux communes, la Principauté se retrouva séparée d'une grande partie de sa population ainsi que de ses terres agricoles, principales sources de revenus à cette époque. Afin d'assurer la survie de la Principauté, Charles III se retrouva dans l'obligation d'élaborer une

¹²⁶ Le traité de Paris du 20 novembre 1815, signé suite à la défaite de Napoléon à la bataille de Waterloo, ramena la France à ses frontières de 1790 et fut l'objet d'un partage des territoires français annexés entre l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie. Dans ce cadre, la maison de Savoie est rétablie et le Royaume de Sardaigne se voit octroyer une partie de la Savoie et devient responsable de la protection de la Principauté monégasque.

¹²⁷ Le royaume de Piémont-Sardaigne (1720-1861) fut créé par les ducs de Savoie dans le cadre d'un échange de la Sicile contre la Sardaigne avec l'Autriche. Ce fut un État tampon entre la France et l'Italie.

¹²⁸ À ce moment, la Principauté est totalement entourée par le royaume sarde.

¹²⁹ Afin de provoquer un sentiment séparatiste auprès des populations de Menton et Roquebrune, La Sardaigne va à la fois revendiquer d'anciens droits féodaux et profiter du climat insurrectionnel venant de Paris pour faire la publicité de sa politique libérale dans ses territoires, ce qui provoquera un vote de la population de Menton et de Roquebrune en faveur d'un rattachement au Piémont.

¹³⁰ Le Royaume du Piémont Sardaigne s'unifiant à l'Italie, un traité est passé entre l'Italie et la France (Traité de Turin) dans lequel le comté de Nice est légué à la France.

stratégie suffisamment puissante pour permettre à la fois le développement démographique et économique de la principauté ainsi que d'assurer la possession du pouvoir monégasque par les Grimaldi. Alors que l'Europe connaissait les premières heures du développement du tourisme, Charles III eut l'idée brillante et audacieuse de faire de la Principauté de Monaco une station thermale et balnéaire afin de surmonter les faiblesses liées à la toute petite taille de son territoire.

4.2.1.1 La mise en tourisme : intégration de la Principauté à l'espace touristique azuréen et européen

Le tourisme n'est pas un phénomène naturel ou inné, c'est une construction sociale ¹³¹ qui s'inscrit dans l'espace et qui normalise les rapports sociaux (Hagimont, 2014). Si la dimension touristique de la Principauté semble évidente pour un observateur du XXI^e siècle, il est important de rappeler que faire ce choix en 1861 ne va pas de soi étant donné que le tourisme n'est qu'aux premières étapes de son développement en tant qu'activité économique.

Dans le cadre du littoral méditerranéen français, plus connu sous le nom de la « Côte d'Azur » ¹³², c'est la ville de Nice qui polarisa dès le XVIII^e siècle la venue des aristocrates anglais thermalistes qui se rendaient de l'Angleterre à l'Italie dans le cadre du « Grand Tour » ¹³³. Accessible par la route et par la mer, la ville de Nice

¹³¹ Le tourisme est un phénomène né du « Grand Tour », terme donné aux voyages éducatifs de la jeune aristocratie anglaise du XVIII^e et XIX^e siècle. A ces pratiques de villégiatures se sont associées les pratiques de thermalisme et de bains de mer, qui ont eu pour effet de changer le rapport des européens à la mer. A l'origine perçue comme un espace répulsif, elle fut petit à petit considérée comme un espace attractif dans lequel se rendaient les aristocrates anglais pour pratiquer les cures de « bains de mers » (Bottaro, 2014).

¹³² A l'origine appelé « Riviera » par les italiens, le littoral méditerranéen franco-italien fut dans un second temps nommé « Cote d'Azur » par les français. Inventé par le poète français Stephen Liégard (1830-1925), « la côte d'Azur » est à l'origine le titre qu'il donna à un livre publié en 1887 dans lequel il dresse le portrait du littoral méditerranéen entre Marseille et Gênes. Le terme fut alors adopté dans le langage commun.

¹³³ Dans leur pratique du Grand Tour, les Anglais avaient pour habitude de se rendre en Italie pour son héritage culturel. Deux routes étaient alors possibles, par les Alpes ou par le littoral. Les « tourist » qui faisaient le choix de passer par le littoral pour des raisons climatiques avaient l'habitude de s'arrêter à Nice, ville initialement marquée par une présence anglaise marchande et stratégique (Boratto, 2014).

était réputée chez les Anglais pour ses thermes et pour la douceur du climat méditerranéen en hiver. En outre, c'est en se basant sur le modèle niçois que d'autres villes locales sont également devenues des stations de bains de mer, telles que Cannes¹³⁴ et par la volonté de Charles III, la cité-État de Monaco.

4.2.1.2 L'ouverture par l'accessibilité

Dans la même veine que pour Nice ou Cannes, la mise en tourisme de la Principauté s'est appuyée sur des actions concrètes d'aménagement d'infrastructures touristiques et d'accessibilité s'appuyant sur des acteurs clés permettant à la ville de s'inscrire dans un réseau de stations thermales et balnéaires hautes de gammes aux échelles de la Côte d'Azur et de l'Europe.

L'aménagement par la France d'une route carrossable entre Nice et la Principauté fut un choix profondément stratégique puisqu'il permit d'attirer une partie de l'aristocratie et de la bourgeoisie anglaise initialement dirigée vers Nice. L'aménagement de cette nouvelle voie d'accès par le littoral plutôt que par l'arrière-pays souligna par ailleurs la volonté de mettre en valeur le paysage azuréen pour inciter les touristes à aller vers Monaco. La première gare monégasque fut créée en 1866 et Monaco est ainsi placée sur l'axe ferroviaire Paris-Rome. S'ouvrant désormais à l'Europe, la Principauté devient une station balnéaire de dimension internationale. En outre, la convention du 9 novembre 1865 entre la Principauté et la France conclut ce processus d'accessibilité sous Charles III en officialisant la suppression du contrôle des personnes et des marchandises entre les deux pays (D'Onofrio, 1997).

¹³⁴ En 1834, la découverte de Cannes par le lord anglais Henry Brougham and Vaux est un tournant dans le destin touristique de la ville.

4.2.1.3 Le casino, les thermes et la Société des Bains de mer : la création de Monte-Carlo

Parallèlement à l'amélioration de l'accessibilité, la mise en tourisme passa également par la construction d'infrastructures touristiques typiquement inspirées d'autres stations balnéaires françaises et européennes, donnant ainsi naissance au quartier légendaire de Monte-Carlo (Gay, 1996, 1998).

En 1856 sera ouvert le premier casino monégasque¹³⁵, suivi quatre ans plus tard de la construction des thermes. Ces travaux furent confiés à François Banc, un homme d'affaires français spécialiste des jeux de hasard, ayant déjà réalisé des travaux similaires dans d'autres villes¹³⁶. Il se fit offrir par Charles III la direction de la désormais célèbre Société des Bains de Mer (S.B.M), dont l'objectif était déjà de gérer et de dynamiser l'attraction de la Principauté par le tourisme. À la construction du Casino s'ajouta également la construction de l'hôtel et du café de Paris, auxquels fut ajoutée une salle de spectacle luxueuse, la Salle de l'Opéra, conçue par le célèbre architecte français Charles Garnier. Les retombées économiques du casino et de l'industrie du tourisme naissante vont connaître un tel succès que la S.B.M devenue la principale source de revenu de l'État. En 1869, Charles III prit alors la décision d'abolir tous les impôts directs à Monaco, au plus grand plaisir des monégasques et surtout des riches résidents étrangers¹³⁷. Par ailleurs, en 1869 un arrêt ferroviaire desservant directement le casino et le quartier de Monte-Carlo est inauguré, marquant l'importance du tourisme pour la Principauté.

¹³⁵ Comme le rappelle Gay (1998), le site choisi pour implanter le Casino, prit le nom de Monte-Carlo, en l'honneur du Prince.

¹³⁶ En 1840, François Blanc transforma la ville allemande de Homburg en station balnéaire munie de thermes, d'un casino, de jardins et d'hôtels de luxe.

¹³⁷ Selon les archives de la S.B.M, la Principauté dénombra plus de 170 000 touristes en 1869.

4.2.1.4 Dans les valises des touristes : le sport

La fréquentation de la Principauté par l'aristocratie européenne et notamment anglaise va être le point de départ du développement du sport à Monaco. En effet, cette première génération de touristes amena avec elle, les sports pratiqués par l'élite de l'époque tels que le tir au pigeon, le tennis, la régates, le football, l'escrime ou encore le golf. Sous Charles III, l'emprise spatiale de ces sports dans la Principauté était minime, mais tout de même existante. En 1872 un stand de tir au pigeon fut aménagé derrière le casino et en 1887, une salle d'armes fut également installée, ce qui permit dès 1905 d'organiser de grands tournois internationaux d'escrime à Monte-Carlo. De cette manière, le sport devient, petit à petit, l'un des principaux loisirs à Monaco, favorisant l'organisation d'événements et participant à la volonté de Charles III de faire connaître la Principauté dans le monde¹³⁸ (D'Onofrio, 1997). En outre, La popularité du sport engendra l'aménagement des premières grandes infrastructures sportives sous le règne de son fils, Albert 1^{er}.

4.2.2 1889-1922, Albert 1^{er} : le développement sportif dans un contexte politique difficile

Homme de sciences, grand explorateur et passionné par les océans et les fonds marins, Albert 1^{er} eut la volonté de faire de Monaco un territoire « moteur » de la mondialisation. Sous son impulsion, la Principauté devenue un berceau des avancées techniques liées à l'automobile et à l'aviation¹³⁹, des recherches scientifiques liées à la découverte des océans et des fonds marins¹⁴⁰, et avait la

¹³⁸ Charles III fit également frapper des pièces d'or monégasque et mis en circulation des timbres postes monégasques dans le but de faire la promotion de Monaco dans le monde.

¹³⁹ Avec la création du Rallye de Monte-Carlo, l'invention du goudronnage des routes et les essais de vols aériens qui s'y tenaient régulièrement, Monaco fut rapidement considérée comme le berceau des sports mécaniques (Savano, 1997).

¹⁴⁰ Albert 1^{er} fonda l'Institut océanographique de Paris en 1906 et le musée océanographique de Monaco en 1910 afin de favoriser la recherche scientifique dans le domaine maritime. Le célèbre commandant Cousteau à dirigé l'Institut de 1957 à 1988.

volonté de se placer à l'avant-garde des relations internationales dans le système mondial¹⁴¹.

Le sport participa également à ce rayonnement puisque par la création d'associations sportives, d'infrastructures et par l'organisation des premières compétitions internationales, Monaco s'inscrivait donc dans le processus global d'internationalisation sportive de la société occidentale. Néanmoins, ce développement s'opéra dans un contexte politique tendu où entre la menace interne d'une insurrection monégasque et la menace externe de la Première Guerre mondiale, Albert 1^{er} dut assurer l'indépendance de la principauté ainsi que la stabilité du pouvoir politique.

4.2.2.1 La menace d'une insurrection monégasque

Grâce au tourisme, la Principauté était parvenue à trouver une solution à ses problèmes économiques et démographiques ainsi qu'à éloigner le spectre d'une annexion par la France tout en bénéficiant d'un rayonnement international. Cependant, Albert 1^{er} apprit à ses dépens qu'en négligeant le peuple monégasque, son pouvoir pouvait être menacé de l'intérieur.

Depuis la fin du XIX^e siècle, le succès du Casino et des nombreux événements scientifiques, culturels et sportifs organisés par la S.B.M attirèrent de nombreux résidents étrangers et très fortunés au sein de la Principauté. En 1910, sur les 18 000 résidents que comptait la Principauté, on ne recensait qu'à peu près 2 000 monégasques, la grande majorité étant des anglais et des français (Châtelain, 1991). Ces résidents internationaux s'accaparèrent petit à petit, la majorité des richesses de la ville, des commerces, des emplois, et de la puissante S.B.M qui assurait les revenus du palais princier. De son côté, Albert 1^{er}, qui était plus explorateur dans l'âme que leader politique, passait la plus grande partie de son temps en dehors de la Principauté et n'était pas vraiment proche de son peuple.

¹⁴¹ Albert 1^{er} créa en 1903 l'Institut international de la Paix, organisme précurseur des idéaux de la Société des Nations et de l'Organisation des Nations Unies. Cette organisation avait pour objectif de favoriser l'arbitrage des différends entre nations et par la concertation et l'entente.

C'est dans ce contexte que le peuple monégasque se retrouva marginalisé économiquement, démographiquement et politiquement au sein de son propre pays. En 1910, une révolte éclata et face au risque d'une insurrection, le Prince Albert n'eut le choix de partager son pouvoir et dès 1911, il dota la Principauté d'une constitution ainsi que d'un Conseil National strictement constitué de monégasques élus par le peuple¹⁴².

4.2.2.2 La Première Guerre mondiale et la dépendance française

Malgré la proximité de la Principauté avec la France et l'engagement de son fils Louis dans l'armée française, Albert 1^{er} se retrouva dans l'obligation de placer les intérêts monégasques au premier plan lors de la Première Guerre mondiale et déclara la neutralité de la Principauté. Derrière ce choix, Albert avait la responsabilité d'assurer la survie de la Principauté quelque soit l'issue du conflit afin d'éviter toute annexion. Ne possédant pas d'armée, il était impossible pour Monaco de se défendre en cas d'invasion, mais malgré sa neutralité, elle mit ses hôpitaux à disposition des blessés alliés (Châtelain, 1993).

Consciente de son absence de moyens défensifs, la Principauté signa avec la France le traité de Versailles à la fin de la guerre, le 17 juin 1918. Ce traité garantissait la protection de Monaco par la France ce qui solutionnait son déficit défensif. Néanmoins, il limita l'indépendance et la capacité d'action monégasque puisque la Principauté se retrouvait désormais dans l'obligation d'agir dans le sens des intérêts français. Cette dépendance ne tarda pas à devenir gênante pour la Principauté puisque la France s'opposa à plusieurs reprises à l'intégration internationale politique et caritative monégasque¹⁴³ (Bézias, 2006).

¹⁴² Bien que le conseil national puisse discuter et modifier les propositions du palais princier, le prince garda à la fois un droit de veto et le droit de dissoudre le conseil, pérennisant ainsi le caractère absolu de son pouvoir monarchique (Châtelain, 1993).

¹⁴³ En 1924 puis en 1929, la France s'opposa à l'adhésion de la Principauté de Monaco à la Société des Nations, craignant qu'elle ne devienne trop indépendante. En 1935, la France s'opposa à la ratification de la convention de Genève par Monaco ainsi qu'à la création d'une Croix Rouge monégasque. En 1937, la France motiva la signature monégasque d'une convention internationale sur le terrorisme afin de garantir ses intérêts (Bézias, 2006).

4.2.2.3 Le développement sportif sous Albert 1^{er}

Le sport n'a pas semblé souffrir de ces problèmes politiques internes et externes, car que ce soit par la création d'associations sportives, de compétitions ou d'infrastructures dédiées, son développement connut un fort dynamisme sous le règne de Charles III. D'une part, des sports élitistes tels que le golf¹⁴⁴, les courses automobiles¹⁴⁵, le tir ou le tennis se développèrent sous l'impulsion des résidents internationaux. D'autre part, des sports plus populaires ou plus nationalistes tels que le football (soccer), l'athlétisme ou la gymnastique se développèrent sous l'impulsion des monégasques¹⁴⁶. À cette époque la Principauté était également le lieu d'organisation de compétitions prestigieuses favorisant l'attraction de médias et de sportifs internationaux. Ainsi, le tournoi de tennis de Monte-Carlo débuta en 1897, en 1911 eu lieu le premier Rallye automobile de Monte-Carlo, en 1912 se déroula le Championnat d'Europe de boxe anglaise suivi en 1913 d'un meeting international d'athlétisme.

Dans ce contexte général, Albert posa les premières pierres de travaux marquant le départ de l'expansion territoriale de Monaco sur la mer, par la poldérisation et la création des nouveaux quartiers de Fontvieille et du Larvotto. De plus, il modernisa le port Hercule, ouverture maritime antique de la cité monégasque sur la méditerranée, par l'aménagement de nouveaux quais.

¹⁴⁴ En 1911 fut créé le golf club de Monte-Carlo. Ne pouvant être installé dans la ville, il fut installé à la Turbie, commune française limitrophe de la Principauté et la surplombant de quelques centaines de mètres. Offrant une vue imprenable sur le micro-État monégasque et sur le littoral méditerranéen, le golf club proposa également à ses membres deux courts de tennis ainsi qu'un stand de tir aux pigeons.

¹⁴⁵ Le développement des sports automobiles fut dynamisé par la première route goudronnée de la Principauté en 1902. En 1907 fut créé l'association Sportive automobile et Vélocipédique de Monaco (S.A.V.M) qui devient en 1928 l'Automobile club de Monaco (A.C.M). En 1911, fut organisé le premier rallye de Monte Carlo, attirant ainsi les meilleurs pilotes d'Europe de l'époque.

¹⁴⁶ En 1890 fut créé l'étoile de Monaco, premier club de gymnastique et d'athlétisme de Monaco, En 1903 fut créé l'Herculis, son premier club de football (soccer). En 1905, la première course à pied de la Principauté fut organisée entre Nice et Monaco et en 1909 fut inauguré le Monte-Carlo Swimming Club. En 1907, fut créé le premier Comité olympique monégasque.

4.2.3 1922-1949, Louis II : du sport à la Deuxième Guerre mondiale

Le règne de Louis II fut le cadre d'une première réelle institutionnalisation et internationalisation du sport monégasque, favorisant le rayonnement international de la nation. Il fut également marqué par la création de holdings et par la collaboration de la Principauté avec le III^e Reich lors de la Seconde Guerre mondiale, points qui ont engendré un déficit d'image vis-à-vis de la communauté internationale.

4.2.3.1 La Principauté, pays de sports

Bien qu'il fût déjà pratiqué depuis plus de 30 ans à Monaco, le développement du sport connut une véritable institutionnalisation dans la première partie du règne de Louis II. Permettant à la fois de favoriser la construction identitaire du peuple monégasque, tout en favorisant l'attraction des riches touristes, il vient contraster avec la difficulté de l'émergence politique internationale de la Principauté due à son fort lien de dépendance à la France (Bézias, 2006).

La création en 1924 de l'Association Sportive de Monaco (A.S.M), club omnisports résultant du regroupement de cinq associations sportives nationales¹⁴⁷, marqua le point de départ de la pratique sportive sous la bannière monégasque. Les couleurs de la Principauté, le rouge et le blanc furent alors officiellement adoptées par les sportifs de l'A.S.M. La création de l'A.S.M participait au rayonnement sportif de la Principauté et au sentiment de fierté nationale des monégasques puisqu'elle permit l'émergence de la nation sur le plan sportif et lui permit de se mesurer symboliquement à d'autres pays dans le cadre de compétitions internationales. Cette structuration du sport à l'échelle nationale fut accompagnée par la construction du premier stade de football de la Principauté, le stade des Moneghetti, qui accueillit l'A.S.M football de 1929 à 1939. En 1939, l'A.S.M

¹⁴⁷ L'A.S.M fut créée par la fusion de Monaco Sports (composé de l'étoile de Monaco et de l'Herculis) avec le Monte Carlo Swimming Club, le Riviera athletic Club, le Ravanet club et l'association sportive des P.T.T.

déménagea au premier stade Louis II, construit sur la première génération de polders à Fontvieille en 1939¹⁴⁸. Grâce au stade, la Principauté put organiser et accueillir des compétitions¹⁴⁹ et faire reconnaître certains de ses sports comme le football au niveau professionnel.

Le positionnement sportif international monégasque fut également marqué par l'organisation des premières Olympiades féminines. Bien que non reconnue par le C.I.O, plusieurs éditions de la compétition furent organisées à Monaco entre 1921 et 1923 réunissant une centaine de sportives représentant cinq nations différentes¹⁵⁰. La création de cette compétition donnait un caractère avant-gardiste à la Principauté à une époque où la présence des femmes dans l'olympisme était sujette à de vifs débats¹⁵¹.

Le sport d'élite connu, lui aussi, son institutionnalisation puisqu'en 1928 fut inauguré le désormais célèbre Country Club de Monte-Carlo dont les terrains de tennis en terre battue avec vue sur la mer¹⁵² furent l'occasion d'accueillir de nombreuses compétitions à cette époque. En 1929, l'Automobile Club de Monaco inaugura la première édition de la compétition qui fera la célébrité de la Principauté et des sports automobiles : le Grand Prix de Monte-Carlo.

¹⁴⁸ La première génération d'avancée de terre à Fontvieille n'était pas très grande, dans ce cadre, la construction d'un stade de football et d'athlétisme plutôt que des habitations ou de bâtiments industriels s'avéra être un choix radical et sûrement stratégique.

¹⁴⁹ En 1939, le stade Louis II accueillit les Jeux Universitaires Internationaux.

¹⁵⁰ En 1921, les athlètes étaient originaires d'Angleterre, de France, d'Italie, de Norvège et de Suisse. À l'édition de 1922, le Danemark et la Hollande participèrent également aux épreuves. Il faudra attendre l'édition de 1923 pour que la Principauté de Monaco figure au tableau des nations participantes.

¹⁵¹ Il faudra attendre 1936 pour que le C.I.O. accepte un programme d'épreuves féminines dans le cadre des Jeux de Berlin.

¹⁵² À l'origine, les terrains du Country Club étaient pentus et exigus. Afin d'offrir à la joueuse star de l'époque Suzanne Lenglen des terrains à l'image de sa réputation, la S.B.M décida d'entreprendre de grands travaux afin d'inaugurer les plus beaux courts de tennis d'Europe.

4.2.3.2 La Deuxième Guerre mondiale et la naissance des sociétés off-shore

Touchée par la crise économique de 1929, la vie mondaine monégasque fut freinée par le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. Confronté au même problème de positionnement que son père, Louis II déclara la neutralité de la Principauté au début du conflit.

Or, alors que la moitié de la France est occupée par l'armée allemande, l'arrivée de troupes italiennes dans la Principauté fit renaître la crainte d'une annexion de Monaco en cas de défaite des alliés¹⁵³. Ayant le souci d'assurer la souveraineté monégasque, Louis II dut se rapprocher du régime de Vichy et appliqua en Principauté les mêmes lois que celles appliquées par le gouvernement d'occupation¹⁵⁴ (Abramovici, 2001). À partir de 1943, l'installation de l'armée allemande dans la Principauté¹⁵⁵ entraîna ses plus riches officiers à y cacher leurs fortunes craignant de tout perdre en cas de défaite. En un laps de temps très rapide, plus de 300 sociétés de holding furent créées avec l'accord du Prince et grâce à elles, les plus hauts officiers nazis tels que Goering¹⁵⁶ ou Himmler¹⁵⁷ y cachèrent leur argent (Châtelain, 1993). Si les Allemands durent quitter la Principauté, officiellement libérée par les américains le 25 août 1944, les holdings créées pendant la guerre restèrent tout de même ouvertes, garantissant ainsi l'attraction de capitaux dans la Principauté après le conflit.

En termes d'image et de stabilité politique et économique, les conséquences de la guerre furent négatives pour la Principauté. L'image de Louis II auprès du peuple monégasque fut lourdement écornée suite à son alliance avec Emile

¹⁵³ Une tentative de coup d'Etat pro-mussolinien destiné à détrôner Louis II fut découvert avant qu'il ne puisse aboutir.

¹⁵⁴ Dirigé par le maréchal Pétain, le régime de Vichy fut un régime politique de collaboration pro-allemand qui gouverna la France de 1940 à 1944 durant la deuxième guerre mondiale.

¹⁵⁵ Le haut commandement Nazi installa son quartier général à l'hôtel de Paris.

¹⁵⁶ Hermann Goering fut commandant en chef de la Luftwaffe et ministre de l'aviation du III^e Reich.

¹⁵⁷ Heinrich Himmler était le ministre de l'intérieur du III^e Reich, chef de la Gestapo et commandant en chef de l'armée de terre de réserve allemande. Il était le plus haut responsable des camps de concentration.

Roblôt¹⁵⁸, ministre de l'Intérieur de la Principauté durant l'occupation (Châtelain, 1993). Déjà affaiblie par la crise de 1929 puis par la fuite des touristes pendant la guerre, la S.B.M., appauvrie, ne pouvait plus garantir les revenus de l'État. En outre, suite au décès de Louis II en 1949, son fils, Rainier III, prit donc le pouvoir d'une Principauté affaiblie politiquement, économiquement et trainant une mauvaise réputation à l'échelle internationale.

4.2.4 1949- 2005. Rainier III : le développement de la société monégasque contemporaine

Prenant le pouvoir à l'âge de 26 ans¹⁵⁹, Rainier III gouverna durant 56 années la Principauté. Son règne fut exceptionnel puisqu'il transforma à la fois le territoire et l'image de la principauté. En 56 ans, Monaco connut sous le règne de Rainier un développement territorial, économique, culturel et sportif sans précédent permettant un développement général de la puissance monégasque. Néanmoins, les premières années de son règne furent marquées par des tentatives de déstabilisation venant d'acteurs internes et externes à Monaco.

4.2.4.1 Les difficultés liées au redressement de la Principauté après la guerre

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la S.B.M. qui assurait une grande part des revenus du palais princier et de la Principauté avait perdu plus de 70 % de son chiffre d'affaires. Le redressement de Monaco devait inévitablement passer par le renflouement des caisses de la Société. Le rétablissement de la S.B.M. en 1953 fut l'œuvre d'Aristote Onassis, un armateur grec millionnaire, devenu premier actionnaire de la Société. L'économie monégasque retrouvant une nouvelle santé, Rainier III exprima le souhait d'accélérer la poldérisation du territoire en avançant sur la mer, ce qui permit de fournir des habitations abordables aux Monégasques et d'édifier des structures touristiques (Châtelain, 1993). Or, n'étant pas l'actionnaire

¹⁵⁸ Emile Roblôt était un profasciste et proche du gouvernement de Vichy.

¹⁵⁹ Prendre le pouvoir à 26 ans semble précoce étant donné que son grand père Albert 1^{er} accéda au trône à l'âge de 41 ans, 52 ans pour Louis II et 47 ans pour son fils Albert II.

majoritaire de la S.B.M. il comprit rapidement qu'Onassis et sa vision jet-set¹⁶⁰ de Monaco allaient devenir un obstacle au financement et au développement de ses projets. Parallèlement, Rainier dû faire face à une tentative de coup d'État orchestré par sa sœur Antoinette et son beau-frère Jean-Charles Rey, membre très influent du Conseil national. La gestion de cette tentative de déstabilisation interne était cruciale vis-à-vis de l'image et de la stabilité politique de la Principauté (Châtelain, 1993). Ainsi, au lieu d'évincer sa sœur du palais princier et de la Principauté, ce qui aurait créé un scandale médiatique, il démentit toute rumeur de coup d'État et dissolut le Conseil national en 1959. Par cette mesure, il écarta son beau-frère de la politique monégasque et il en profita, par la même occasion, pour faire augmenter le nombre de parts de la S.M.B, et ainsi devenir le premier actionnaire de la Société. Le bras de fer l'opposant à Onassis s'acheva sur cette action puisque l'armateur grec, alors marginalisé au sein de la S.B.M., quitta finalement la Principauté en 1966.

Par cette action, Rainier III comprit, d'une part, que la dépendance économique de la Principauté vis-à-vis de la S.B.M. était handicapante, et d'autre part, que la stabilité politique de la Principauté était nécessaire à l'attraction d'investisseurs et d'entreprises étrangères à Monaco. Il démontra qu'il était un fin stratège capable de gérer ces crises internes, rappelant à ses ennemis que malgré l'existence du Conseil national et de grandes fortunes, la Principauté était une monarchie et que le pouvoir de Rainier était absolu. Néanmoins, cela ne lui permit pas de remporter le conflit opposant la Principauté à la France du Général de Gaulle.

La crise franco-monégasque de 1962-1963 est un événement complexe dans lequel la France gaulliste démontra qu'elle demeurait la maîtresse du destin du micro-État (Bézas, 2007). Depuis 1934¹⁶¹, la Principauté affirmait de plus en plus ses spécificités fiscales. Ne supportant qu'un tel territoire agisse à sa guise aux

¹⁶⁰ Aristote Onassis avait comme projet de faire de Monaco le lieu de rassemblement de la Jet-Set européenne. Il considérait comme inutile les projets de Rainier III pour son peuple.

¹⁶¹ Par la loi du 18 juillet 1934, la Principauté favorisa la création et l'implantation de Holdings par le biais de procédures d'enregistrement simplifiées (Bézas, 2007).

portes de la France et craignant que les Français ne décident de placer leur argent dans les coffres monégasques, le Général de Gaulle menaça la Principauté de rétablir le contrôle douanier à la frontière franco-monégasque si cette dernière ne régularisait pas sa situation. Pour Rainier, le rapport de force avec la France de De Gaulle n'était pas envisageable puisque la Principauté ne pouvait se mettre en porte-à-faux vis-à-vis de son unique voisin et protecteur. Ainsi les deux partis signèrent l'accord bilatéral franco-monégasque du 18 mai 1963, stipulant que les Français ne pouvaient en aucun cas ouvrir de compte en banque à Monaco et que ceux qui y résidaient étaient désormais soumis à l'impôt français.

Ne pouvant pas miser uniquement sur les avantages fiscaux comparatifs, le Prince décide de miser également sur le pouvoir d'attraction touristique de la Principauté. L'un des impacts visibles de cette politique fut la mise en chantier de grands travaux transformant de manière radicale le paysage monégasque.

4.2.4.2 Les grandes transformations du territoire sous Rainier III

Reprenant les projets de développement territoriaux lancés par ses prédécesseurs ¹⁶², Rainier transforma de façon si spectaculaire le territoire monégasque qu'il fut surnommé « le prince bâtisseur ». Sa politique d'aménagement du territoire avait pour objectif un développement à la fois social, économique et culturel pour favoriser la cohésion du peuple monégasque tout en développant son pouvoir d'attraction (Châtelain, 1993 ; Gay 1996 ; 1998 ; D'Onofrio, 1997). Cette stratégie s'est appuyée sur deux grands axes : la poldérisation du territoire ainsi que l'amélioration de son accessibilité.

¹⁶² Tel que mentionné précédemment, Charles III appliqua les premières mesures de développement de l'accessibilité de la Principauté après le rétrécissement territoriale de 1848. Son fils, Albert I^{er}, entreprit les premières avancées de terres sur la mer dans les quartiers de Fontvieille et du Larvotto.

4.2.4.2.1 La poldérisation

En l'espace de 15 ans, la politique d'extension du territoire monégasque sur la mer va permettre à la Principauté de regagner jusqu'à un tiers de son territoire sur la Méditerranée (Sanguin, 1980). Il ne faut pas perdre d'esprit que dans un territoire aussi petit que celui de la Principauté, l'espace constructible disponible est précieux. Dans ce contexte, le choix des installations qui y sont faites est donc crucial et repose sur une vision essentiellement stratégique de développement du territoire. Dans ce cadre, l'aménagement d'un équipement sportif professionnel est un acte fort soulignant le souhait de Rainier de positionner la Principauté de Monaco dans le monde du sport.

En 1960 Rainier III fit ajouter au port Hercule de nouveaux quais permettant d'augmenter la capacité d'accueil portuaire de la Principauté. De plus, il fit aménager un stade nautique de dimensions olympiques¹⁶³, permettant d'organiser les meetings internationaux de natation de 1983 et 1984¹⁶⁴.

En 1964, furent inaugurés les terre-pleins de Portier et du Larvotto qui furent reliés en 1965 par l'aménagement d'une plage artificielle publique¹⁶⁵ en double croissants. Sur le terre-plein de Portier fut construit en 2000 le centre de congrès internationaux « Grimaldi Forum » tandis que celui du Larvotto permit de construire des établissements de luxe pour la clientèle touristique haut de gamme internationale.

De 1965 à 1975, la construction de l'immense terre-plein de Fontvieille va permettre à la Principauté de gagner environ 32 hectares sur la mer (soit 79 acres). C'est sur cet espace que fut construit la nouvelle version du stade Louis II, quelques habitations luxueuses, mais surtout de logements sociaux abordables permettant

¹⁶³ Les dimensions du stade nautique Rainier III sont de 50 mètres par 25 mètres, conformes aux dimensions requises pour un bassin olympique.

¹⁶⁴ Les éditions suivantes se sont déroulées dans les bassins olympiques du nouveau stade Louis II.

¹⁶⁵ Selon Châtelain (1993), le souhait d'y construire une plage publique était critiqué par Aristote Onassis qui s'opposait à la présence d'un tourisme populaire dans la Principauté.

aux monégasques et aux français travaillant pour la Principauté de pouvoir s'y loger. Le nouveau stade Louis II est une infrastructure sportive hors du commun puisque s'il est à la fois un stade de football et d'athlétisme, il comporte également une piscine olympique ainsi qu'une salle omnisport située sous les tribunes permettant d'accueillir diverses compétitions internationales.

4.2.4.2.2 L'accessibilité

En 1964, la voie ferrée qui traversait la Principauté fut déviée et utilise désormais un tunnel, ce qui va permettre de regagner un espace considérable dans la ville. En 1975 sera construit à l'extrémité de Fontvieille, l'Héliport de Monaco, permettant une liaison directe avec l'aéroport international de Nice Côte d'Azur.

De 1994 à 2005, la construction de sept tunnels va permettre l'amélioration de l'accessibilité de la Principauté depuis la France (tunnel Rainier III), l'amélioration de la circulation à l'intérieur de Monaco (tunnels IM2S, Aurégia et tunnel d'accès à la digue), l'amélioration de la desserte ferroviaire (le tunnel Sainte-Dévote est ferroviaire et le tunnel débarcadère permet d'accéder au parking de la gare) et l'amélioration de la circulation du palais princier (le tunnel sous le rocher est un ensemble de routes souterraines se situant sous le palais de Monaco).

4.2.4.3 La construction de l'image contemporaine de Monaco

Cumulant l'image d'une aristocratie occidentale en déclin ainsi que celle d'un paradis fiscal attirant mafieux et criminels, la Principauté réussit néanmoins à devenir un haut lieu de rassemblement de la jet-set sportive, culturelle et aristocratique internationale. Au-delà des grands travaux d'aménagement de Rainier, ce développement fut rendu possible grâce à une transformation de l'image associée à la Principauté sur la scène internationale. Ce processus s'appuya notamment sur deux membres de la famille princière : Grace Kelly, femme de Rainier III et Princesse de Monaco, et Albert, leur fils et prince héritaire de la Principauté.

4.2.4.3.1 L'image caritative

Le mariage de Rainier III avec l'actrice américaine Grace Kelly en 1956 fut un événement à haute valeur stratégique pour Monaco puisqu'il permit de remettre la Principauté sur le devant de la scène, face à une forte concurrence touristique régionale¹⁶⁶ et internationale¹⁶⁷. Les origines¹⁶⁸ et la carrière d'actrice de Grace Kelly¹⁶⁹ apportèrent un vent de fraîcheur à la traditionnelle aristocratie monégasque en associant l'image des monarques de sang bleu à celle des nouveaux riches du cinéma (Châtelain, 1993). Une fois devenue princesse, Grace Kelly apporta énormément au rayonnement international de la Principauté grâce à ses actions caritatives¹⁷⁰. Son organisation « l'Association Mondiale des Amis de l'Enfance » (A.M.A.D.E.) eu une portée diplomatique non négligeable puisqu'elle obtint un statut consultatif auprès de l'U.N.E.S.C.O. et de l'O.N.U. (D'Onofrio, 1997). À l'interne, son action au sein de la Principauté fut très appréciée par le peuple monégasque favorisant de manière générale l'unité nationale et la légitimité du pouvoir du palais princier.

4.2.4.3.2 Le rayonnement sportif

Le rayonnement international de la Principauté sous Rainier III se caractérisa également par sa dimension sportive. Profitant de l'essor de la professionnalisation et de la médiatisation internationale du mouvement sportif, les grandes compétitions historiques de la Principauté furent inscrites au calendrier

¹⁶⁶ L'attention de la Jet-Set était de plus en plus portée vers Cannes depuis la création de son festival international de Cinéma en 1946.

¹⁶⁷ La retransmission télévisée du couronnement d'Elisabeth II en 1952 fit de l'Angleterre la nouvelle destination touristique et aristocratique à la mode. De plus, la modernisation des Casinos de Las Vegas faisait également office de concurrence aux traditionnelles « roulettes » de Monaco.

¹⁶⁸ Américaine d'origine irlandaise, Grace Kelly est issue d'une famille incarnant le « rêve américain » puisque son père remporta deux médailles d'or aux jeux olympiques en aviron et sa mère est une ancienne championne de natation reconvertie dans la mode.

¹⁶⁹ En 1955 Grace Kelly remporta l'oscar de la meilleure actrice pour son interprétation dans « Une Fille de la Province » de Alfred Hitchcock.

¹⁷⁰ Grace Kelly fonda en 1963 l'association mondiale des amis de l'enfance, et la fondation Princesse Grace de Monaco en 1964. De 1958 à 1982 elle fut présidente de la Croix rouge monégasque.

annuel des nouveaux grands tournois mondiaux. Ponctuellement, de grandes compétitions non monégasques choisirent également Monaco comme ville hôte, signe d'une reconnaissance de l'identité sportive monégasque par le monde du sport.

Depuis 1950, le grand Prix de Monte-Carlo est devenu une étape du premier championnat du monde des constructeurs de Formule 1, offrant à la Principauté une visibilité hors-norme grâce à la couverture médiatique de l'événement. Considérée comme l'étape la plus prestigieuse et la plus dure de la compétition, la course est une vraie publicité pour la Principauté puisque son tracé strictement urbain qui s'étale entre le port Hercule, Monte-Carlo et la Condamine fait la publicité des plus beaux quartiers de la Principauté dans le monde entier. Même constat pour le tennis, le tournoi de Tennis de Monte-Carlo est l'une des étapes les plus prestigieuses du tennis professionnel depuis l'Ère open (1968). Il est l'un des neuf tournois des Masters 1000 de l'A.T.P. World Tour. Se déroulant au Country Club de Monte-Carlo, la médiatisation de la compétition est une publicité internationale pour ses courts de terre battue avec vue sur la mer. Par ailleurs, d'autres compétitions telles que le Tour de France¹⁷¹, la Supercoupe d'Europe de football (actuelle Ligue Europa), ou les Jeux des Petits États d'Europe¹⁷² ont choisi la Principauté comme ville hôte de leurs événements¹⁷³.

Le rayonnement sportif monégasque fut également marqué athlétiquement et diplomatiquement par le fils de Rainier et de Grace : le Prince Albert. Avant de succéder politiquement à son père, il était déjà un grand passionné des sports dont

¹⁷¹ Le Tour de France est la plus prestigieuse compétition de cyclisme par étape au monde. Fondée en 1903, elle a lieu chaque année durant le mois de Juillet. Se déroulant principalement sur le territoire français, la compétition a attribué à plusieurs reprises le statut de « ville-départ » à des villes étrangères comme ce fut le cas pour la Principauté de Monaco en 2009.

¹⁷² Les Jeux des petits États d'Europe sont une compétition multisports où se rencontrent des athlètes de pays européens de moins d'un million d'habitants. Cette compétition est reconnue par le C.I.O.

¹⁷³ Le stade Louis II a par exemple accueilli la finale de la Supercoupe d'Europe de 1986 opposant le Dynamo de Kiev (Ukraine) au Steaua Bucarest (Bulgarie). Depuis 1998 à 2012, le stade accueille régulièrement les matchs de cette compétition qui oppose le vainqueur de la Ligue des Champions à celui de la Ligue Europa.

l'implication dans différentes sphères du monde sportif eut un impact fort dans la vie de la Principauté monégasque. Dès 1983, il devient président de la fédération de natation puis en 1984 de la fédération d'athlétisme. C'est sous son impulsion que furent créés le meeting Herculis en 1987, compétition internationale d'athlétisme, et la Mare Nostrum en 1994, compétition internationale de natation. En 1985, il commencera sa carrière de diplomate du sport en devenant membre du C.I.O. Par ailleurs, de 1988 à 2002, il participa également aux Jeux olympiques d'hiver en tant qu'athlète¹⁷⁴. La présence d'Albert dans le milieu sportif international et sa proximité avec les grands dirigeants du mouvement olympique a favorisé en 1990 la création de Sportel, convention internationale de sport business et des médias, qui, chaque année, réunit les grands médias du sport dans une convention se déroulant au Grimaldi Forum.

4.2.4.4 Un déficit d'influence

La Principauté fut marquée par un déficit d'influence politique dans le système international à cause de son opacité fiscale. La fiscalité monégasque est un sujet sensible puisque si la Principauté a toujours tenu à conserver ses spécificités économiques, lui permettant d'attirer résidents, investisseurs et capitaux, cette activité fut au cœur de la crise franco-monégasque de 1962-1963.

Si jusque-là, cette spécificité n'avait porté préjudice à Monaco que dans un conflit avec la France, le recensement des paradis fiscaux par des organisations internationales et les sociétés civiles des pays occidentaux durant les années 1990, associe l'image de la Principauté à un territoire délinquant¹⁷⁵. Reconnus comme les supports territoriaux nécessaires du blanchiment d'argent, les paradis fiscaux furent identifiés à partir de 2000, puis en 2004 par l'O.C.D.E, dans des listes de territoires

¹⁷⁴ Albert II faisait parti de l'équipe de bobsleigh de Monaco.

¹⁷⁵ En 1988, l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (O.N.U.D.C) a adopté en décembre 1988 la Convention contre le trafic illicite de stupéfiants, définissant par la même occasion le blanchiment d'argent pour prévoir la répression des trafiquants et de leurs intermédiaires, les banquiers (Piolet, 2013).

dits « non coopératifs » dans lesquelles la Principauté figurait¹⁷⁶. Fondée en 2003, l'O.N.G. Taxe Justice Network (T.J.N), a élaboré un indice d'opacité financier visant à attribuer une note de coopération financière aux États. En 2015, avec un indice de 74 sur 100, la Principauté est considérée par l'O.N.G. comme un territoire peu transparent en matière de fiscalité des entreprises (Taxe Justice Network, 2015). De plus, dans le monde scientifique, certains chercheurs spécialistes de la question fiscale n'hésitent pas à affirmer que la Principauté est encore un paradis fiscal sous la protection de la France (Piolet, 2013, 2015).

Malgré cette image négative, qui est un frein au développement de son intégration et de son influence internationale, Monaco est tout de même devenu le 153^e État membre de l'O.N.U. en 1993. Dans la même veine, Monaco enclenche son intégration régionale en devenant membre du Conseil de l'Europe en 2004.

C'est dans ce triple contexte de déficit d'image, d'influence et d'intégration internationale qu'Albert II arriva au pouvoir en 2005. En s'appuyant sur son vécu et sa connaissance du monde sportif, il décide d'utiliser le sport comme outil d'évolution et de contrôle des représentations associées à la principauté afin de favoriser le développement à la fois interne et externe de Monaco, pour en faire un État incontournable de la mondialisation contemporaine et intégré dans son espace régional européen (Rozès & Giulani, 2016).

¹⁷⁶ La Principauté apparut dans une première liste émise en 2000 par l'O.C.D.E regroupant 35 juridictions suspectes. En 2004, la liste est réduite et seuls six territoires y figurent, en comptant la Principauté.

figure 3.1 le territoire national actuel et ses frontières de 1848

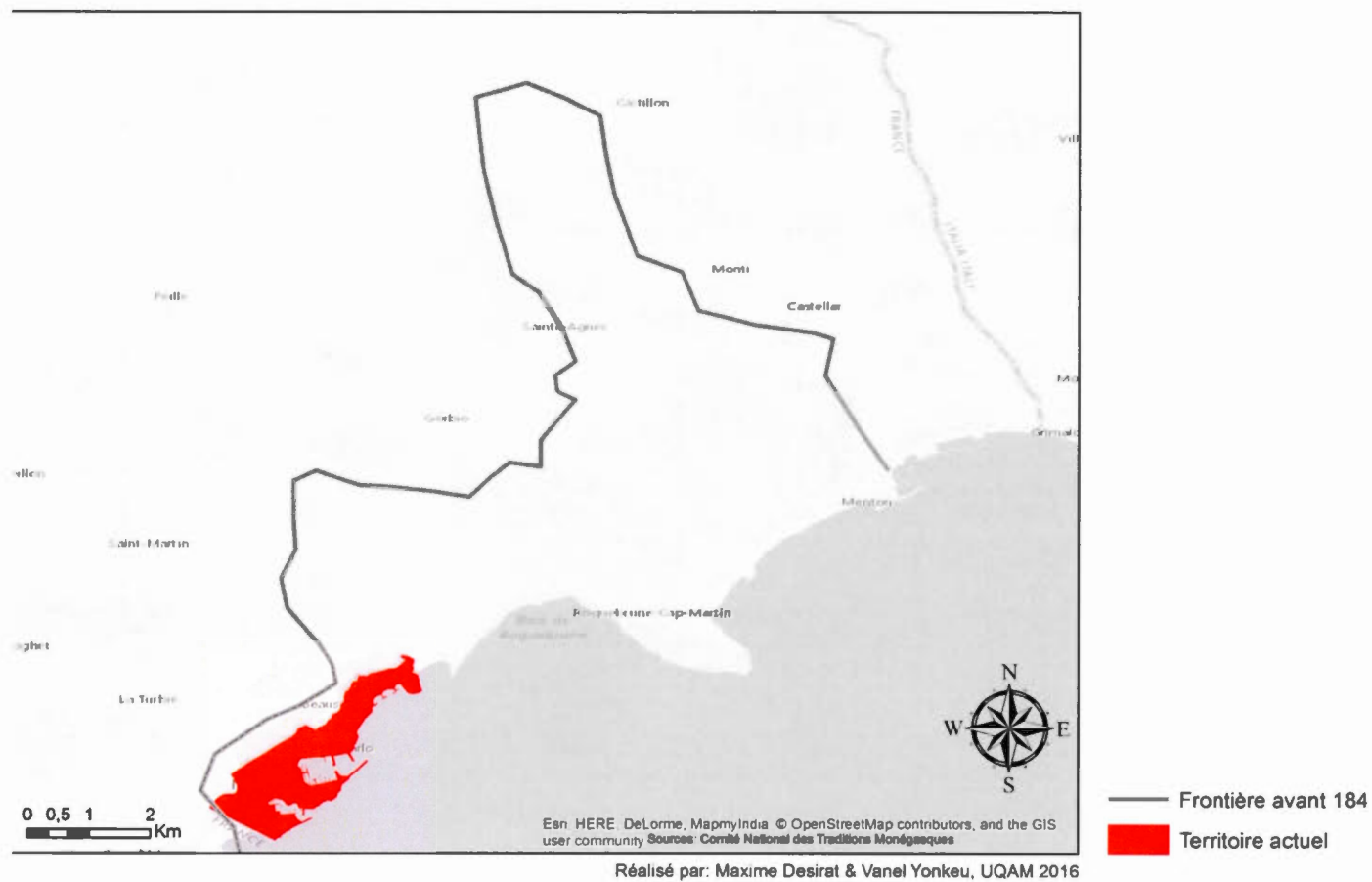
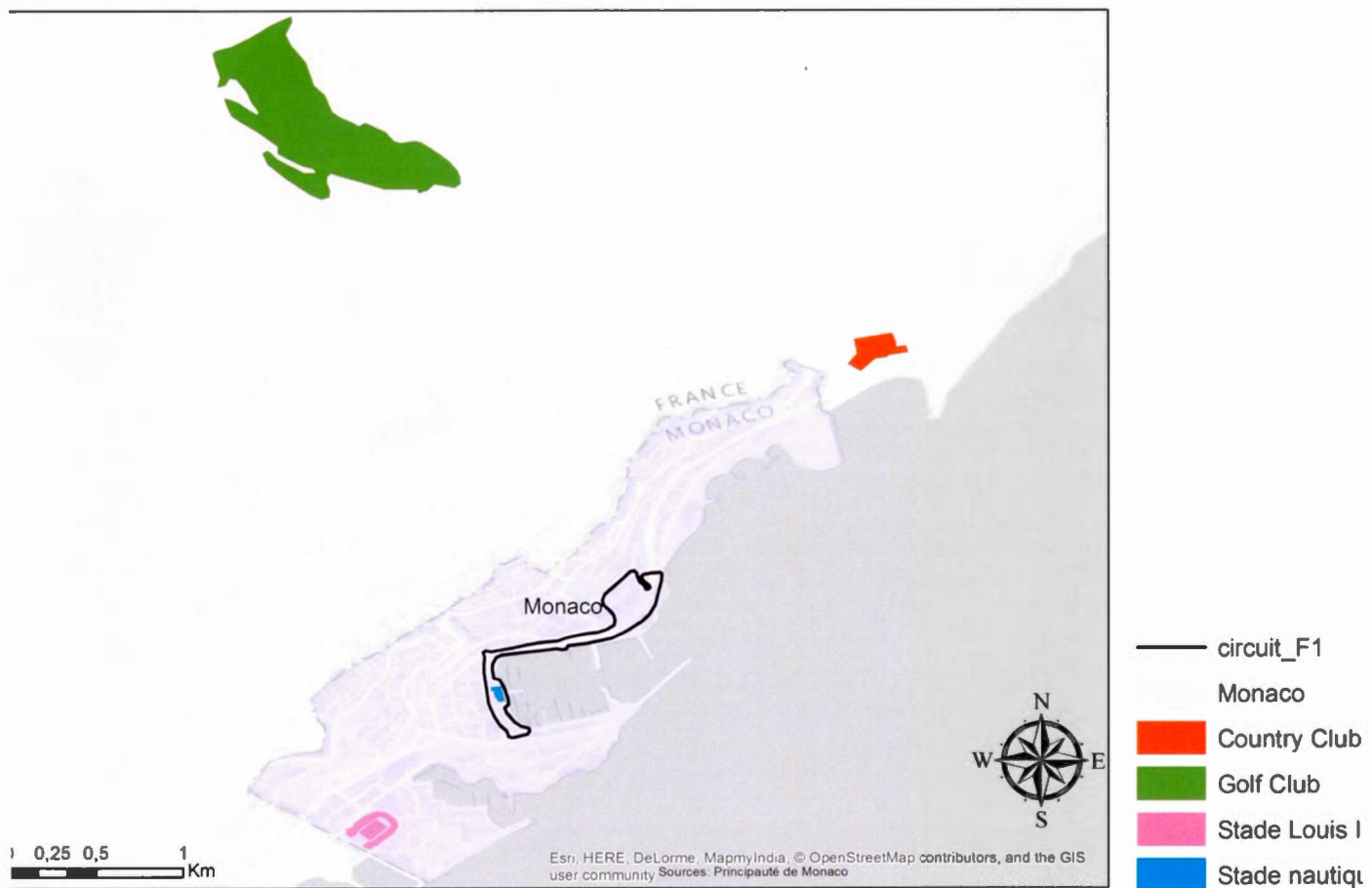
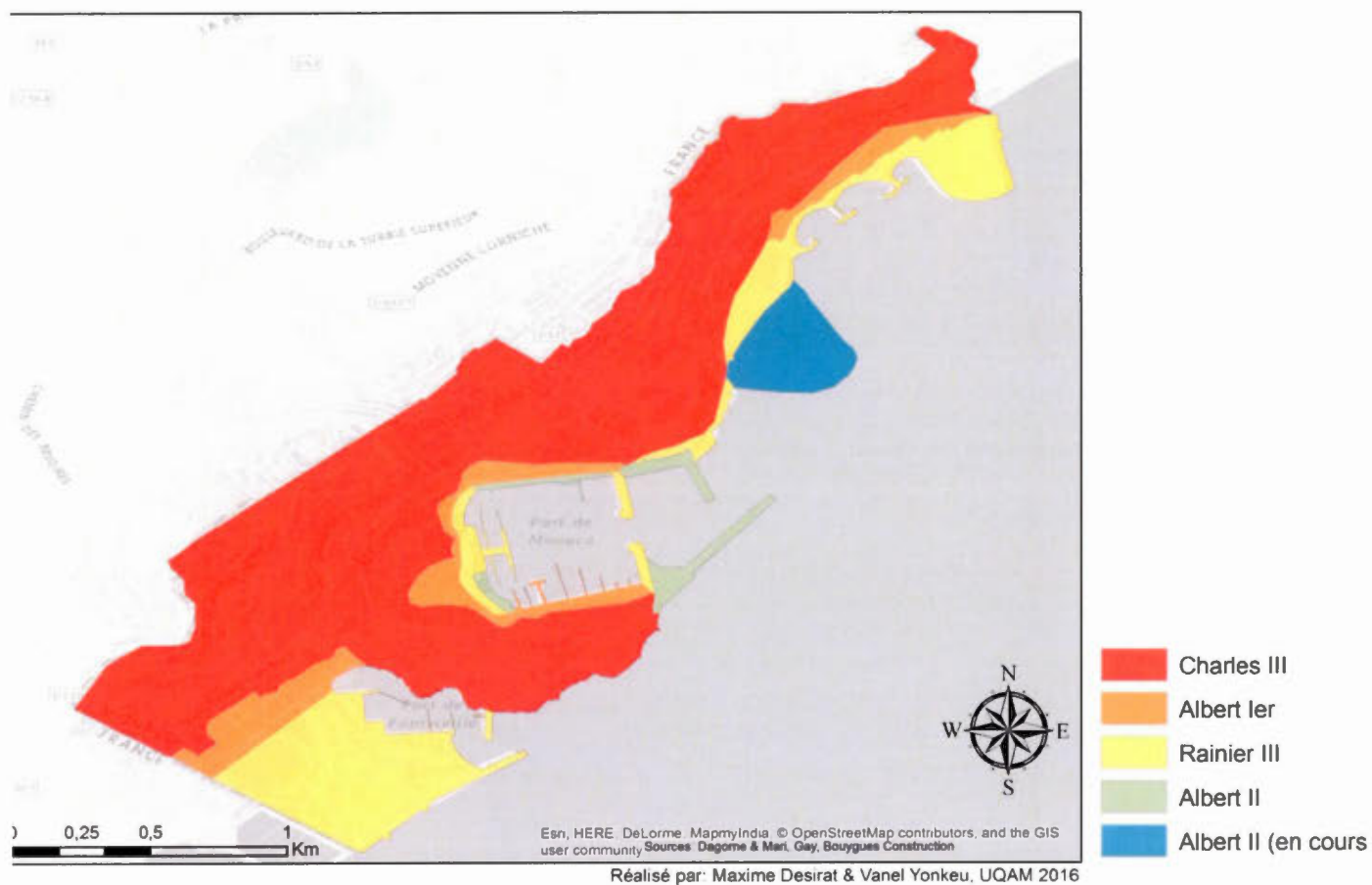


figure 4.2 répartition de l'équipement sportif professionnel monégasque



Réalisé par: Maxime Desirat & Vanel Yonkeu, UQAM 2016

figure 4.3 l'évolution du territoire monégasque depuis Charles III



4.3 Les acteurs du soft power sportif monégasque sous Albert II

Si la première partie de ce chapitre permet de comprendre que le sport a participé à l'élaboration de l'identité de la Principauté tout au long du XX^e siècle, l'arrivée d'Albert II est marquée par une mobilisation plus intense du sport à des fins diplomatique et géopolitique.

Depuis l'élaboration du nouveau gouvernement en 2005, la Principauté développe une stratégie de *soft power* passant par le contrôle et l'amélioration de son image afin de pousser les acteurs du système international à accepter son intégration dans les relations internationales sans pour autant s'affranchir de ses spécificités fiscales. Cette stratégie se déploie autour de grands axes tels que l'écologie, l'art et le sport. (Roger & Lorot, 2014 ; Rozès & Guiliani, 2016).

Afin d'illustrer l'importance du sport dans ce processus, cette partie de l'analyse va mettre en lumière les acteurs politiques, économiques, médiatiques et diplomatiques du *soft power* sportif monégasque, qu'ils soient internes ou externes à la Principauté et directement ou indirectement liés à ce processus.

4.3.1 Albert II et ses conseillers

Afin d'élaborer au mieux sa stratégie politique, Albert II s'est doté d'un cabinet de conseillers étant plus ou moins reliés au monde du sport, de la diplomatie, de la finance, des médias et plus généralement du marketing et du droit international. Ensemble, ils forment le principal organe d'élaboration stratégique du *soft power* sportif monégasque.

En 2005, Joël Bouzou est officiellement nommé conseiller auprès du Prince Albert. D'origine française, ce grand sportif pratiqua le pentathlon moderne au plus haut niveau puisqu'il participa à quatre éditions des Jeux olympiques. Sa carrière de sportif se distingua notamment par l'obtention d'une médaille de bronze et d'une médaille d'or dans sa discipline. Il deviendra par la suite secrétaire général de l'Union International de Pentathlon Moderne. Il fonda en 1991 en France

l'association de Rassemblement par le Sport (R.P.S), afin de faciliter l'intégration sociale de personnes marginalisées. En 2007, Joël Bouzou sera à l'origine de la création de Peace & Sport, une O.N.G. monégasque de promotion de la paix par le sport dont il deviendra le président. En 2011, il devient également le président de l'Association Mondiale des Olympiens (W.O.A), organisation fondée et reconnue par le C.I.O. et dont Albert II est également le membre d'honneur.

En 2008, Richard Milaneso est nommé Conseiller du Cabinet princier. De nationalité monégasque et diplômé de droit public, il possède une grande connaissance de la vie politique monégasque puisqu'il fut par le passé secrétaire général du département de l'intérieur, secrétaire général de la mairie et secrétaire général adjoint du ministre d'État. Il occupa également un poste à la direction générale du département de l'équipement, de l'environnement et de l'urbanisme. Il est un atout essentiel pour Albert II, étant donné l'importance de l'aménagement et de l'urbanisme dans un État si petit.

En 2009, Didier Gamerdinger est nommé conseiller du Cabinet princier. Occupant alors le poste de directeur général du département de l'intérieur, ce monégasque est néanmoins familier du monde sportif puisqu'il participa aux Jeux olympiques de Séoul en 1988 dans les épreuves de voile. Ayant soutenu une thèse sur les nouvelles formes de protectionnisme étatique en 1989 à l'université de Nice, sa nomination au cabinet princier semble s'inscrire dans le sens d'un développement de la puissance nationale par le sport.

En 2009 également, Anne-Marie Boisbouvier-Ancian est également nommée conseillère au cabinet du prince. Cette monégasque est entrée au service de l'État en 1995 au département des relations extérieures où elle occupa le poste de directrice adjointe des affaires internationales. Elle est également diplômée en finance-marketing et droit international, ce qui semble lui conférer une connaissance de l'importance de l'image dans les relations internationales.

En 2011, David Tomatis est également nommé conseiller du Cabinet princier. De nationalité monégasque, ce diplômé en économie possède d'une part une grande connaissance de la politique monégasque puisqu'il entra en 1989 au département des finances et de l'économie de l'État. D'autre part, il possède une grande connaissance du monde sportif, de sa diplomatie et de son économie médiatique puisque de 1996 à 2002, il occupa le poste de vice-président délégué de Sportel Monaco, salon international des médias du sport. Sa proximité sportive avec Albert II est forte puisqu'il est membre du Comité National Olympique Monégasque et ancien membre de l'équipe olympique de bobsleigh ayant participé aux Jeux olympiques.

S'entourant de conseiller monégasques et français ayant une expérience à la fois dans la politique monégasque, dans le système sportif international et dans le marketing, Albert II affirme le choix résolument sportif de sa stratégie politique pour le développement de la puissance monégasque.

4.3.2 Sportel et Monaco Média X

Bien que le forum Sportel fut créé avant l'arrivée au pouvoir d'Albert, il occupe une place importante dans la stratégie de *soft power* sportif monégasque puisqu'il a fait de la Principauté l'un des lieux de rencontre incontournable du marché international des médias sportifs, réputation dont Monaco jouit encore.

Sportel est une convention bi-annuelle monégasque et internationale du sport business et des médias sportifs. Chaque année, les leaders du marché international des médias sportifs, du commerce et de l'évènementiel sportif se retrouvent dans le cadre de la convention monégasque au Grimaldi forum en octobre et dans le cadre d'une seconde convention au printemps se déroulant dans un autre pays, en lien avec les marchés cibles asiatiques¹⁷⁷ et américains¹⁷⁸. L'objectif général de la convention Sportel est d'une part de faire des affaires autour

¹⁷⁷ La convention 2016 de Sportel Asia aura lieu à Singapour.

¹⁷⁸ En 2013, la convention Sportel Rio eu lieu à Rio de Janeiro, en 2015 et en 2017 la convention Sportel America est organisée aux Etats Unis dans la ville de Miami.

du monde du sport et d'autre part d'être à la pointe des derniers développements dans ces secteurs. *De facto*, elle permet à la Principauté de concentrer ponctuellement dans son territoire les acteurs les plus influents des médias sportifs internationaux et de faire la promotion de la Principauté lors de la convention de printemps. Selon les statistiques officielles de Sportel, la convention 2015 a réuni 2786 participants, représentant 994 entreprises liées au sport. Le principal secteur en présence est celui des chaînes de télévision (24 %), de la distribution de programmes sportifs (17 %) et de la presse et autres médias (12 %). Ces entreprises sont issues de 75 pays différents, 9,5 % d'entre elles proviennent d'Amérique du Nord, 4 % d'Amérique du Sud, 13,5 % d'Asie et du Moyen-Orient, 1 % d'Afrique, 2 % d'Océanie et enfin 70 % d'Europe (Sportel 2015).

La convention fut créée en 1990, sous le règne de Rainier III, par l'initiative d'Albert II et de George Bertellotti, journaliste sportif monégasque connu pour avoir fait le lien entre le gouvernement princier et la presse sportive internationale pendant une trentaine d'années. Comme le rappelle le site officiel de l'organisation, c'est cet homme qui eut l'idée de faire de Monaco un territoire d'accueil de la gouvernance sportive internationale, avec l'aval du Palais princier. La création de la convention est appuyée par Luc Niggli, secrétaire général de l'Association Générale des Fédérations Sportives Internationales¹⁷⁹ (A.G.F.I.S.). Par ailleurs, elle est aussi appuyée par Gilles Noghès, directeur de la direction du tourisme et des congrès de Monaco, ce qui semble souligner l'intérêt stratégique de ce projet pour l'économie touristique monégasque. Enfin, l'association obtint la reconnaissance du C.I.O. en recevant en 1997 le patronage de son président de l'époque Juan Antonio Samaranch. En 2016, Albert II et l'actuel président du C.I.O., Thomas Bach, forment tous les deux le comité d'honneur de la Convention.

Le succès de Sportel entraîna la création en 2001 du groupe Monaco Média X, dont l'activité concerne l'organisation d'événements liés aux médias à travers le monde. Depuis 2002, Monaco Média X est en charge de l'organisation de Sportel

¹⁷⁹ L'A.G.F.I.S est plus connue sous le nom de SportAccord.

Monaco, Sportel Asia, Sportel America et Sportel Rio pour le sport, ainsi que la convention d'imagerie médicale Imagina Dental et le Festival de Télévision de Monte-Carlo. Au-delà du sport, le groupe Monaco Média X semble donc être une structure centrale dans le positionnement de Monaco dans le marché de l'image et des médias internationaux.

4.3.3 Peace & Sport

Peace & Sport est une organisation qui fut créée en 2007 dans l'objectif de promouvoir la paix dans le monde par le sport. Bien qu'elle soit présentée comme une organisation non gouvernementale, elle fut fondée et est présidée par Joël Bouzou également conseiller auprès d'Albert II. La localisation de son siège social à Monaco en fait bel et bien une organisation caritative monégasque, sous le haut patronage¹⁸⁰ d'Albert II. Ses liens avec de nombreux acteurs du monde sportif et parasportif semblent en faire une des structures centrales du déploiement du *soft power* sportif monégasque.

4.3.3.1 Rôle et objectif

Active depuis 2007, l'organisation se présente comme une plateforme de rapprochement entre les acteurs du monde du sport et des acteurs tels que des gouvernements, des États ou des associations désireuses de mettre en place des programmes de développement humanitaires par le sport. Elle élabore à ce titre des projets de partenariats internationaux pour parvenir à cet objectif. L'organisation a la volonté d'apporter une aide aux O.N.G. et aux associations issues des communautés locales en précisant que ce sont les acteurs les plus légitimes pour agir sur le terrain. Peace & Sport n'entend pas assimiler ces acteurs dans ses projets, mais propose plutôt son aide dans leurs projets via une analyse et une définition de leurs besoins, une aide à la recherche de ressources nécessaires à la mise en œuvre

¹⁸⁰ Un patronage est un appui, un soutien officiel accordé à une structure par une personnalité ou une organisation influente.

de leurs projets et un soutien pour assurer la pérennité de ces projets en passant par le transfert de compétences et la responsabilisation.

4.3.3.2 Le Forum annuel Peace & Sport

La force de Peace & Sport se base tout d'abord sur l'élaboration d'un réseau très dense d'acteurs liés directement ou indirectement à la mondialisation du sport, construit grâce à son forum annuel. Tel que mentionné sur le site officiel de l'organisation, le forum s'articule autour de huit objectifs directeurs¹⁸¹, dont le but est de promouvoir la paix par le sport. Le forum se déroule chaque année à Monaco depuis 2007. Une exception fut faite en 2012 puisque ce fût la ville russe de Sotchi qui accueillit la 6^e édition du forum.

4.3.3.2.1 Types d'acteurs et participation

Comme le montre le tableau 5, les acteurs présents au forum sont principalement des États, représentés soit par des chefs d'État, des membres de gouvernements ou des diplomates, des fédérations internationales du sport, des C.N.O., des membres du C.I.O., des organisations para-sportives, des organisations internationales, des O.N.G., des entreprises, des médias ainsi que des universités et des centres de recherche scientifique ou des athlètes. Pour la période allant de 2007 à 2012, il fut possible d'obtenir les listes détaillées des participants en fonction de leurs qualités. Ainsi, comme le montre le tableau ci-dessous, la présence des États au forum a connu une forte croissance sur la période 2007-2009 puis un déclin entre 2009 et 2010¹⁸² pour se stabiliser autour de 34 États représentés en 2012 lors de l'édition de Sotchi. La présence des C.N.O. connaît une dynamique similaire

¹⁸¹ Les huit objectifs directeurs du forum sont les suivants :

- 1) Favoriser les échanges et préparer l'adéquation entre les besoins identifiés par les gouvernements et les acteurs locaux et les solutions portées par les acteurs du mouvement sportif ;
- 2) Initier des partenariats pour être plus efficaces et pragmatiques sur le terrain ;
- 3) Recenser et identifier les futurs Projets sur Zone ;
- 4) Promouvoir les meilleures pratiques ;
- 5) Rendre compte des projets en cours ;
- 6) Développer un réseau d'acteurs mondiaux engagés ;
- 7) Sensibiliser le grand public au pouvoir du sport comme instrument de paix.

¹⁸² Suite à la crise financière mondiale.

puisque sur la période 2007-2009, leur présence est passée de 20 à 30, mais elle est redescendue à 17 en 2012. En ce qui concerne les fédérations internationales du sport, leur participation au forum semble plutôt stable puisque leur présence oscille entre 20 et 35 participants entre 2007 et 2012. En ce qui concerne les organisations para-sportives, et en l'absence de données sur la période 2007-2009, on peut tout de même signaler que leur présence est à peu près constante (2010-2012), oscillant entre 20 et 26 participants. La présence des membres du C.I.O. connut un dynamisme durant les deux premières éditions du forum, passant de 15 à 30 participants, puis une diminution de 2009 à 2012 (de 10 à 7 participants), malgré la présence de 25 participants en 2011. À l'inverse, la participation d'acteurs du milieu scientifique tels que des universités ou des centres de recherche connut une hausse passant de 11 à 18 participants entre 2010 et 2012. Les entreprises sont également nombreuses à participer au forum. En 2011, elles furent 39 à participer. Les médias sont aussi très présents puisque pour cette même année on compte 37 participations. Enfin, les O.N.G semblent occuper une très forte présence au forum. De 2007 à 2011, elles passèrent de 15 à 68 participants. Néanmoins seulement 26 d'entre elles participèrent à l'édition de 2012 en Russie.

L'analyse de l'évolution de la participation des différents types d'acteurs au forum pourrait être plus précise et significative si les données des éditions 2013, 2014, et 2015 étaient accessibles. Elles permettraient de faire ressortir de façon plus significative les grandes tendances sur les comportements des acteurs participant au forum, ce qui permettrait de fournir un suivi plus précis de ce projet d'envergure.

tableau 4.1 évolution de la participation au forum Peace & Sport par type d'acteurs de 2007 à 2012

Année	organisations internationales	états	C.N.O	F.I.S	O.N.G	organisations para-sportives	membres du C.I.O	universités	entreprises	médias	athletes
2007	n.a	25	20	20	15	n.a	15	n.a	n.a	n.a	n.a
2008	n.a	35	30	30	20	n.a	30	n.a	n.a	n.a	n.a
2009	n.a	85	32	30	42	n.a	10	n.a	n.a	n.a	37
2010	12	32	18	27	53	26	12	11	36	31	22
2011	14	44	25	35	68	23	25	15	39	37	16
2012	4	34	17	26	26	20	7	18	21	36	22

réalisation : M.Desirat, 2016

source: www.peace-sport.org

4.3.3.2.2 Projets portés par le forum et Peace & Sport

Pour parvenir à ses objectifs, l'O.N.G. a également déployé des actions basées principalement sur des partenariats ainsi que sur le pouvoir de l'image et des réseaux sociaux. La première édition (2007) fut marquée par la poignée de mains entre l'ambassadeur de Palestine en Grande-Bretagne, Manuel Hassassian, et le ministre de la Culture, des sports et des sciences d'Israël, Galed Majadle. Ce type de rapprochement diplomatique entraîna la création en 2008 du prix de « l'image Peace & Sport de l'année » dont le premier prix fut attribué à la photo de la poignée de main entre le président turc Abdullah Gül et le président arménien Serge Sarkissian, prise à Erevan en Arménie le 6 septembre 2008 à l'occasion d'un match de qualification pour la Coupe du monde opposant ces deux sélections nationales¹⁸³.

La troisième édition du forum (2009) marque un grand tournant pour Peace & Sport puisque cette année un partenariat officiel est signé avec les deux organes de développement par le sport de l'O.N.U. : l'U.N.O.S.D.P. et l'U.N.O.P. Un partenariat est également lancé avec l'université de la Paix du Costa Rica et l'Université internationale de Monaco pour la création d'un master en développement de la paix par le sport.

En 2013, l'assemblée générale de l'O.N.U. déclare le 6 avril comme la journée internationale du sport au service du développement de la paix. Dans ce cadre, Peace & Sport ouvre dans la foulée la plateforme web « www.april6.org » afin d'enregistrer et cartographier les événements organisés dans les différents pays du monde en faveur de la cause. De plus, la plateforme lance la campagne « #whitecard »¹⁸⁴ visant à marquer symboliquement cette journée à travers les réseaux sociaux.

¹⁸³ Les relations diplomatiques turco-arméniennes sont conflictuelles depuis la première guerre mondiale et plus récemment par le positionnement de la Turquie en faveur de l'Azerbaïdjan concernant la question de l'indépendance des peuples arméniens du Haut Karabagh.

¹⁸⁴ Le signe # signifie « hashtag », c'est un outil web souvent utilisé dans les stratégies marketings sur les réseaux sociaux virtuels.

En 2016, selon les données officielles de l'organisation, Peace & Sport et son forum comptent plus de 3500 participants, pour 350 intervenants, et la présence de 150 médias. Ce sont 115 nationalités qui ont été présentes jusqu'à ce jour lors de cette convention annuelle. Par ailleurs, l'organisation compte 11 500 « likes » sur Facebook et est suivie par 8600 « followers » sur le réseau social Twitter.

4.3.4 L'Association Mondiale des Olympiens (W.O.A)

L'association mondiale des olympiens est l'une des cinq organisations parasportives reconnues officiellement par le C.I.O. Avec son siège social basé à Monaco, et son lien étroit avec le gouvernement monégasque, au même titre que Sportel et Peace & Sport, elle favorise *de facto* la stratégie de *soft power* sportif de la Principauté.

L'Association mondiale des Olympiens fut créée en 1994 par l'initiative du président du C.I.O. Juan Antonio Samaranch. Officiellement ratifiée lors de la 105^e session du C.I.O. lors des Jeux olympiques d'Atlanta, elle fut soutenue par la multinationale américaine VISA, l'un des principaux sponsors du mouvement olympique. À l'origine, l'association mondiale des olympiens avait pour seul objectif de créer des lieux de rassemblement pour les olympiens du monde à chaque Jeux olympiques. De 1995 à 2011, sa principale activité consista à ouvrir des centres de réunions dans les pays et les villes où se déroulèrent les Jeux. En 2003, un partenariat avec la ville japonaise d'Osaka va permettre un développement plus poussé de l'association dont l'ouverture de centres va se généraliser dans tous les continents.

À partir de 2011, l'élection de Joël Bouzou à la tête de l'association lors de sa 5^e assemblée générale va être le point de départ de la modernisation de ce projet. L'association a désormais des objectifs qui se précisent. En outre, elle entend s'affirmer comme l'organe représentatif des olympiens dans le monde et de les fédérer à travers un réseau de personnes liées à l'olympisme dans le monde. Pour y parvenir, elle s'est fixée le mandat de les réunir plus qu'à chaque édition des jeux, en organisant un grand nombre d'événements et en créant un forum international.

De manière générale, ces rencontres ont pour objectif de promouvoir les valeurs de l'olympisme au travers de projets caritatifs¹⁸⁵ tout en développant un réseau dense d'olympiens. L'association est représentée dans le monde par des Associations Nationales d'Olympiens (A.N.O) qui sont au nombre de 156 en 2016.

En 2012, Albert II succéda à Juan Antonio Samaranch au poste de membre bienfaiteur de l'association. En 2013, l'association lança la création de deux fonds, l'un pour le développement d'associations nationales d'olympiens et l'autre pour aider le financement des projets qui y seront associés. En 2015, le premier forum de l'association est organisé en Russie dans la ville de Moscou. Pour Joël Bouzou ce forum fut un succès puisqu'il permit de réunir 284 olympiens originaires de 120 pays (Francs Jeux, 2015). En 2016, l'association créa le centre EY comme lieu de rassemblement pour les membres de l'association. Cette même année elle annonça sur son site internet officiel la création d'un réseau social numérique réservé aux olympiens. Il est difficile d'en apprendre plus sur l'association puisque très peu d'articles sont accessibles sur le web et que le site officiel de l'organisation lui-même ne propose pas énormément de renseignements sur l'association.

4.3.5 Les investisseurs étrangers

Le déploiement du *soft power* sportif monégasque s'appuie également sur l'attraction d'investisseurs étrangers ayant suffisamment de ressources pour financer des clubs sportifs monégasques en difficultés¹⁸⁶. Ces rachats ont permis à ces clubs de revenir dans les ligues les plus prestigieuses, et donc, les plus médiatisées, ce qui permet d'insuffler un sentiment de fierté pour le peuple

¹⁸⁵ En 2014, l'Association Mondiale des Olympiens lance l'opération #TargetEbola pour aider à combattre le virus Ebola en Sierra Leone. Cette même année, elle lance la campagne #sport4climat dont l'objectif est d'associer le pouvoir des médias sociaux à la popularité du sport pour aider à aborder et affronter les problèmes environnementaux dans le monde.

¹⁸⁶ Avant son rachat par Dmitry Rybolovlev, l'A.S Monaco football club connu quelques années de difficultés, allant de mauvais résultats à certaines difficultés financières, se soldant par un déclassement en ligue 2 fin 2011. En ce qui concerne l'A.S Monaco basket, si le club connu la gloire dans les années 1980 (finaliste de coupe de France en 1983, qualification en play-off en 1987, 1988 et 1989), les années 1990 furent celles des relégations dans les ligues inférieures.

monégasque tout en faisant indirectement la promotion de la Principauté dans le monde entier.

En 2011, l'A.S Monaco F. C fut vendue au milliardaire russe Dmitry Rybolovlev. Pilier de l'identité sportive monégasque, le club est fondé en 1923 et évolue dans le football français et européen. Sept fois vainqueur du championnat de France de Ligue 1¹⁸⁷ et finaliste par deux fois dans les prestigieuses compétitions européennes de la Ligue des champions et de la Coupe des coupes¹⁸⁸, le club connut malheureusement un passage à vide entre 2005 et 2011 puisqu'il fut relégué en Ligue 2. Face à ce coup dur pour le club et la Principauté, absentes des grandes compétitions nationales et européennes, Albert II accepta de vendre le club Dmitry Rybolovlev en 2011 pour 200 millions d'euros, malgré l'origine trouble de la fortune de cet homme d'affaire russe¹⁸⁹. Cette vente fut un succès puisque grâce à l'investissement dans deux nouveaux joueurs et à l'embauche de l'entraîneur Claudio Ranieri, le club retrouva le chemin de la Ligue 1 française dès 2012 et celui de la Ligue des champions pour la saison 2016/2017.

Moins médiatisé, le schéma fut similaire pour l'équipe de basket-ball de la Principauté. En 2011, un riche banquier ukrainien, Sergueï Dyadechko, est devenu le premier actionnaire de l'A. S Monaco basket-ball. Le club connut ses heures de gloire entre 1973 et 1991 lorsqu'il évoluait dans la ligue Pro A, première ligue du championnat français, ce qui faisait la fierté de la société monégasque. Or, à partir de 1991 le club connut des difficultés entraînant sa relégation dans les niveaux inférieurs. L'arrivée de Sergueï Dyadechko en 2011 est un miracle pour le club

¹⁸⁷ Monaco remporta le championnat de France en 1961, 1963, 1978, 1982, 1988, 1997 et en 2000.

¹⁸⁸ Monaco fut finaliste de la ligue des champions en 2004 et finaliste de la Coupe des coupes (actuelle ligue Europa) en 1992.

¹⁸⁹ Après des études de médecine et l'obtention d'un diplôme en cardiologie, Rybolovlev fit fortune dans les engrais potassiques en devenant l'actionnaire principal de différentes firmes russes. Dans ce cadre, il fut accusé d'être le commanditaire du meurtre d'Eugenia Panteleimon, actionnaire majoritaire de l'AO Neftekhimik, dont il convoitait le rachat. Il fut condamné à un an de prison pour cette affaire puis relâché suite aux aveux de faux témoignages du principal témoin de l'affaire.

puisqu'il grâce à l'investissement de fonds et à un remaniement des postes¹⁹⁰, le club remonta en ligue Nationale Masculine 1 (3e division) au terme de la saison 2011-2012. En 2015 le club finit champion de la Pro-B (2e division), ce qui assura son retour dans la saison Pro A (1^{re} division) pour la saison 2015-2016.

Si l'investissement dans un club de sport n'est pas le meilleur moyen de faire fructifier son argent, il peut néanmoins apporter d'autres avantages stratégiques. Connaissant tous les deux un passé trouble¹⁹¹, Dmitry Rybolovlev et Sergueï Dyadechko étaient à la recherche d'un endroit dans lequel ils puissent vivre en toute sécurité. Si la Principauté permet d'offrir ce confort, il ne faut pas oublier qu'il n'est pas dans son intérêt d'être associé à un territoire abritant des résidents à la mauvaise réputation¹⁹². En investissant donc dans un secteur cher au Prince et au peuple monégasque ils s'assurent les bonnes grâces du palais princier nécessaires à l'obtention de leurs cartes de résidence monégasque.

4.3.6 Un diplôme en promotion de la paix par le sport

Le 3 décembre 2010, lors du quatrième forum international Peace & Sport, un accord est signé entre l'Université Internationale de Monaco, l'Université pour la Paix du Costa Rica mandatée par l'O.N.U et Peace & Sport, pour la création d'un master en paix durable par le sport.

L'objectif de ce programme est de former des universitaires à mobiliser le sport comme outil stratégique de promotion et de construction de la paix à travers le monde. Pour y parvenir, le programme propose d'enseigner aux étudiants les rudiments de la diplomatie du sport, de mettre en place des levés de fonds pour financer des projets, d'apprendre à identifier et créer un réseau d'acteurs

¹⁹⁰ Une fois arrivé à la tête du club, il fut notamment remarqué par ses multiples remaniements de postes.

¹⁹¹ En 2012, Dyadechko sort indemne d'une fusillade le visant directement en représailles à l'affaire de la banque Rodovid, qu'il cofonda en 2008.

¹⁹² Selon un article du Figaro de 2011, en 2002, le projet de rachat de l'A.S Monaco F.C fut annulé lorsque Rainier découvrit par l'intermédiaire d'une note des renseignements généraux que la compagnie proposant une offre de rachat, Fedcominvest, était la vitrine légale du crime organisé en Europe de l'Est.

internationaux du sport, mobilisables pour promouvoir des partenariats stratégiques et de développer des compétences opérationnelles de construction de la paix par le sport. Au terme de dix mois de formation, un stage de 6 mois est proposé aux étudiants pour mettre en pratique leurs expériences sur le terrain ou bien s'ils le souhaitent, ils peuvent également rédiger une thèse sur le thème de la paix par le sport.

4.3.7 Des acteurs à la fois internes et externes à la Principauté de Monaco

En somme, le déploiement du *soft power* sportif monégasque repose sur des acteurs internes et externes à la Principauté. À l'interne, ses compétitions historiques identifiées dans la première partie de ce chapitre sont les premiers éléments constituant l'image prestigieuse de la Principauté. À cela s'ajoutent les structures plus récentes qui viennent d'être énumérées. Elles possèdent une dimension à la fois interne et externe à la Principauté puisqu'elles sont à la fois constituées d'acteurs internationaux et d'acteurs monégasques. De plus, localisées au sein de la Principauté, ces structures favorisent le développement de l'image de la Principauté par l'attraction d'acteurs politiques, économiques et médiatiques du système international sportif au sein du territoire monégasque.

4.4 Les objectifs du sportif monégasque

Le déploiement du *soft power* sportif monégasque permet à la Principauté d'atteindre toute une gamme d'objectifs qui permettent à la fois le développement d'objectifs internes à la principauté et d'objectifs externes à celle-ci. Ces objectifs favorisent à la fois le développement du *hard power* monégasque par l'attraction d'investisseurs, de résidents et par la diversification de son économie touristique. Ils favorisent également son *soft power* en augmentant sa présence et son action dans les organisations internationales par le sport, ce qui lui permet d'améliorer son image, et donc de favoriser une meilleure intégration régionale dans l'espace européen pour l'orienter en fonction de ses intérêts.

4.4.1 Objectifs à l'échelle nationale

4.4.1.1 Diversification de l'industrie du tourisme

Le déploiement du *soft power* sportif permet d'atteindre un objectif incontournable du développement de la puissance monégasque qui est la diversification de son activité touristique. La mise en tourisme, qui a permis de remplacer l'activité agricole au XIX^e siècle, est encore en 2016 un outil important de la puissance monégasque, car il est le moteur d'une grande partie de l'économie, de l'emploi et de l'attractivité monégasque. Selon la « Feuille de Route 2009-2013 » de la Direction du Tourisme et des Congrès de Monaco, le secteur de l'hôtellerie-restauration est étroitement lié au tourisme qui représente en 2013, 65,5 % de la fréquentation annuelle hôtelière monégasque. Par ailleurs, selon l'I.M.S.E.E., l'hôtellerie-restauration représente le troisième secteur d'emploi de la Principauté avec 6 072 postes occupés¹⁹³.

4.4.1.1.1 La saisonnalité

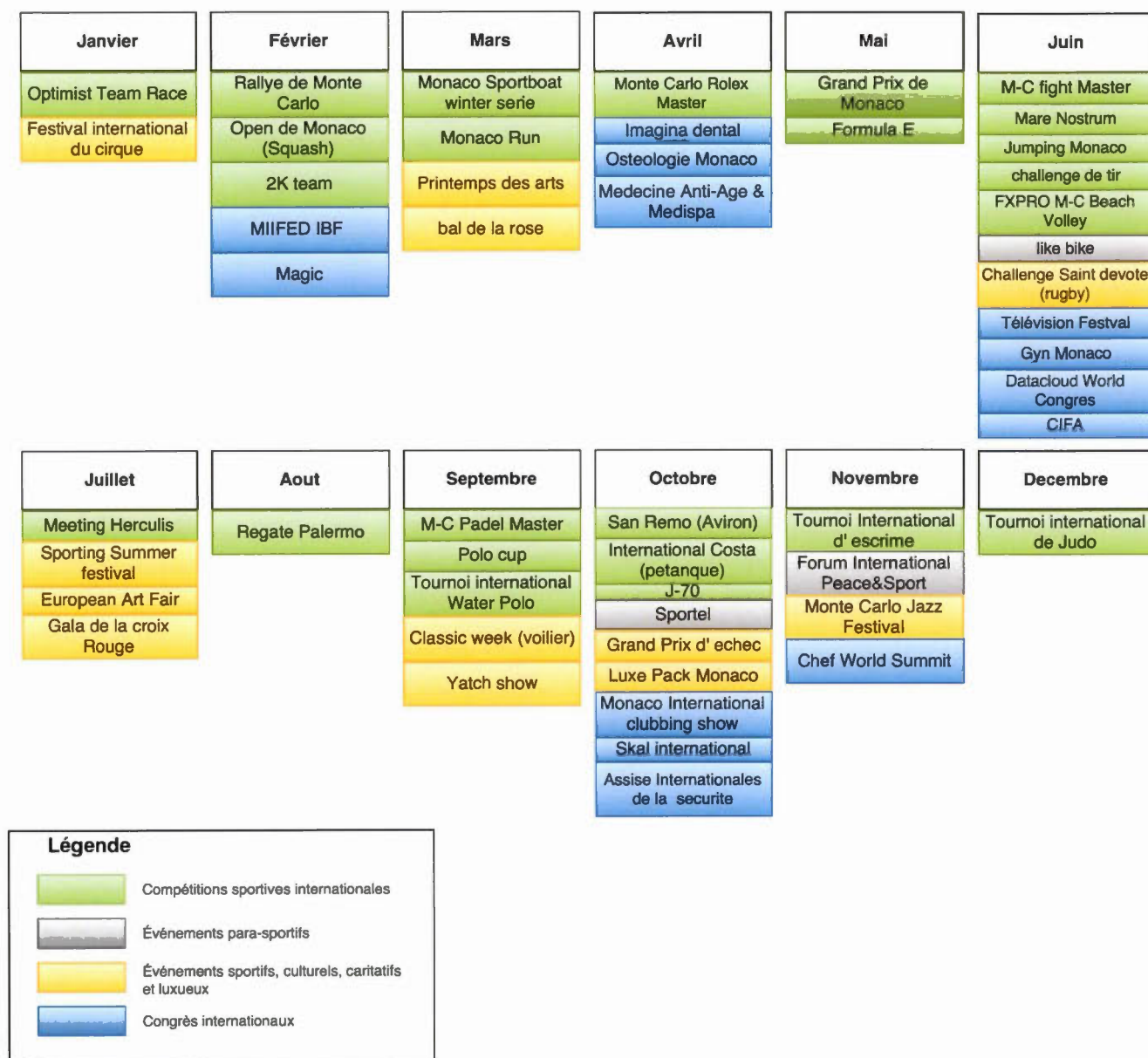
Dans le cadre de l'activité touristique monégasque, le sport permet de s'affranchir de la première contrainte de ce genre d'activité, la saisonnalité. Ne pouvant se permettre de réduire cette activité à la seule saison d'été ou d'hiver, il est important pour la Principauté de favoriser son attraction touristique tout au long de l'année. Comme le montre la figure 7, les compétitions sportives internationales et les congrès para-sportifs sont un atout majeur puisqu'ils représentent le plus important secteur événementiel de la Principauté, devant le tourisme d'affaires et culturel. Répartis tout au long de l'année, les événements liés au sport permettent de contrecarrer la basse saison monégasque allant de novembre à mars.

Selon les données de Monaco Statistics, la basse saison monégasque se situe de novembre à février puisque pour 2014, le taux d'occupation des chambres

¹⁹³ Selon Monaco Statistics (2014), les activités scientifiques, techniques et administratives représentent 22 % des emplois monégasques et le secteur des activités de services en représente 16 %.

d'hôtel descend en dessous de 50 % pendant ces mois (I.M.S.E.E., 2014). Néanmoins le forum *Peace & Sport* semble atténuer la baisse des fréquentations puisque pour le mois de novembre l'institut précise que le tourisme d'affaires représente 45 % des nuitées hôtelières de la Principauté.

figure 4.4 calendrier annuel des événements monégasques, saison 2015-2016



4.4.1.1.2 Le tourisme sportif

Le *soft power* sportif favorise également la stratégie de mixité touristique de la Principauté constituée du tourisme de luxe, du tourisme d'affaires, et du tourisme excursionniste. Comme le rappelle la direction du tourisme, Monaco défend un positionnement spécifique sur le marché du tourisme d'élite. Dans ce cadre, les compétitions tels que le Grand Prix, le Master 1000 de Monte-Carlo et les infrastructures du Country Club, du Golf Club et du port permettent de mettre à profit l'attraction touristique de la Principauté pour une clientèle haut de gamme. Bien qu'il ne soit pas la première priorité du tourisme monégasque, le tourisme à la journée ou « excursionniste » n'est pas négligé par la Principauté puisqu'il favorise le développement de l'activité des commerces, et des loisirs urbains (Direction du tourisme, 2011). Le Grand Prix de Formule 1 fait office de tête de proue des événements sportifs favorisant le tourisme et le rayonnement monégasque puisqu'il rassemble en moyenne entre 100 000 et 200 000 spectateurs dans la Principauté. Par ailleurs, lors de cet événement, l'ensemble du parc hôtelier est réservé.

4.4.1.2 Maintien des compétitions dans les circuits internationaux

Bien que la renommée historique de Monaco dans le monde du sport soit solide, l'émergence économique et sportive de certains pays d'Asie augmente la concurrence internationale pour l'obtention d'une étape dans un circuit sportif international. Cette dynamique vient fragiliser les pays occidentaux dans certains sports comme le Canada pour la Formule 1, ou Monaco pour le tennis. Si en ce qui concerne la Formule 1, le statut du Grand Prix de Monte-Carlo ne semble pas menacé étant donné qu'il est considéré comme l'étape la plus prestigieuse du championnat mondial, le master de Monte-Carlo ne connut pas la même stabilité. Faisant partie des neuf tournois composant la compétition annuelle des master 1000, son statut faillit être déclassé au rang moins prestigieux des masters 500 au profit d'une nouvelle étape chinoise du tournoi. Le maintien du tournoi monégasque au rang des masters 1000 n'a tenu qu'à la mobilisation de grands joueurs de tennis tels que Raphael Nadal et Roger Federer en faveur de la

Principauté. En termes d'image, de tourisme et de réputation, le déclassement de ce tournoi serait un coup dur pour la Principauté puisque le maintien de son image de marque est indispensable à l'équilibre de son tourisme haut de gamme. En outre, en s'impliquant à différents niveaux du monde sportif, la Principauté favorise le maintien de ses événements sportifs dans les compétitions les plus prestigieuses au monde.

4.4.1.3 Polarisation des acteurs du système international sportif

La dimension de séduction et d'attraction du *soft power* semble être atteinte par la Principauté puisque c'est à Monaco que se réunissent des acteurs influents du système international.

De 2006 à 2014, l'U.E.F.A. créa en collaboration avec la Principauté, le « Monaco Charity Awards », une cérémonie annuelle dans laquelle la fédération européenne de football remet un don d'un million d'euros à un organisme œuvrant dans le domaine du développement de la paix par le sport ou en utilisant le sport à des fins humanitaires. À ce titre, en Août 2010, l'U.N.O.S.D.P. reçut un don d'un million de dollars de la part de l'U.E.F.A. dans le but de financer cinq projets de développement par le sport touchant les thèmes du genre, de la paix, de la santé et de l'handicap.

Du 5 au 9 décembre 2014, la 127^e session du C.I.O. fut organisée au Grimaldi Forum de Monaco. Cette session fut notamment marquée par la reconnaissance officielle du C.N.O. du Kosovo par le C.I.O.

De manière plus pérenne, Monaco était déjà devenue en 1994 le lieu d'installation du siège de l'I.A.A.F. initialement localisé à Londres. Par ailleurs, la fédération déménagea toujours au sein de la Principauté, mais dans des bureaux plus modernes en 2015. Traditionnellement implantée en Suisse, l'installation d'une fédération sportive internationale au sein de la Principauté démontrait déjà l'existence d'une certaine influence monégasque dans le monde du sport.

En outre, si l'objectif de faire de Monaco un lieu de rencontre pour les organisations internationales du sport peut être considéré comme une réussite, il concerne également d'autres thématiques internationales telle que l'écologie puisqu'en 2009, Monaco accueillit un séminaire de l'U.N.E.S.C.O. sur les stratégies de luttres contre le réchauffement climatique dans la région arctique.

4.4.2 Présence, visibilité et reconnaissance internationale : l'O.N.U., L'U.N.O.S.D.P. et les *Groups of friends*

Le déploiement du *soft power* sportif s'inscrit dans la volonté de permettre une meilleure intégration internationale de la Principauté de Monaco en augmentant sa présence et sa visibilité dans les organisations internationales sportives, non sportives et dans les médias. Par ailleurs, ces acteurs internationaux reconnaissent cette stratégie en faisant de Monaco le territoire hôte de leur rassemblement.

4.4.2.1 Monaco à L'O.N.U. : l'U.N.O.S.D.P. et les *Groups of Friends*

Entre 1993-2005, la Principauté était un membre plutôt discret à l'O.N.U. avec seulement 15 prises de paroles lors des assemblées générales. De 2005 à 2015, sa participation connut une forte hausse avec 132 prises de paroles en l'espace de 10 ans, soulignant une volonté de s'affirmer dans l'organisation.

4.4.2.1.1 L'U.N.O.S.D.P.

Grâce au sport, la Principauté a favorisé sa présence et son influence dans le cadre de l'Office des Nations Unies pour le développement de la paix par le sport. Fondée en 2001 pour atteindre les Objectifs du millénaire, cet office a pour objectif de faire la promotion du sport dans les programmes de développement local, national et international mis en place par les États membres. Pour y parvenir, L'U.N.O.S.D.P. a aidé à la création de quatre événements annuels en partenariat avec des organisations et des États membres : le Monaco Charity Awards de l'U.E.F.A., la conférence internationale sur le sport et la sécurité de Doha au Qatar,

la conférence mondiale des ministres des sports de Berlin en Allemagne et les *Youth Leadership Camps* se déroulant chaque année dans un pays différent.

4.4.2.1.2 Les Groups of friends

En tant qu'État membre, la Principauté est représentée dans les *Groups of Friends on Sport for Development and Peace* de New York et de Genève, deux plateformes intergouvernementales de travail pour l'U.N.O.S.D.P., tel qu'illustré dans la figure 8.

Le groupe de New York fut créé en 2005 sous l'impulsion de la Suisse et de la Tunisie dans le cadre de l'Année du Sport et de l'Éducation physique¹⁹⁴. Le groupe est composé de 47 États membres et est co-présidé par la Tunisie et la Principauté de Monaco. Selon les informations partagées sur le site officiel de l'office, pour intégrer le groupe, un État doit obtenir dans un premier temps un parrainage d'un État déjà membre qui soumet la demande d'adhésion aux membres co-présidents.

Le groupe se réunit sur une base théorique d'une fois tous les trois mois afin d'échanger des informations, des commentaires, des suggestions et des idées sur le thème du développement par le sport. Les réunions sont fixées par les membres co-présidents, généralement à l'occasion d'une visite du conseiller spécial du secrétaire général de l'U.N.O.S.D.P. à New York pour faire le point sur les activités du groupe¹⁹⁵. Ces réunions sont aussi organisées dans le cadre de présentations faites par des invités spéciaux, dans le cadre de partage d'informations concernant les dernières résolutions relatives au sport ainsi que dans le cadre de préparation des séances relatives au sport de l'Assemblée générale de l'O.N.U. En 2010, le groupe a parrainé la table ronde « Valeur du sport pour le développement de la

¹⁹⁴ L'Année du Sport et de l'Éducation Physique est une initiative lancée par l'O.N.U. en 2005 dans le but de promouvoir d'une part, la capacité de développement du sport auprès des États, des associations locales et des O.N.G, et d'autre part de créer des plateformes permettant le développement d'idées et de projets basés sur le sport.

¹⁹⁵ Depuis 2008, le secrétaire général de l'O.N.U. Ban Ki-Moon désigna l'allemand Wilfried Lemke au poste de conseiller spécial du sport pour le développement de la paix.

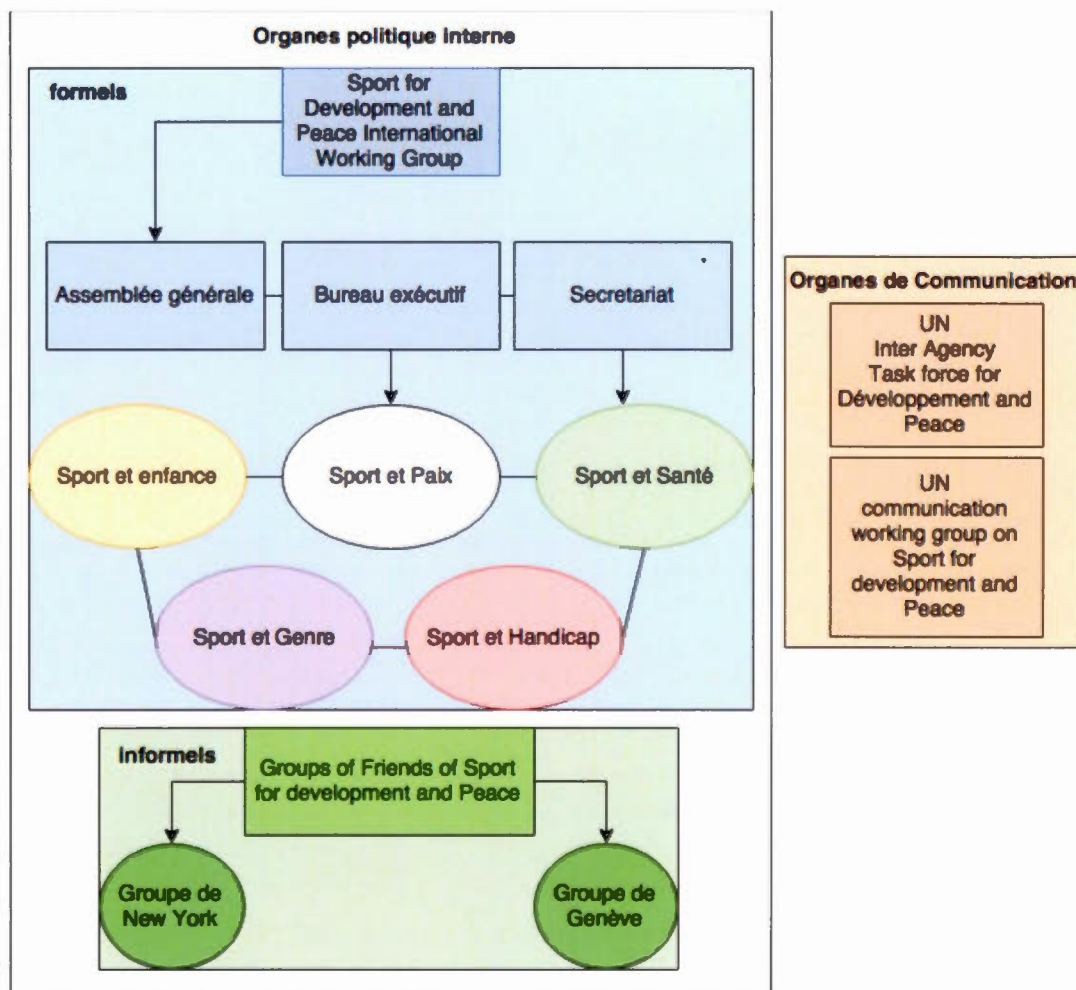
paix » tenue au bureau de liaison de l'O.N.U. à New York dans le cadre des Objectifs du Millénaire. Afin de permettre une plus grande proximité avec les autres offices de l'organisation ¹⁹⁶, un deuxième *Group of Friends on Sport for Development and Peace* basé sur le même fonctionnement que le bureau de New York, fut inauguré à Genève et co-présidé par le Qatar et le Costa Rica et dont Monaco fait partie des États membres. Le groupe de Genève sponsorise également des événements telle que la réunion « Activité physique et maladies non transmissibles » (2013) organisée dans le cadre de la 66^e assemblée mondiale de la santé.

La présence de la Principauté de Monaco à l'U.N.O.S.D.P. ne se limite pas à son statut d'État-membre puisque depuis 2009, *Peace & Sport* est également reconnue comme l'une des neuf organisations partenaires officielles de l'office ¹⁹⁷. D'une part, elle fait partie des membres observateurs de l'assemblée générale de l'organisation. D'autre part, elle est à l'origine d'un partenariat avec l'Office et l'Université de la Paix du Costa-Rica dans la création du diplôme de deuxième cycle sur la paix par le sport mentionné dans la deuxième partie de ce chapitre.

¹⁹⁶ Selon le site officiel de l'U.N.O.S.D.P., 28 offices de l'O.N.U. utilisent le sport dans leurs programmes.

¹⁹⁷ Selon le site officiel de l'U.N.O.S.D.P., les huit autres partenaires sont le C.I.O, la fédération internationale de Judo, l'Universiade de Gwanju 2015, la fédération internationale de volleyball, l'U.E.F.A., SportAccord, le comité international paralympic et la compagnie aérienne Korean Air.

figure 4.4 structures internes de l'U.N.O.S.D.P.

Sources: <http://www.un.org>

Réalisation: Maxime Desirat, 2016

4.4.3 Une meilleure intégration régionale

L'augmentation de la présence et de l'implication de la Principauté de Monaco sur le thème du développement de la paix par le sport dans le système international semble favoriser son intégration régionale avec l'Union Européenne (U.E.), et la France, nécessaire à son équilibre et à son bon développement (Roger & Lorot, 2014). Un premier pas vers cette intégration régionale a déjà été franchi le 5 octobre 2004 avec son adhésion au Conseil de l'Europe. C'est un effort notable

de la part de la Principauté puisqu'à ce titre, elle accepte d'être évaluée par un comité d'expert sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (Moneyval, créée en 1997), et sur sa coopération financière et fiscale. Ces derniers ont à ce jour émis cinq rapports sur la Principauté depuis 2003¹⁹⁸. Néanmoins, la Principauté n'est pas membre de l'Union Européenne, bloc géopolitique dont elle n'est pas officiellement membre, mais intégrée à différents niveaux.

Bien que Monaco ne soit pas signataire des accords de Schengen, qui garantissent la libre circulation des personnes et des biens entre États membres de l'U.E, elle y est *de facto* incluse par son accord douanier de 1963 avec la France. En outre, elle constitue une porte d'entrée maritime et aérienne dans l'espace européen puisque suite à une décision du comité exécutif de Schengen de 1998, les personnes détenant un permis de séjour de la Principauté sont autorisées à circuler librement dans l'espace Schengen pour tout séjour inférieur à trois mois.

Au niveau économique, les accords douaniers franco-monégasques de 1963 et de 2003 intègrent la Principauté dans le système européen de la T.V.A.¹⁹⁹. En 2001, un accord monétaire permet à la Principauté de bénéficier du droit régalién d'émettre des pièces en Euro ce qui l'intègre dans la zone euro. En 2005, un accord sectoriel avec l'U.E. garantit l'ouverture du marché communautaire européen aux produits médicaux, cosmétiques et vétérinaires créés dans la Principauté.

¹⁹⁸ De 2003 à 2013, ces cinq rapports ont eu pour objectif d'évaluer la Principauté de Monaco dans sa lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Pour ce faire, des observateurs de Moneyval et du GAFI se sont préalablement rendus à Monaco afin d'évaluer le dispositif législatif, punitif et préventif de luttés contre ces fraudes afin de valider son efficacité et sa viabilité face aux standards européens. Globalement, chaque rapport (allant de 8 à 300 pages environ) décrit le dispositif général de lutte contre ces fraudes, puis émet un avis sur les différents efforts (législatifs, punitifs, préventifs, logistiques) à fournir pour s'améliorer en la matière. Ces cinq rapports ont noté que si d'une part de nombreux efforts sont faits, rendant la Principauté largement conforme aux standards du GAFI, sur certains elle ne reste que partiellement conforme et doit donc faire des efforts sur ses lacunes.

¹⁹⁹ La Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.) est un impôt indirect sur la consommation, prélevé sur le chiffre d'affaire d'une entreprise.

Depuis 2010, le conseil de l'U.E. encourage la négociation d'un accord-cadre permettant de définir un « statut d'association » avec l'Andorre, Monaco et Saint Marin, en vue de favoriser leur intégration au sein du marché européen. Les négociations entre les trois micros-États européens et l'U.E ont officiellement débuté le 18 mars 2015 à Bruxelles. En 2016, la signature d'un accord sur la fiscalité et sur l'épargne signé entre l'U.E et la Principauté semble indiquer que le processus d'intégration européenne de Monaco par statut d'association est en bonne voie.

Pour la Principauté, l'enjeu de ce statut d'association est autant subtil que déterminant puisqu'il doit lui permettre de rester souveraine en matière de spécificité fiscale et de préférence nationale en ce qui concerne les emplois sur le sol monégasque (Rozès & Giuliani, 2016). Pour l'U.E., l'intégration de la Principauté de Monaco peut être un atout à deux niveaux. D'une part, sur le plan écologique, la Principauté semble être un État moteur de la protection environnementale²⁰⁰. Si Son expertise en la matière est mise à profit dans le cadre européen, elle peut être l'opportunité d'intensifier les positions européennes sur la question.

D'autre part, la Principauté peut servir de relais diplomatique entre l'U.E., ses États membres et la Russie. Dans un sens, les bonnes relations russo-monégasques peuvent être un atout pour faire valoir les intérêts européens par le biais de la Principauté auprès du gouvernement russe. Dans le sens inverse, pour la Russie, l'intégration européenne de la Principauté est également un atout puisqu'elle peut à la fois faire office de porte d'entrée dans l'espace Schengen pour les russes, ainsi que de relais diplomatique entre le bloc géopolitique occidental et la puissance orientale. En somme, la place stratégique qu'occupe la Principauté par ses relations avec la Russie n'est pas à négliger de la part de l'U.E.

²⁰⁰ De 2005 à 2015, la Principauté est intervenue à 20 reprises dans les assemblées générales de l'O.N.U sur la seule question du développement durable, ce qui indique une forte implication dans les thèmes environnementaux. En 2015, Albert II était présent lors d'une conférence franco-norvégienne portant sur les conséquences du réchauffement climatique sur l'arctique.

En outre, le processus d'intégration de la Principauté à l'Union Européenne est encore en cours, mais semble être sur la bonne voie. Dans un contexte où les normes européennes sont de plus en plus précises, il est important pour la Principauté de favoriser une bonne entente avec l'U.E afin de favoriser ses intérêts dans les décisions européennes et de garantir ainsi sa marge de manœuvre et son développement (Rozès & Giuliani, 2016).

4.5 Conclusion et retour sur les hypothèses, variables et indicateurs secondaires de la recherche.

Tel que mentionné dans le chapitre deux, cette recherche faisait l'hypothèse que l'analyse de la dimension géopolitique du sport passait par sa territorialisation et donc par l'étude du cas monégasque. Pour y parvenir, les cadres théorique et méthodologique de ce mémoire proposaient de cadrer cette étude par les concepts de territorialité, de représentation et de puissance, auxquels il a fallu fournir des variables et des indicateurs mesurables. La conclusion de ce chapitre quatre va être l'occasion d'interroger leur validité dans le cadre de l'étude de cas menée sur la Principauté de Monaco.

En analysant la territorialité de la Principauté de Monaco, la première partie de ce chapitre a voulu démontrer que le territoire monégasque doit être caractérisé par le biais de ses faiblesses et ses forces, variables identifiables tout au long du règne des Grimaldis, afin de comprendre comment le sport est né dans ce territoire et pourquoi il est devenu si stratégique dans l'élaboration de la puissance de ce micro-État. Pour y parvenir, il a été démontré que la Principauté a d'abord fait face à un certain nombre de faiblesses typiques aux micro-États. Afin de les identifier il a fallu s'appuyer sur un certain nombre d'indicateurs tels que le processus d'enserrement territorial de 1848, l'absence d'armée, la faible diversité économique, la fragilité démographique, le fort lien de dépendance à la France, l'image négative de paradis fiscal ainsi que la difficile intégration politique de la principauté à l'échelle régionale et internationale. Face à ces faiblesses, cette partie a également permis d'identifier un certain nombre de forces résultantes de choix

faits afin d'assurer la survie et le développement du territoire monégasque. Ainsi, c'est grâce à l'identification d'indicateurs tels que la mise en tourisme de la Principauté, l'aménagement et la poldérisation du territoire, le mariage de Rainier et de Grace Kelly, l'émergence sportive internationale puis la reconnaissance de la Principauté par l'ONU, qu'il a été possible de comprendre le processus de développement des forces du territoire monégasque dans le temps et dans l'espace.

En outre, l'analyse de la territorialité monégasque depuis 1848 par le biais de ses forces et de ses faiblesses fut une étape nécessaire dans le processus de compréhension de naissance et de développement du sport dans la Principauté de Monaco. En effet, si son apparition dans le territoire monégasque est le résultat de sa mise en tourisme, le sport est rapidement devenu un outil de rayonnement international pour la Principauté, ainsi qu'un vecteur d'affirmation identitaire fort pour son peuple. Pour les Grimaldis, donner une place centrale au sport dans le territoire et dans le calendrier événementiel annuel monégasque fut un choix hautement stratégique puisqu'il permis à la fois de favoriser la stabilité et la légitimité du régime tout en favorisant le rayonnement de la Principauté dans le monde. Néanmoins, à ce stade du chapitre, si le sport est identifié comme une ressource de puissance potentielle de la Principauté, d'autres variables ont dues être mises en lumière afin de pouvoir analyser de façon globale la stratégie de *soft power* sportif monégasque.

La seconde partie de ce chapitre a eu pour objectif de démontrer que l'opérationnalisation du *soft power* sportif monégasque repose sur une myriade d'acteurs dont les natures et les activités permettent le contrôle des représentations faites de la Principauté dans le monde du sport, que ce soit par les médias, les relations internationales ainsi que la gouvernance sportive. Considérés comme les variables du *soft power* sportif monégasque, ces acteurs sont de diverses natures. Ce sont aussi bien des personnalités politiques et économiques, tels que ses conseillers et les investisseurs étrangers, des organisations internationales ou des O.N.G, tels que Peace & Sport ou l'Association Mondiale des Olympiens, ainsi que des structures événementielles privées tels que Sportel ou Monaco Media X. Force

est de constater que quel que soit la nature de l'acteur, ils entretiennent tous des liens plus ou moins étroits avec le gouvernement princier, ce qui souligne l'essence politique du déploiement du *soft power* sportif monégasque et la volonté gouvernementale d'avoir un meilleur contrôle sur les représentations faites de la Principauté.

La création de Sportel et Monaco Média X à la fin du règne de Rainier III démontrent que dès l'émergence globale du marché des droits de retransmission du sport, la Principauté s'est positionnée comme un État pro-actif dans l'organisation de congrès internationaux polarisant les acteurs politiques et économiques des marchés des droits du sport. Cette dynamique ne s'est pas arrêtée après le règne de Rainier III puisque, de 2005 à 2011, Albert II s'est entouré de conseillers spéciaux, français et monégasques, très proches du monde du sport, des médias et spécialisés en stratégies de communication. Par ailleurs, la période de constitution de ce bureau de conseillers coïncide également avec le lancement de la campagne « Monaco, un rôle à part dans le monde », décrite dans l'introduction de ce mémoire, et dont l'objectif affiché est de transformer l'image de la Principauté à l'international par le biais des médias et du web. Cette transformation concerne également l'image de la Principauté dans le monde de la mondialisation du sport puisque grâce à la création de l'O.N.G Peace & Sport et de son congrès bi-annuel, la Principauté reçoit les acteurs politiques et diplomatiques les plus prestigieux de la gouvernance mondiale du sport. De plus, le recours à des investisseurs étrangers permet aux clubs monégasques d'accéder aux ligues sportives les plus médiatisées et donc d'offrir une publicité hors-normes à la Principauté.

En outre, à la lumière de ces informations, le règne du Prince Albert II semble bien se caractériser par la mobilisation d'acteurs, liés directement et indirectement à la mondialisation du sport, et intégrés dans le développement global d'une stratégie de *soft power* visant à développer et à diversifier la puissance monégasque. En s'appuyant sur le concept de puissance et en choisissant comme variables le *soft power* et le *hard power*, la troisième partie a tenté de mesurer les

objectifs, nationaux, régionaux et internationaux atteints par le déploiement du *soft power* sportif monégasque.

À l'échelle nationale, il est clair que le développement d'événements sportifs et de congrès liés au monde du sport permettent de diversifier les ressources de l'industrie touristique nationale et de briser la saisonnalité, principale faiblesse de ce type d'activité. Monaco est à la fois devenue une ville étape des grandes compétitions sportives internationales ainsi qu'un lieu de rencontre incontournables des marchés des médias sportifs. De plus, la puissance identitaire du sport permet également de favoriser la légitimité et la stabilité du régime politique monarchique monégasque, indispensable à l'équilibre et à l'attraction de la Principauté. À l'interne, le sport a donc permis à la Principauté de Monaco de dynamiser une partie de son *hard power*, par la diversification de son économie, ainsi qu'une partie de son *soft power*, notamment par la stabilité et la légitimité de son modèle politique.

À l'échelle internationale, si la Principauté de Monaco a toujours connu une difficulté à affirmer sa puissance dans les organisations internationales, elle réussit néanmoins à émerger sur le plan sportif. Que ce soit à l'U.N.O.S.D.P., grâce à Peace & Sport ou la W.O.A, la Principauté de Monaco est à la fois devenue un territoire incontournable de la gouvernance du sport ainsi qu'un acteur important dans l'élaboration de l'agenda sportif et para-sportif international. Grâce au sport, la Principauté augmente donc sa présence et sa marge de manœuvre dans le système international.

Enfin, on observe à l'échelle régionale une amélioration de l'intégration monégasque à l'espace européen principalement par l'émergence d'un possible statut d'association avec l'Union européenne dans les années à venir. Si *de facto* la présence de Monaco dans les événements sportifs régionaux renforce son appartenance à l'espace culturel et médiatique européen, il est néanmoins impossible de savoir si la négociation du statut d'association est dû au déploiement du *soft power* sportif ou à d'autres processus tels que le classement de Monaco par Moneyval à la liste des territoires conformes aux standards fiscaux du Conseil de

l'Europe. En effet, en l'absence d'indicateurs explicites à ce sujet, il est compliqué, voir-même impossible, de mesurer précisément l'impact du *soft power* sportif dans le processus d'intégration régional de la Principauté à l'espace européen.

Grâce au déploiement de son *soft power* sportif, la Principauté a su profiter du caractère géopolitique de la mondialisation du sport afin d'élaborer une stratégie de diversification de sa puissance lui permettant de s'affranchir des faiblesses directes et indirectes liées à son statut de micro-État. Le recours au sport est légitime et pertinent puisque, comme il l'a été souligné dans la première partie de ce chapitre, il fait partie intégrante de l'histoire et de l'identité monégasque. L'implication précoce d'Albert II dans la diplomatie sportive internationale ne pouvait que logiquement conduire au déploiement d'une stratégie de transformation de l'image basée en grande partie sur le sport, ressource légitime de la Principauté. Étant donné les différentes échelles dans lesquelles il se déploie et dans lesquelles il est possible de mettre en lumière les objectifs qu'il atteint, le *soft power* sportif monégasque est donc un processus multidimensionnel correspondant judicieusement aux différents niveaux de développement de la Principauté de Monaco, ainsi qu'aux différentes échelles du système sportif international. En outre, il s'intègre à une stratégie de *soft power* monégasque plus large, reposant également sur le rayonnement environnemental, humanitaire et culturel de la Principauté et dont l'objectif est de favoriser le rayonnement et l'attraction du territoire national tel que le mentionne la campagne officielle « Monaco, un rôle à part dans le monde ».

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'objectif de cette recherche consistait à répondre à la problématique générale suivante : en quelle mesure le sport peut-il être un enjeu géopolitique et diplomatique ?

Répondre convenablement à cette question a demandé dans un premier temps que soit élaboré un cadre théorique et méthodologique répondant aux exigences de l'approche géographique et géopolitique. Ces derniers ont permis de structurer la réponse en deux axes, l'un permettant de définir les territoires, acteurs et enjeux de la mondialisation du sport, l'autre permettant d'étudier le cas d'un territoire en particulier, semblant mobiliser certains aspects de cette mondialisation du sport dans le cadre de l'élaboration de sa puissance.

Le premier élément de réponse apporté par le chapitre trois, a permis de démontrer que la dimension géopolitique et diplomatique du sport repose avant tout sur sa mondialisation. En tant que phénomène mondialisé (Bonniface, 2002), le sport peut être considéré comme une forme de puissance étant donné qu'il propose une géographie propre à lui-même (Augustin, 2007), ainsi qu'un droit transnational spécifique et indépendant des États (Latty, 2007). En l'espace d'un siècle, sa diffusion dans l'espace-monde a donné lieu à la création, à la structuration et à l'émergence de territoires, de structures, d'acteurs, d'enjeux et de processus propres à lui-même. En tant que phénomène mondialisé, il a également été profondément marqué par l'émergence de la télévision et des nouveaux médias de communications qui en ont fait une puissance à la capacité de création et de diffusion d'images inégalable. En somme, cela en fait une forme de puissance multidimensionnelle, ou *sport power* (Verschuuren, 2013), mobilisée par les États dans l'élaboration de leurs stratégies géopolitiques et diplomatiques. Dans ce contexte, certains micros-États mobilisent le sport afin de développer leur capacité d'influence et d'attraction et donc de rendre possible leur localisation sur la carte

du Monde. Ainsi, ils s'affranchissent de la principale faiblesse liée à la toute petite taille de leur territoire. Si certains États sont des puissances émergentes du monde sportif, comme le Qatar, d'autres sont des territoires historiques du sport contemporain, comme la Principauté de Monaco, dont l'étude de cas forme le deuxième élément de réponse à la problématique centrale de la recherche.

Dans le cas de la Principauté de Monaco, comprendre la place qu'occupe le sport dans la construction de la société monégasque, au point qu'il soit mobilisé comme une ressource de *soft power* par Albert II, n'est pas possible sans s'intéresser à l'histoire de sa naissance et de son développement au sein de ce territoire. C'est suite à la mise en tourisme de la Principauté, survenue après la perte de 90 % de son territoire, que le sport arriva à Monaco dans les valises des premiers touristes. Si, dans un premier temps, son développement fut principalement l'initiative des résidents internationaux, la création de l'A.S. Monaco illustra son appropriation par le peuple monégasque désireux de faire rayonner la Principauté dans les compétitions internationales. En somme, grâce à des sports prestigieux tels que le tennis ou la formule 1 et d'autres aux dimensions plus populaires et identitaires tels que le football ou l'athlétisme, la Principauté a réussi à assurer sa promotion en tant que destination touristique haut de gamme tout en faisant la promotion de son identité en tant qu'État dans le monde.

Ancien athlète olympique et conscient de la dimension sportive de l'identité monégasque, Albert II s'impliqua très tôt dans le système international sportif, d'abord en tant que membre du C.I.O dès 1985, puis en tant que chef d'État depuis 2005. En s'appuyant sur des acteurs à la fois internes et externes à la Principauté, le développement d'un *soft power* sportif monégasque, propre à l'identité d'Albert II, permet à la fois de contrôler et de transformer les représentations faites de la Principauté par le système international tout en favorisant la stabilité et la légitimité du régime politique et l'attraction de résidents et d'investisseurs étrangers. Ce travail sur l'image permet à Monaco d'atteindre des objectifs à différentes échelles du monde sportif et non sportif, nécessaires au développement

de son *hard power* et de son *soft power* qui sont les deux variables constituant sa puissance.

Dans le cadre de cette recherche, la géopolitique du sport apparaît donc comme un système multi-scalaire global, dont l'équilibre repose principalement sur des territoires et des acteurs clés. Intégré au processus de mondialisation, l'équilibre de ce système est régulièrement bouleversé par l'émergence de nouveaux territoires, de nouveaux acteurs et de nouveaux enjeux à la fois internes et externes à lui-même et en lien avec l'équilibre géopolitique mondial. Ces émergences entraînent de nouvelles polarités, de nouveaux flux et viennent modifier les relations que les acteurs et les territoires de ce système entretiennent. La géopolitique du sport est donc un processus multidimensionnel, dynamique et changeant. Pour les États, la dimension géopolitique du sport devient un enjeu stratégique dès lors qu'ils peuvent devenir un territoire clé de ce système, polarisant donc une partie de ses flux économiques, médiatiques, politiques et culturels pour les mettre au profit de l'élaboration de leur puissance.

En outre, le recours à la méthode d'analyse géopolitique et géographique est idéal dans l'étude de territoires particuliers tels que les États. La mobilisation des concepts de territorialité, de représentation et de puissance permet de mettre en lumière les ressources et les acteurs clés liés au *soft power* sportif ainsi que les échelles de temps, d'espace dans lesquels se déploie cette stratégie. Seule la mesure précise des objectifs atteints par le *soft power* reste problématique puisque c'est une notion difficilement quantifiable.

Limites de la recherche et pistes de réflexion

L'une des limites de cette recherche réside sûrement dans le fait que la mesurabilité du *soft power* sportif et du *soft power* en général, est très difficile, voire même impossible, elle est donc un défi pour la recherche scientifique. Il est évident que la mondialisation a atteint un stade où le pouvoir des images, des médias et de l'information sont devenus des véritables attributs de puissance pour ceux qui les

mobilisent et les contrôlent. Dans ce contexte, les États font de plus en plus attention aux représentations qu'ils véhiculent et dont ils sont l'objet dans le but de pouvoir conditionner le comportement d'autres acteurs par la séduction et l'attraction. Or, savoir si le comportement d'un acteur visé par ce type de stratégie est véritablement impacté par le déploiement d'une stratégie de *soft power* n'est pour l'instant pas mesurable mathématiquement étant donné que ce processus tient peut-être de l'inconscient, de la manipulation. Dans le cadre plus particulier du *soft power* sportif, il est difficile de dire si les efforts sportifs d'un État ont un impact réel sur les comportements d'autres acteurs envers lui. Comme l'a souligné l'exemple monégasque, il est impossible de savoir précisément si la diplomatie sportive monégasque a réellement un impact sur la perspective d'un statut d'association avec l'Union européenne. En outre, la multiplication des études de cas semble nécessaire, afin d'accumuler des données empiriques qui permettraient d'une part, de faire émerger un modèle théorique de déploiement du *soft power* sportif, et d'autre part, de trouver une façon de mesurer l'efficacité de ce type de stratégie géopolitique.

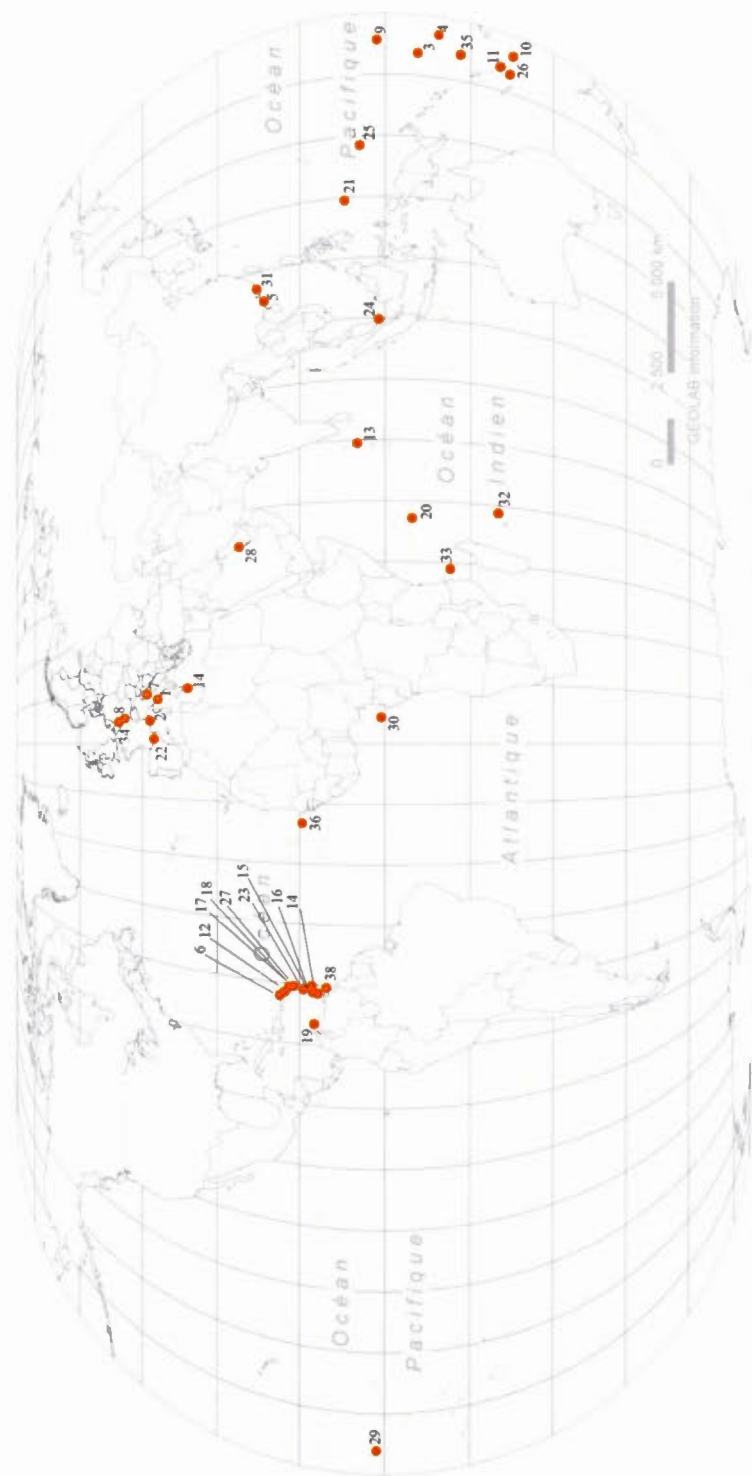
Le déploiement du *soft power* monégasque étant un processus encore en cours, il est difficile d'avoir un recul nécessaire permettant de mesurer le succès de cette stratégie géopolitique dans le temps long. Si à court terme, elle semble porter ses fruits, notamment par la place qu'occupe Monaco à l'U.N.O.S.D.P., le maintien de son tournoi de tennis au niveau master 1000 par l'A.T.P, le succès du forum *Peace & Sport* et son intégration de plus en plus forte avec l'Union européenne, il serait nécessaire de réévaluer son succès à long terme.

Par ailleurs, le sport n'est pas le seul axe de déploiement du *soft power* monégasque. Le développement durable et la culture sont aussi deux domaines dans lesquels la Principauté exerce une forte présence et une forte influence à l'international, ce qui semble avoir des conséquences positives sur le développement de sa puissance. L'élaboration d'un modèle théorique local du *soft power* monégasque, prenant en compte ces deux autres variables, permettrait de dresser un portrait général d'une stratégie géopolitique propre à Monaco.

Sachant que la combinaison du *soft power* et du *hard power* dans une même stratégie aboutit à un *smart power* plus riche et plus complexe, il serait pertinent de l'illustrer à l'échelle de Monaco dont la puissance est avant tout économique. Cette recherche peut alors être considérée comme un premier pas dans cette démarche scientifique. Dans l'exercice de définition du concept de puissance dans les relations internationales, l'élaboration de ce type de modèle est nécessaire afin de continuer à mieux cerner les contours d'un concept évoluant au grès des événements géopolitiques du monde (Courmont, Niquet & Nivet, 2004).

ANNEXE 1

CARTE DES MICROS-ÉTATS DANS LE MONDE EN 2016



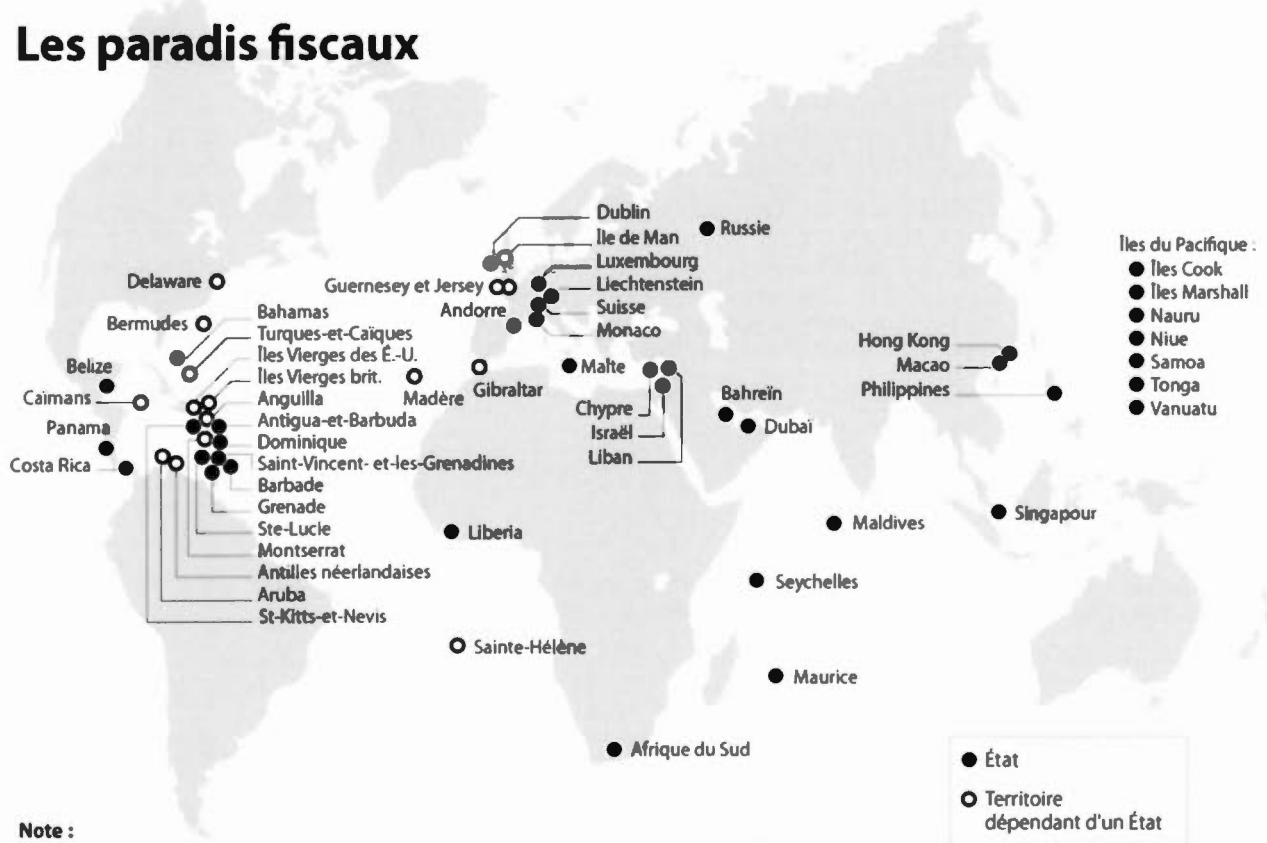
- | | | |
|------------------------------------|-----------------|-------------------------|
| 1 Vatican | 20 Seychelles | 30 Sao Tomé et Príncipe |
| 2 Monaco | 21 Palau | 31 Hong Kong |
| 3 Nauru | 22 Andorre | 32 Ile Maurice |
| 4 Tuvalu | 23 Sainte Lucie | 33 Comores |
| 5 Macao | 24 Singapour | 34 Luxembourg |
| 6 Saint Martin | 25 Micronésie | 35 Samoa |
| 7 Saint Marin | 26 Tonga | 36 Cap Vert |
| 8 Lichtenstein | 27 Dominique | 37 Trinité et Tobago |
| 9 Iles Marshall | 28 Baréin | |
| | 29 Kiribati | |
| | | |
| 10 Iles Cook | | |
| 11 Niue | | |
| 12 Saint Christophe et Niévès | | |
| 13 Maldives | | |
| 14 Malte | | |
| 15 Grenade | | |
| 16 Saint Vincent et les Grenadines | | |
| 17 Barbade | | |
| 18 Antigua et Barduda | | |
| 19 Curaçao | | |

Carte réalisée par Maxime Desirat, source: C.I.A World Fact Book 2016.

ANNEXE 2

LES PARADIS FISCAUX DANS LE MONDE EN 2006

Les paradis fiscaux



Note :

Les paradis fiscaux représentés sont la somme de 3 listes noires de pays ou territoires émanant :

1. de l'OCDE (47 identifiés en 1999 et finalement 35 publiés en 2000) ;
2. du Forum de stabilité financière (42 classés en 3 groupes selon la hiérarchie des risques) ;
3. du GAFI (29 identifiés et finalement 15 publiés).

Ces 3 listes ont été publiées en 2000 puis actualisées à la baisse chaque année jusqu'à être vidées de leur contenu en 2005-2006.

Sources : Christian CHAVAGNEUX et Ronen PALAN, *Les Paradis fiscaux*, Paris, La Découverte, 2006 et Plateforme paradis fiscaux et judiciaires

ANNEXE 3

Guide d'entretien numéro 1

Pim Verschuuren, chercheur à l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques.

- Selon vous, quels sont les principaux critères de définition d'un micro-État ?
- Vous avez travaillé sur la diplomatie sportive de plusieurs États tels que la France, les États-Unis, le Qatar... Peut ajouter la Principauté de Monaco à la liste des territoires qui ont recours à ce genre de stratégie ? Si oui, pourquoi ?
- Selon vous, quels sont les caractéristiques spécifiques d'un *soft power* sportif déployé par un micro-État ?
- À votre avis, peut-on penser que le déploiement d'un *soft power* sportif à un effet sur les représentations et la puissance liées à un territoire ?
- Étant donné la réputation de paradis fiscal de la Principauté de Monaco, peut-on penser que le déploiement d'un *soft power* sportif peut lui permettre d'améliorer son image dans le système international ?
- De manière général, est-il possible d'élaborer un modèle théorique de déploiement de la puissance sportive ? Si oui, quels seraient les concepts, les variables et les indicateurs qui permettraient sa mesure ?

ANNEXE 4

Guide d'entretien numéro 2

Jean Claude Moreno rédacteur en chef de Codesport Monaco

- À votre connaissance, à quand remonte l'émergence du sport dans la Principauté de Monaco ?
- Bien que le sport soit un pilier historique de l'identité monégasque, peut-on penser que son développement a connu un essor depuis le début du règne d'Albert II ? Si oui, dans quelles mesures ?
- À votre connaissance, quels liens peuvent exister entre la sphère politique et la sphère sportive dans la Principauté de Monaco ?
- Le sport est-il déterminant dans les représentations qui sont faites de la Principauté à l'international ? Si oui, par qui ?
- Peut-on dire que le sport joue un rôle diplomatique pour la Principauté ? Peut-on parler de « diplomatie par le sport » ?
- Si diplomatie par le sport il y'a, permet-elle de tisser des liens avec des acteurs internationaux, d'attirer des investisseurs au sein de la Principauté ?
- Connaissez-vous l'Association Mondiale des olympiens ? Quel est son rôle ? son fonctionnement ?
- Connaissez-vous l'O.N.G. Peace & Sport ? quel est son rôle ? Son fonctionnement ?
- Peut-on penser que des organisations comme *Peace and Sport* et l'Association des olympiens font office d'outils, permettant à la Principauté d'atteindre des objectifs diplomatiques, économiques, géopolitiques ?
- Pensez-vous que l'image de la Principauté a évolué depuis 2004 ?

ANNEXE 5

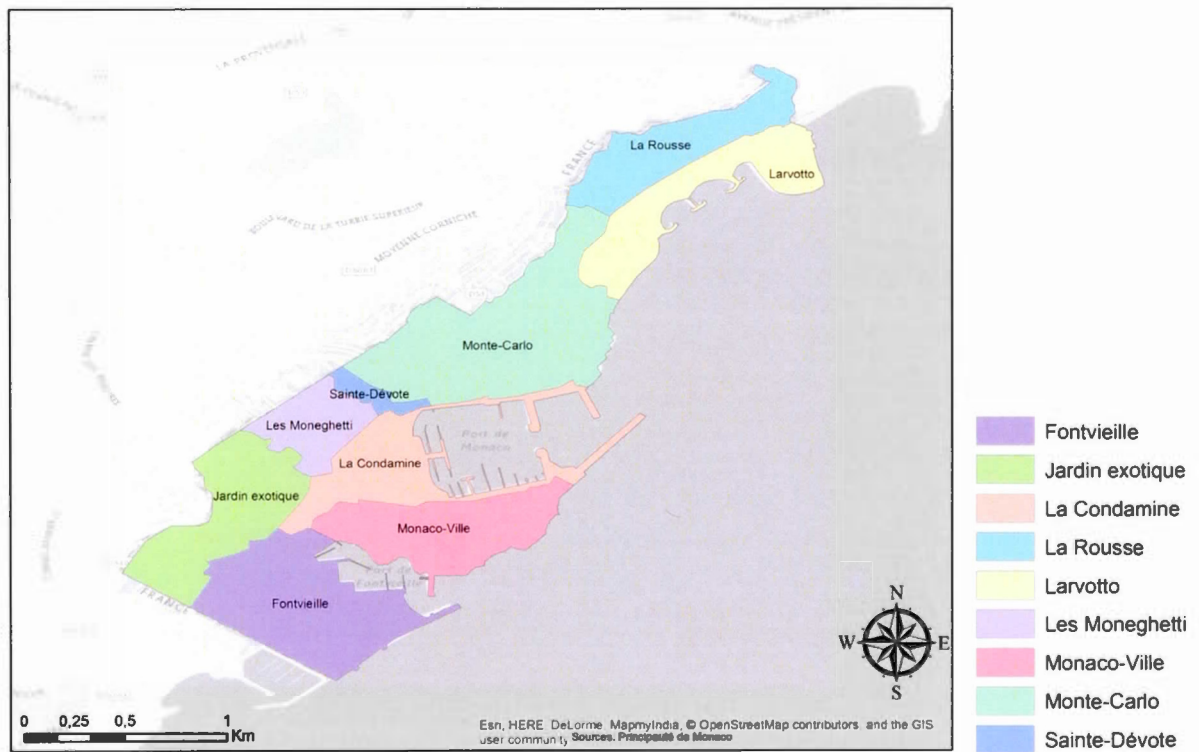
Guide d'entretien numéro 3

Karine Teow, Peace & Sport

- Quelles ont été les motivations et les personnes à l'initiative de la création de Peace and Sport ?
- Quel est le degré d'indépendance de l'organisation par rapport au palais princier ?
- Les projets de Peace & Sport permettent-ils, selon de vous, d'améliorer l'image de la Principauté de Monaco, au-delà de la sphère sportive ?
- Avec quels organisations sportive et/ou diplomatique Peace & Sport entretient elle des liens ?
- Quels sont les projets internationaux portés par Peace and Sport ? Dans quels continents et avec quels États l'organisation a-t-elle tissé des liens ?
- Quels sont les principaux financements de l'organisation ?
- Peut-on penser que la création et l'activité de Peace and Sport s'inscrit dans le déploiement d'une stratégie plus globale visant à intégrer le sport dans l'élaboration de la puissance de la Principauté ?

ANNEXE 6

DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF DE MONACO



Réalisé par: Maxime Desirat & Vanel Yonkeu, UQAM 2016

APPENDICE A

CERTIFICAT D'ÉTHIQUE



Certificat d'approbation éthique

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants de la Faculté des sciences humaines a examiné le projet de recherche suivant et l'a jugé conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par le *Cadre normatif pour l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (juin 2012) de l'UQAM :

Géopolitique du sport dans un contexte de mondialisation : le cas de la Principauté de Monaco

Maxime Desirat, étudiant à la maîtrise en géographie

Sous la direction de Éric Mottet, professeur au Département de géographie

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission. Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.

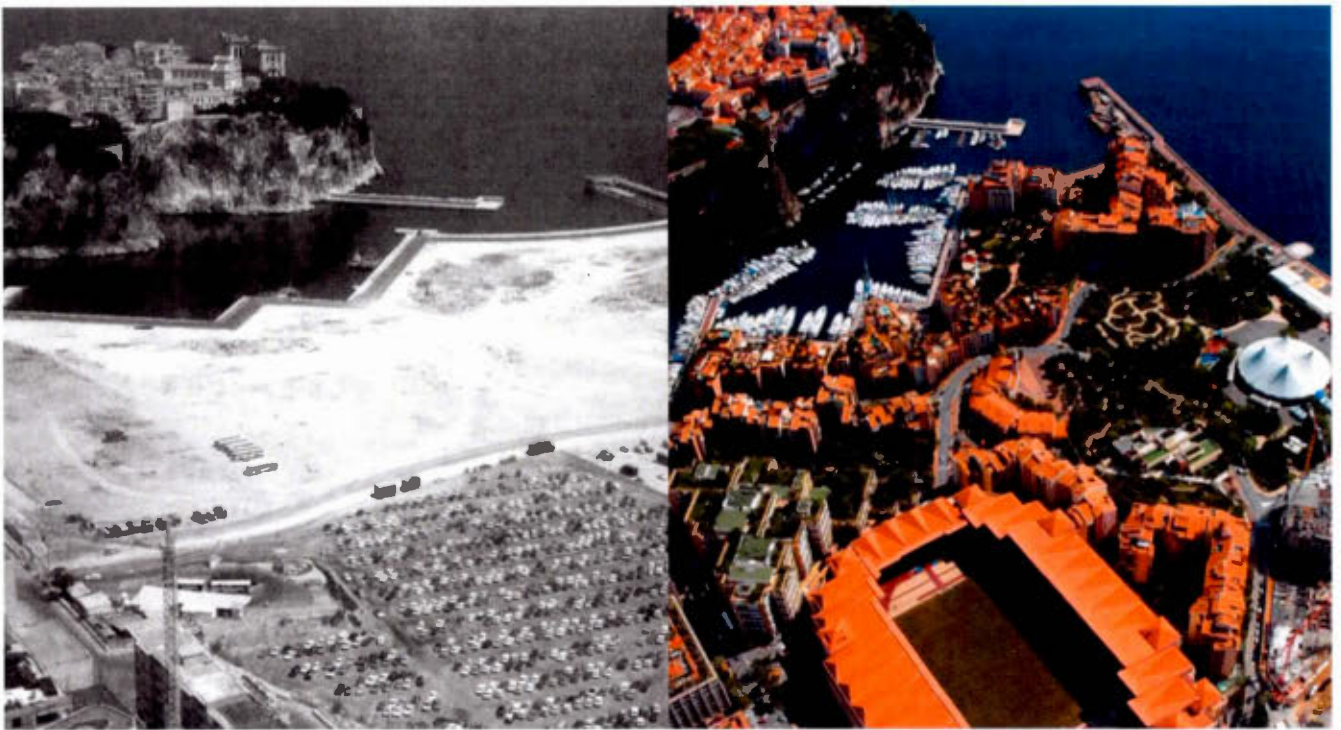
Certificat émis le 21 septembre 2015. No de certificat : FSH-2014-77.

A handwritten signature in black ink, reading "Thérèse Bouffard". The signature is fluid and cursive, with the first letter of each word being capitalized and prominent.

Thérèse Bouffard
Présidente du comité
Professeure au Département de psychologie

APPENDICE B

L'AMÉNAGEMENT DU POLDER DE FONTVIEILLE



Source : Principauté de Monaco

APPENDICE C

L'ANCIEN ET LE NOUVEAU STADE LOUIS II



Source : <http://a.s.monaco.free.fr/>

APPENDICE D

COURT CENTRAL DU COUNTRY CLUB



Source : www.lequipe.fr

APPENDICE E

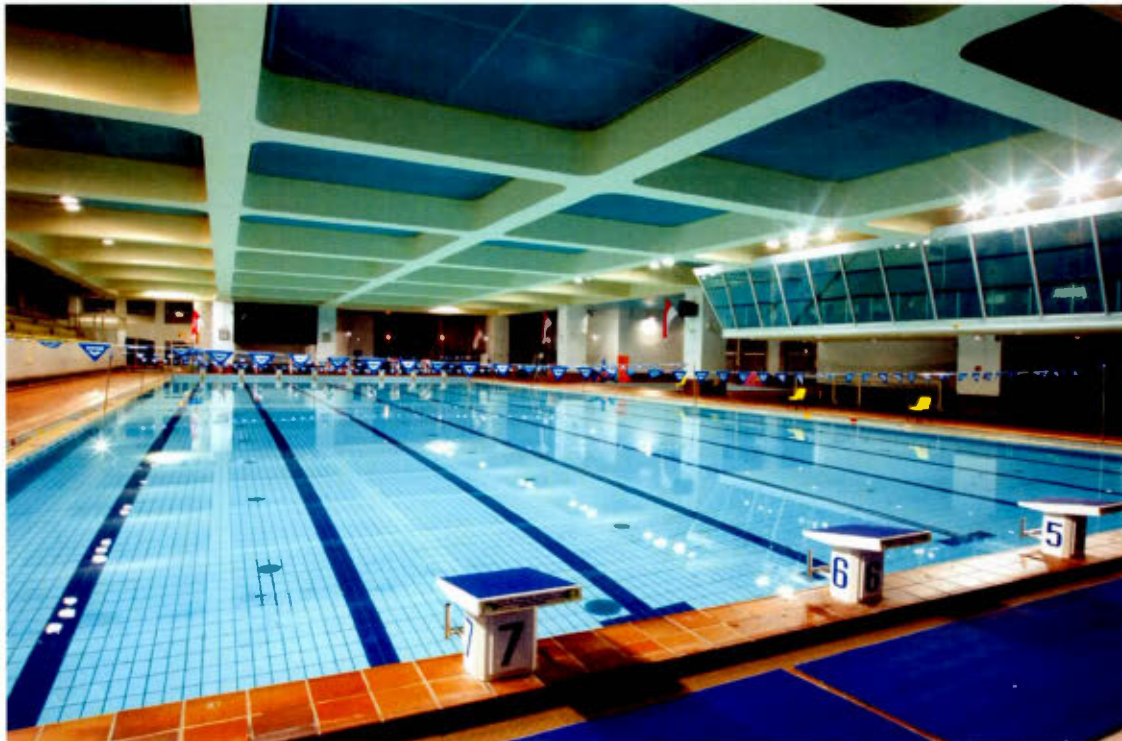
VUE DU CIRCUIT DE FORMULE 1 DE MONTE-CARLO



Source :RedbullRacing

APPENDICE F

LES BASSINS OLYMPIQUES DU STADE LOUIS II



Source : www.stadelouis2.mc

BIBLIOGRAPHIE

ABIS, S. (2013). « Sports et relations internationales : l'offensive du Qatar », *Confluences Méditerranée*, n°84, p. 117-130.

AGLIETTA, M & AL. (2008). « Bourse et Football », *Revue d'économie politique*, Vol. 118, p. 255-296.

ALDHUY, J. (2008). « Au-delà du territoire : la territorialité ? », *Géodoc*, p. 35-42.

ARCHAMBAULT, F. (2014). « Le continent du football », *Cahiers des Amériques latines*. [En ligne]. (<http://cal.revues.org/2963>), page consulté le 14 octobre 2014.

AUGUSTIN, J-P. (2007). *Géographie du sport*. Paris, Armand Colin, collection U, 234 pages.

BARNETT, M. & DUVALL, R. (2005). « Power in international politics ». *International Organisation*, n°59 p. 39-75.

BEDARD, M & TRUELLE, C. (2014). *Séminaire de méthodologie*. Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de géographie, 154 pages.

BOLI, C. (2010). « Les footballeurs noirs africains en France, des années cinquante à nos jours », *Hommes & Migrations*, n°1285, p. 14-30.

BONIFACE, P. (2002). *La Terre est ronde comme un ballon, Géopolitique du football*. Paris, Éditions du Seuil, L'épreuve des faits, 202 Pages.

BONIFACE, P. (2012). *J.O Politiques*. Paris, J-C Gawsewitch, Coup de Gueule, 253 pages.

BONIFACE, P. (2014). *Géopolitique du sport*. Paris, Armand Colin, 192 pages.

BONIFACE, P. VERSCHUUREN, P. & KEBBOUCHE, T. (2012). « La Diplomatie Sportive Américaine », *Diplosport*, 21 pages.

BOTTARO, A. (2014). « La villégiature anglaise et l'invention de la Côte d'Azur », *In Situ*. [En ligne]. (<http://insitu.revues.org/11060>). Page consulté le 03 aout 2016.

BOURG, J-F, GOUGUET J-J. (2005). *Économie du sport*. Paris, La Découverte, Repères, 120 pages.

BUREAU, J. (2002). « Football, déontologie et corruption », *Pouvoirs*, n° 101, p. 113-119.

BROCARD, J-F. (2010). « Marché des transferts et agents sportifs : le dessous des cartes », *Géoéconomie*, n° 54, p. 79-89.

BROCHAND, C. (1992). « Le sport et la télévision : un vieux couple à histoires », *Communication et langages*, n°92, p. 25-40.

BEZIAS, J-R. (2006). « La France et l'intégration internationale de la Principauté de Monaco (1918-1939) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°221, p. 93-103.

BEZIAS, J-R. (2007). « Les Alpes-Maritimes et la crise franco-monégasque de 1962 », *Cahiers de la Méditerranée*. [En ligne]. (<http://cdlm.revues.org/3023>), page consultée le 05 Aout 2016.

CAMBIEN, A. (2007). *Une introduction à l'approche systémique : appréhender la complexité*. Lyon, Rapports d'études du CERTU, 83 pages.

CAZUC, C. (2001). *La construction d'une carrière internationale*. Joueur de tennis professionnel. Thèse de doctorat, Nantes, Université de Nantes, 421 pages.

CHAMPAGNE, J. (2012). « La diplomatie sportive du Qatar, instrument d'une nouvelle notoriété internationale », *Géoéconomie*, n°62, p. 67-80.

CHAMPAGNE, J. & SCHOEPFER, A. (2010). Une Fifa forte pour une gouvernance mondiale du football ! », *Géoéconomie*, n°54, p. 9-20.

CHAVAGNEUX, C & PALAN, R. (2006). *Les paradis fiscaux*, Paris, La Découverte, Repères, 121 pages.

COMITÉ NATIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF FRANCAIS. (2006). *Les incidences du droit communautaire sur le sport*. Paris, brochure d'information.

COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE (2011). *Hope, quand le sport peut changer le monde*. Lausanne, musée olympique, dossier pédagogique.

COEFFE, V. (2012). « Emergences et diffusions mondiales du surf », *Géographie et Cultures*. [En ligne]. (<http://gc.revues.org/1342>). Page consultée le 02 février 2016.

COLLECTIF (2012). « La Diplomatie Sportive Chinoise ». *Diplosport*, n°3, p. 1-23.

COLLECTIF (2012). « De l'Opportunité d'une Diplomatie Sportive Francaise ». *Diplosport*, n°5, p. 1-19.

COLLECTIF (2012). « Londres 2012 ». *Diplosport*, n°4, p. 1-9.

COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE (2014). *Rapport annuel du C.I.O 2014 : Crédibilité, durabilité et jeunesse*. Lausanne, Comité international Olympique.

CORNELOUP, J. (2002). *Les théories sociologiques de la pratique sportive*. Paris, Presses Universitaires de France, collection Pratiques Corporelles, 248 pages.

COURMONT, B. (2009). *Chine, la grande seduction: essai sur le soft power chinois*. Paris, éditions Choiseul, 200 pages.

COURMONT, B. & MOTTET, E. (2013). *Repenser la multipolarité*. Québec, Septentrion, Géopolitique, 452 pages.

COURMONT, B., NIVET, V. & NIQUET, B. (2004). *Quelle évolution de la notion de puissance et de ses modes d'actions à l'horizon 2030, appliquée aux Etats-Unis, à l'Europe et à la Chine ?* Paris, Délégation aux affaires stratégiques, 114 pages.

DAGORNE, A. & MARI, M. (1997). « L'évolution de l'espace monégasque », *Comité Français de Cartographie*, n° 153, p. 60-78.

DIETSCHY, P. (2010). « La Coupe du Monde : un enjeu politique et économique pour les États ? », *Géoéconomie*, n°54, p. 31-38.

DI MEO, G. (2004). « Pour une approche compréhensive et complexe des objets géographiques. *Cahiers Géographiques*, n°5, p. 101.

DING, S. (2008). *The Dragon's Hidden Wings : how China Rises with Its Soft Power*. Lanham, MD : Lexington Books, 197 pages.

DIRECTION DU TOURISME ET DES CONGRES DE MONACO, (2009). *L'engagement de Monaco*. Monaco, feuille de route 2009-2013.

DRUT, B. (2011). *Économie du football professionnel*. Paris, La Découverte, Repères, 120 pages.

DRUT, B. (2014). *Économie du football professionnel*. Paris, La Découverte, Repères, 128 pages.

DURAND, E. (2010). « Football et télévision, l'amour à tout prix ? », *Géoéconomie*, n°55, p. 53-61.

EDWARDS, A. (1993), *Les Grimaldis, histoire d'une dynastie (1297-1993)*. Paris, éditions Belfond, 368 pages.

ENJOLRAS, B. (2010). « Gouvernance verticale, gouvernance horizontale et économie sociale et solidaire : le cas des services à la personne », *Géographie, Économie, Société*, volume 12, p. 15-30.

FARRED, G. (2002). « Long distance love : growing up a Liverpool Football Club Fan », *Journal of Sport and Social Issues*, p. 6-26.

FILION, M. (2005). « Les représentations sociales et culturelles : approche méthodologique appliquée aux corpus des mémoires écrits et déposés dans le cadre des commissions d'études ». *Les textes de méthodologie*, n°1, p. 1-41.

FOLLIET, L. (2010). *Nauru, l'île dévastée*. Paris, Editions La Découverte, 154 pages.

FOUCHER, M. (1990). *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique*. Paris , Fayard, 2e édition, 691 pages.

GASPARINI, W. & HEIDMANN, M. (2012). « Le traitement européen des migrations de jeunes footballeurs », *Politique Européennes*, n°36, p. 22-51.

GAUCHER, J. & TERRET, T. (2010). « Tricheur, professionnel et amateur “marron” : quand la littérature fait la morale... », *Sport History Review*, n°41, p. 17-32.

GAY, J-C. (1996). « Monaco, station touristique prestigieuse », *Méditerranée*, n°84, p. 9-12.

GAY, J-C. (1996). « Nécessité fait loi, le développement touristique de la Principauté de Monaco », *Espace géographique*, tome 27, n°2, p. 169-182.

GILL, L. (2004). *Le néolibéralisme*. Montréal, Chaire d'études socio-économiques de l'Uqam, 2^{ème} édition entièrement revue et mise à jour, 84 pages.

GILLON, P. (2011). « Une lecture géopolitique du système olympique », *Annales de Géographie*, n°680, p. 425-448.

GINHOUX, B. (2014). « Est-ce la fin du mouvement ultra en France ? », *Mouvements*, n°78, p. 103-109.

GIULIANI, J-D. & ROZÈS, S. (2016). « Principauté de Monaco, une pédagogie pour l'Europe », *Géoéconomie*, n° 80, p. 113.

GOUNELLE, J. (2010). « Le volcan de la F.I.F.A », in *Géopolitique de la coupe du monde de football 2010*, sous la direction de E. Mottet, p. 33-59.

HOURCADE, N. (2004). « Les groupes de supporters ultras », *Agora débats/jeunesses*, volume 37, n°1, p. 32-42.

IMSEE, (2014). *Monaco Statistics pocket*. Principauté de Monaco, l'auteur, Monaco en chiffres.

KEERLE, R. (2006). « Acteurs et structures en géographie sociale : l'analyse du sport en question », *Penser et faire de la géographie sociale*, Presse universitaires de Rennes, p. 229-241.

LACOSTE, Y. (2012). *La Géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre. Nouvelle édition augmentée*. Paris, La Découverte, 232 pages.

LAFRABEGUE, C., TABE, A. & HELLEU, B. (2013). « La fabrication des carrières migratoires des footballeurs africains. Le cas des joueurs béninois partis gagner leur vie en France », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol 29, n 1, p. 157-178.

LASSERRE, F., GONON, M. & MOTTET, E. (2016). *Manuel de géopolitique : enjeux de pouvoirs sur des territoires*. Paris, Armand Colin, Collection U, 342 pages.

LATTY, F. (2007). *La Lex Sportiva : recherche sur le droit transnational*. Boston, Martinus Nijhoff Publisher, Études de droit international, 849 pages.

LAURENT, J., LEFEBVRE, S. & MOTTET, E. (dir.) (2012). *Géopolitique et virages de la Formule 1*. Québec, éditions Septentrion, collection Géopolitique, 216 pages.

LEFEBVRE, S. (2010). « La géopolitique d'un sport et d'une grande fête sportive au centre du monde » in *Géopolitique de la coupe du monde de football 2010*, sous la direction de E. Mottet, p. 13-31.

LEVY, J. & LUSSAUT, M. (2013). *Dictionnaire de Géographie, de l'Espace et des Sociétés*. Paris, Belin, 1127 pages.

LE NOE, O. (2002). « Le football, enjeu local », *Pouvoirs*, n° 101, p. 27-38.

LESTRELIN, L. & BASSON, J-C. (2009). « Les territoires du football : l'espace des "supporters à distance" », *L'Espace géographique*, n° 38, p. 345-358.

LUPIEN, P-A. (2013). *Le sport et la télévision québécoise de 1952 à 2004, la programmation sportive de Radio-Canada déjouée par la privatisation du service public canadien*. Montréal, Université du Québec à Montréal, département de communication, mémoire de maitrise, 126 pages.

MANZELLA, A. (2002). « La dérégulation du football par l'Europe », *Pouvoirs*, n° 101, p. 39-47.

MAUMON DE LONGEVIALLE, A. (2009). *La construction de l'Europe du Football*. Strasbourg, Institut d'études politiques de Strasbourg, mémoire de maitrise, 147 pages.

MENENDEZ ALARCON, A-V. (2000). « Télévision transnationale, mondialisation et la formation de l'identité culturelle : l'exemple de la République Dominicaine », *International Review of Sociology*, vol. 10, n°3, p. 301-3016.

METRAL, P-A. (2015). *Les pratiques alternatives à l'épreuve de la transition récréative, une géographie hors-norme*. Grenoble, Université Grenoble-Alpes, mémoire de maitrise, 108 pages.

MOLES, J-B-M. & SOBRY, C. (2002). « Du spectacle...au business : les nouvelles relations entre le sport et la télévision », *Les cahiers du Journalisme*, n°11, p. 82-103.

MOTTET, E. (2010). *Géopolitique de la Coupe du Monde 2010*, Québec, éditions Septentrion, collection Géopolitique, 222 pages.

MOTTET, E. (2014). *Géopolitique des ressources naturelles de la RDP Lao. Appropriation, développement et intégration régionale*. Québec, Université Laval, Département de Géographie, thèse de doctorat, 303 pages.

MOTTET, E. (2015). « Les enjeux de la politique sportive au Royaume-Uni », *Diplomatie, les Grands Dossiers*, n°26, p. 76-77.

MOTTET, É. (2014). *Géopolitique des ressources naturelles de la RDP Lao : appropriation, développement et intégration régionale*. Québec, Université Laval, thèse de doctorat, 303 pages.

MIGNON, P. (2002). « L'argent du football », *Pouvoirs*, n°101, p. 89-104.

NYE, J. (2004). *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York, Public Affairs, 191 pages.

NYE, J. (1990). « Soft Power », *Foreign Policy*, n° 80, p. 153-171.

NYS, J-F. (2000). « Les relations économiques entre le sport et les médias : entre complémentarité et ambiguïté », *Legicom*, n°23, p. 1-14.

PAULET, J-P. (2002). *Les représentations mentales en géographie*. Paris, éditions Economica, 152 pages.

PECQUEUR, B. (2006). « Le tournant néolibéral de l'économie globale », *Espace et Société*, n°124, p. 17-32.

PECQUEUR, B. & TERNAUX P. (2005). « Mondialisation, restructuration et gouvernance territoriale », *Géographie, économie, société*, 2005/4 Vol. 7, p. 315-320.

PIOLET, V. (2013). « Oui, la Principauté de Monaco est bien un paradis fiscal », *Le Monde*, mai 2013. [En ligne]. (http://lemonde.fr/article/2013/05/07/oui-la-principaute-est-bien--un-paradis-fiscal_3173026_3232.html/). Page consultée le 10 mai 2014.

PIOLET, V. (2013). « Géopolitique des paradis fiscaux », *Politique étrangère*, n°3 :2013, p. 175-187.

PIOLET, V. (2015). *Paradis fiscaux, Enjeux géopolitiques*. Paris, Editions technip, 120 pages.

POLI, R. (2004). « L'Europe à travers le prisme du football. Nouvelles frontières circulatoires et redéfinition de la nation », *Cybergéo : European Journal of Geography*. [En ligne]. (<http://cybergegeo.revues.org/2802>). Page consulté le 18février 2016.

POLI, R. (2010). « Football et migration : l'importation de joueurs africains en France sur la longue durée », *Afrique Contemporaine*, n°233, p. 108.

PORTER, C. (2008). « Manchester United, global capitalism and local resistance », *Belgeo*. [En ligne]. (<http://belgeo.revues.org/10271>). page consultée le 22 novembre 2015.

POZZAR, M-H. (2012). *Évaluer une stratégie de soft power : le cas de la promotion du mandarin standard en Thaïlande*. Montréal, Université du Québec à Montréal, mémoire de maîtrise, 158 pages.

RAFFESTIN, C. (1977). « Paysage et territorialité ». *Cahiers de Géographie du Québec*, n° 53, p.123-134.

RAVENEL, L. (2011). « Une approche géomarketing du sport », *Annales de Géographie*, n° 680, p. 383-404.

RAVENEL, L. & POLI, R. (2005). « Les frontières de la “libre” circulation dans le football européen : vers une mondialisation des flux de joueurs ? », *Espaces Populations Société*. [En ligne]. (<http://eps.revues.org/3134>) page consultée le 14 novembre 2013.

RAVENEL, L. & POLI, R. (2005). « Les migrations des footballeurs en Europe : lorsque les réseaux perpétuent les territoires ». (Brochure), Saint-Dié-des-Vosges, l'auteur.

REPUCOM, (2015). *Emerging Giants*, [brochure], Paris, l'auteur.

ROCHE, Y. (2010). « Des matchs qui sentent la poudre », in *Géopolitique de la coupe du monde de football 2010*, sous la direction de E. Mottet, p. 147-166.

ROGER, M. & LOROT, P. (2014). « La Principauté de Monaco : un État aux spécificités utiles à l'Europe », *Géoéconomie*, n°71, p. 9-16.

ROSIERE, S. (2003). *Géographie politique & Géopolitique : une grammaire de l'espace politique*. Paris, Ellipses, 320 pages.

SANGUIN, A. (1977). *La Géographie Politique*. Paris, Presses Universitaires de France, 183 pages

SANGUIN, A. (1980). « La rétraction territoriale et l'enserrement de la Principauté de Monaco, notes de géographie politique », *Méditerranée*, n°38, p. 15-20.

SENAT, (2013). *L'Union Européenne et la spécificité du sport*. Paris, Rapport d'information.

SOPPELSA, J. (2010). « Football et inégal développement. L'Afrique subsaharienne, un exemple édifiant du dialogue Nord-Sud », *Géoéconomie*, n° 54, p. 21-30.

SIERRA, P. (2011). *La géographie : Concepts, Savoirs et Enseignements*. Paris, Armand Colin, Collection U, 368 pages.

SOREZ, J. (2011). « Le football et la fabrique des territoires. Une approche spatiale des pratiques culturelles », *Vingtième Siècle*, n° 111, p. 59-72.

SPORTEL, (2015). *Chiffres clés 2015*. Monaco, l'auteur.

TAXE JUSTICE NETWORK, (2015). *Report on monaco*, l'auteur.

TERRA NOVA, (2011). *Changer ou disparaître : quel avenir pour le football français ?*, Paris, l'auteur.

THIRIEZ, F. (2002). « Les clubs français à l'épreuve du "foot-business" », *Pouvoirs*, n°101, p. 65-74.

VERLUISE, P. (2013). « Géopolitique – La puissance : quels sont ses fondamentaux ? », *La Revue Géopolitique*. [En ligne].

(<http://www.diploweb.com/Geopolitique-La-puissance.html>). Page consultée le 12 juin 2015.

VERSCHUUREN, P. (2012). « La Diplomatie Sportive Qatarie », *Diplosport*, n°1, p. 1-14.

VERSCHUUREN, P. (2013). « Les multiples visages du Sport Power », *Revue internationale et stratégique*, n°89, p. 131-136.

WHANNEL, G. (2009). « Television and the transformation of sport », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n°625, p. 205-218.

W.O.A (2015). *Constitution et statuts*. Monaco, l'auteur.